

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITES NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS
PARAISANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE

auprès des personnalités politiques et littéraires européennes

sur

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

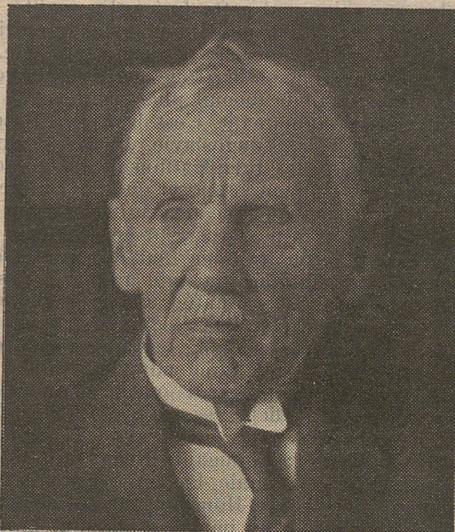
Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes :

- 1^o *Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?*
- 2^o *Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?*
- 3^o *Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression des minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?*
- 4^o *Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?*
- 5^o *Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?*

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de :

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Margueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Veruël, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin (France); Bedri Pëyani, Kiamil Balla, Konstantin Boshniak (Albanie); Dr. Max Uebelhör (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Fenner Brockway secr., Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillett, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Winttingham (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piéard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); Ladislaus Fényes (Hongrie); W. Douchan A. Dretzoun (Monténégro); P. Istrati, Ghița Moscu, Alexandre Nicolaou (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Génovais; Charles Burkin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descendres, Edouard Dufour, André Ultramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borosdine (U. R. S. S.).

Frantichek Krejčí



Le professeur Frantichek Krejčí est né en 1858 à Arnaou (Bohême). Après avoir terminé ses études universitaires à Prague, il fut nommé professeur de philosophie classique et de philologie d'abord dans les gymnases, et ensuite à l'Université de Prague.

Le professeur Krejčí, en dehors de ses travaux scientifiques, a eu une grande activité politique sociale. Depuis 1907 il dirige la revue Tcheska Missel (« La pensée tchèque »), a dirigé de 1918 à 1920 le journal socialiste L'Avenir, a été de 1917 à 1926 le vice-président du parti socialiste tchécoslovaque.

Il a été aussi membre du Comité National révolutionnaire, puis membre de l'Assemblée Nationale, et enfin du Sénat.

Sous la monarchie austro-hongroise il appartenait au parti Masaryk et a pris une part très active dans le mouvement des libres-penseurs, ce qui lui valut en 1890 de la part du gouvernement austro-hongrois d'être relevé pendant deux ans de ses fonctions d'enseignement.

Le professeur Krejčí a aussi de nombreuses publications, dont un « Manuel de psychologie », une « Ethique positive », deux ouvrages philosophiques de haute valeur, ainsi que différentes brochures, études, etc.

Le professeur Krejčí est l'un des adeptes les plus fervents et les plus estimés du réalisme.

Amis, je vous salue et je réponds avec empressement à vos questions.

Tout est possible dans les relations internationales, si les peuples le veulent. Voulez-vous une Fédération? demandez alors avant tout à chacun des peuples balkaniques s'ils désirent une République. Car c'est là la condition primordiale, essentielle, d'un équitable et juste rapport international. C'est la République que préconisent les philosophes et qu'impose l'histoire. Seule la République, constituée sur la base du droit de l'auto-détermination des peuples, pourra résoudre la question macédonienne. Ne vous laissez pas devancer par les Turcs et les Grecs et demandez, exigez, travaillez pour une République organisée sur le principe d'une égalité absolue des citoyens. C'est alors seulement que pourra, que devra vaincre l'idée de la Fédération Balkanique.

Frantichek Krejčí

Josef Hora

Josef Hora est né en 1891 à Dobříň en Bohême. A fait ses études de droit à l'Université de Prague. Membre du parti social-démocrate et rédacteur du Pravo Lidu (« Voix du Peuple ») dès 1910, il s'en éloigna en 1919, lors de la scission du parti, et adhéra au parti communiste. Il est actuellement le rédacteur littéraire du journal communiste Rudé Pravo et conseiller-général de la ville de Prague.

Josef Hora est un littérateur de grand talent et de renommée européenne. Ses ouvrages, et surtout son recueil de poésies *Le jour qui travaille* et son roman *L'année affamée* ont produit de profondes émotions en Bohême.



Hora s'est également distingué par son activité infatigable comme conférencier, militant, tribun.

Le problème balkanique est aujourd'hui manifestement l'un des problèmes les plus importants de la politique européenne. Les Traités de paix, conclus par les gouvernements de la vieille Europe, ne l'ont aucunement résolu, si ce n'est tout au plus en faveur seulement de la bourgeoisie balkanique, dont les persécu-

La politique de l'Italie ruine la Petite Entente

Les événements balkaniques tendent à évoluer sous nos yeux avec une singulière rapidité. Les Grandes Puissances s'agitent maintenant dans la Péninsule comme aux plus beaux temps d'avant guerre. L'Italie, l'Angleterre, la France s'y affrontent : elles ne trouvent un terrain d'accord que lorsqu'il s'agit de combattre la Russie Soviétique. Pour l'heure c'est l'Italie, peut on dire, qui devance toutes les autres par son activité.

Des journaux conservateurs anglais (et cette attitude est assez curieuse pour qui connaît les relations personnelles entre Austen Chamberlain, Winston Churchill d'un côté et Mussolini de l'autre) rapportent que le gouvernement de Rome arme en toute célérité et qu'il se prépare manifestement à une guerre. Or, toute l'attention du cabinet fasciste se concentre présentement sur les Balkans et sur l'Orient. Il vise donc ou la Yougoslavie ou la Turquie. Mais tout compte fait, il semble qu'il cherche d'abord à humilier l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes — qui d'ailleurs a négocié ces derniers temps avec Angora. Un journal serbe, la *Politika*, reprenant des assertions de M. Fan Noli, l'ex-premier ministre albanais renversé par Ahmed Zogou, affirme qu'au printemps une insurrection fomentée par l'Italie éclaterait en Albanie et que Mussolini, accusant la Yougoslavie d'avoir elle-même provoqué ce soulèvement, arguerait de l'acte de Tirana pour installer ses troupes sur territoire albanais. La Yougoslavie ne pourrait que protester, et la guerre s'ensuivrait. Sans doute on a peine à démêler la vérité parmi les mille et une nouvelles qui viennent de l'Europe Orientale, et dont beaucoup sont fabriquées de toutes pièces. Mais quel que soit l'impérialisme de la bourgeoisie et des militaires serbes, il est évident que l'impérialisme du fascisme italien est encore plus encombrant et qu'un jour ou l'autre il sortira du domaine de la pure phraséologie pour pénétrer dans celui des actes.

Quand on voit Mussolini, au risque de rompre avec les Soviets, reconnaître l'incorporation de la Bessarabie à la Roumanie et céder ainsi à la pression des conservateurs anglais, on ne peut douter qu'il ne médite quelque aventure dans les Balkans. Jusqu'à une date proche, tout en passant des accords avec le cabinet de Bucarest (et il y a entre le régime de Bratiano ou d'Averesco et celui du duce bien des affinités) il avait refusé de ratifier l'acte de 1920. Puis, brusquement et sans que rien n'eût fait prévoir le geste, il a accordé cette ratification. Il dut avoir ses raisons qu'il n'a pas fait connaître, qu'il n'a pas osé proclamer devant le monde, mais qu'on peut soupçonner sans grand risque de se tromper. De même ses projets sont assez clairs, lorsqu'il

intriègue à Sofia pour se subordonner la Bulgarie, en faisant ressortir l'identité de sa politique intérieure et de celle de M. Liaptcheff. De même encore on doit bannir toute illusion lorsqu'il invite le comte Bethlen à venir à Rome. La Hongrie de Horthy, l'Italie des chemises noires, la Roumanie d'Averesco et de Mitilineu, la Bulgarie de l'*Entente Démocratique*, sont faites pour s'assembler. On dirait volontiers que la Yougoslavie des Karageorgevitch ne déparerait point la série, mais la Yougoslavie en l'espèce est le point de mire des autres Etats qui ont tous quelque chose à attendre de son écrasement. A la mi-mars, et au lendemain de la ratification de l'acte de 1920 par la Consultà, Alexandre de Serbie s'est rendu précipitamment à Bucarest. On a expliqué plus ou moins mal cette fugue. En réalité, Alexandre s'est senti menacé. Il a voulu obtenir quelques garanties de Ferdinand qui allait partir pour la péninsule italienne. Il lui a représenté sans doute que si le trône serbe était renversé, le trône roumain deviendrait beaucoup plus fragile...

Ce qui est en jeu maintenant, c'est la Petite Entente. Cette combinaison qui réunit la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et qui pousse des ramifications jusqu'en Pologne, est étrangement menacée. On peut supposer que la Conférence qu'elle va tenir à Bratislava sera quelque peu agitée. Cette Conférence, pour la première fois, aura à statuer sur ce problème : la Petite Entente subsistera-t-elle, ou ira-t-elle tout de suite rejoindre tant d'autres constellations politiques qui sont au musée des archives ?

La Petite Entente a été présentée comme le chef-d'œuvre de M. Benès, qui n'en a peut-être pas été l'inventeur, et qui aurait recueilli une idée née en Occident. Les puissances qui y figuraient avaient un intérêt égal à défendre les traités qui étaient à l'origine de leur agrandissement ou de leur existence : la Tchécoslovaquie avait bénéficié des traités de Saint-Germain et de Trianon ; la Yougoslavie, des traités de Trianon, de Saint-Germain et de Neuilly ; la Roumanie avait profité des mêmes protocoles que la Tchécoslovaquie. La Petite Entente était dirigée contre l'Allemagne, contre la Hongrie, contre la Bulgarie. Elle avait donc déjà à surveiller un immense horizon européen. A ses débuts, elle n'avait point à songer à l'Italie. Elle ne gênait au reste qu'assez peu l'Italie, qui redoutait surtout une reconstitution de l'Empire Habsbourgeois, qui, par suite, avait des intérêts communs avec les chancelleries de Prague, de Belgrade et de Bucarest.

Mais aujourd'hui tout ou presque a changé. Si la politique de M. Benès l'incline assez peu à rompre la Petite Entente, la Yougoslavie sent un péril menaçant sur son flanc occidental : ce péril, à l'instigation de Mussolini, se développe en Albanie comme en Bulgarie. Il devient d'autant plus grave que la Roumanie s'est laissée séduire par le duce et qu'en échange des faveurs

Josef Hora

intriègue à Sofia pour se subordonner la Bulgarie, en faisant ressortir l'identité de sa politique intérieure et de celle de M. Liaptcheff. De même encore on doit bannir toute illusion lorsqu'il invite le comte Bethlen à venir à Rome. La Hongrie de Horthy, l'Italie des chemises noires, la Roumanie d'Averesco et de Mitilineu, la Bulgarie de l'*Entente Démocratique*, sont faites pour s'assembler. On dirait volontiers que la Yougoslavie des Karageorgevitch ne déparerait point la série, mais la Yougoslavie en l'espèce est le point de mire des autres Etats qui ont tous quelque chose à attendre de son écrasement. A la mi-mars, et au lendemain de la ratification de l'acte de 1920 par la Consultà, Alexandre de Serbie s'est rendu précipitamment à Bucarest. On a expliqué plus ou moins mal cette fugue. En réalité, Alexandre s'est senti menacé. Il a voulu obtenir quelques garanties de Ferdinand qui allait partir pour la péninsule italienne. Il lui a représenté sans doute que si le trône serbe était renversé, le trône roumain deviendrait beaucoup plus fragile...

Ce qui est en jeu maintenant, c'est la Petite Entente. Cette combinaison qui réunit la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et qui pousse des ramifications jusqu'en Pologne, est étrangement menacée. On peut supposer que la Conférence qu'elle va tenir à Bratislava sera quelque peu agitée. Cette Conférence, pour la première fois, aura à statuer sur ce problème : la Petite Entente subsistera-t-elle, ou ira-t-elle tout de suite rejoindre tant d'autres constellations politiques qui sont au musée des archives ?

La Petite Entente a été présentée comme le chef-d'œuvre de M. Benès, qui n'en a peut-être pas été l'inventeur, et qui aurait recueilli une idée née en Occident. Les puissances qui y figuraient avaient un intérêt égal à défendre les traités qui étaient à l'origine de leur agrandissement ou de leur existence : la Tchécoslovaquie avait bénéficié des traités de Saint-Germain et de Trianon ; la Yougoslavie, des traités de Trianon, de Saint-Germain et de Neuilly ; la Roumanie avait profité des mêmes protocoles que la Tchécoslovaquie. La Petite Entente était dirigée contre l'Allemagne, contre la Hongrie, contre la Bulgarie. Elle avait donc déjà à surveiller un immense horizon européen. A ses débuts, elle n'avait point à songer à l'Italie. Elle ne gênait au reste qu'assez peu l'Italie, qui redoutait surtout une reconstitution de l'Empire Habsbourgeois, qui, par suite, avait des intérêts communs avec les chancelleries de Prague, de Belgrade et de Bucarest.

Mais aujourd'hui tout ou presque a changé. Si la politique de M. Benès l'incline assez peu à rompre la Petite Entente, la Yougoslavie sent un péril menaçant sur son flanc occidental : ce péril, à l'instigation de Mussolini, se développe en Albanie comme en Bulgarie. Il devient d'autant plus grave que la Roumanie s'est laissée séduire par le duce et qu'en échange des faveurs

qu'elle a obtenues de lui, elle lui a probablement concédé quelques avantages. La Petite Entente a reçu une atteinte sérieuse. Le tout est de savoir si cette fissure déterminera son écroulement. De plus en plus, il apparaît que seule une Fédération Balkanique, Fédération des peuples, et non des gouvernements, sauvera la Presqu'île de la conflagration qui est désormais à l'horizon. Mais l'accord avec les gouvernements balkaniques, Mussolini s'opposera de toutes ses forces à la formation d'un tel groupement. Aux ouvriers et aux paysans des Balkans de réfléchir et de s'organiser!

Paul Louis

(Cet article de notre éminent collaborateur et ami nous a été envoyé immédiatement après la publication de notre dernier numéro, à la veille de l'explosion du conflit italo-yougoslave. Avec sa perspicacité coutumière, Paul Louis a vu venir les choses.

(N. D. L. R.)

Les Balkans à nouveau en danger de guerre

Un conflit vient d'éclater entre l'Italie et la Yougoslavie. Dans une note adressée aux grandes puissances, le gouvernement fasciste italien a « attiré l'attention » de ces dernières sur les préparatifs de guerre du gouvernement yougoslave à la frontière albanaise, et cette note a provoqué la vive protestation du cabinet de Belgrade qui a à son tour accusé le gouvernement italien d'avoir instigué son vassal Ahmed Zogou à des préparatifs de guerre contre la Yougoslavie. Et ce conflit dure déjà depuis plus de quinze jours. Des nouvelles des plus alarmantes ont été publiées dans la presse européenne. Les chancelleries française, anglaise et même allemande sont en mouvement. On cherche des moyens pour éviter la guerre. On exerce des pressions sur le gouvernement yougoslave et on lui prodigue des conseils de modération.

Le gouvernement yougoslave a proposé qu'une enquête soit faite pour établir ce qui se passe sur la frontière yougoslavo-albanaise, que cette enquête s'étende non seulement à la Yougoslavie et à l'Albanie, mais aussi à l'Italie, et qu'enfin elle soit entreprise par la Société des Nations, par des délégués des grandes puissances. Le gouvernement yougoslave n'accepte pas que cette enquête soit faite unilatéralement, pour la Yougoslavie seulement.

L'Italie, de son côté, demande une enquête des grandes puissances seulement en territoire yougoslave, pour vérifier les accusations qu'elle a portées contre la Yougoslavie, mais cette enquête ne devra pas s'étendre à l'Albanie. L'Italie n'accepte pas que la Société des Nations, ou une puissance quelle qu'elle soit, intervienne dans un conflit entre une grande puissance (l'Italie) et une petite puissance (la Yougoslavie).

Tel est l'état du conflit qui, éclaté il y a plus de deux semaines, dure toujours encore.

Entretiens, des nouvelles inquiétantes sont publiées par la presse, et elles portent deux empreintes distinctes. D'après certaines de ces nouvelles, des bandes armées ont été concentrées en Yougoslavie sur la frontière albanaise, prêtes à marcher en Albanie, et là-dessus des concentrations militaires ont été faites sur toute la frontière italo-yougoslave et italo-albanaise. D'autres nouvelles affirment que des bateaux italiens ont débarqué des munitions, des camions, etc. dans les ports albanais de Durazzo et de Vallona, des escadrilles d'aéroplanes volent sur l'Albanie, des trains de munitions se dirigent sur Trieste et Fiume; Ahmed Zogou a convoqué des réservistes et qu'on se prépare à marcher sur la Yougoslavie.

Et, en même temps, c'est à qui des deux gouvernements en fait déclarerait aspirer le plus ardemment au maintien de la paix dans les Balkans.

Nous ne sommes pas en état de savoir jusqu'à quel point ces nouvelles sont fondées. Nous voulons seulement relever ici les tendances de la politique de Mussolini dans les Balkans et de celle du gouvernement de Belgrade, nous voulons ressortir à quel point les dangers de guerre dans les Balkans ont été ravivés.

On connaît suffisamment les visées que poursuivait la politique de l'ancienne monarchie austro-hongroise dans les Balkans. Après la guerre générale, c'est l'Italie qui cherche à prendre la place de l'ancien Empire dualiste. La principale aspiration italienne, c'est la domination entière de l'Adriatique, c'est de convertir cette mer en une mer intérieure italienne. En 1920, le gouvernement italien a voulu s'emparer de l'Albanie du sud, en occupant Vallona — mais ses troupes en ont été chassées par les albanais. Longtemps après la guerre encore, les différends entre le gouvernement italien et yougoslave existent toujours, et le traité de Rome en 1924 n'a fait que les régler en apparence seulement: Fiume et Zara ont été adjugées à l'Italie, et la côte adriatique et le port de Barosch à la Yougoslavie. Un an plus tard, un accord a été conclu entre ces deux Etats à Nettuno — accord qui a soulevé les protestations des Croates, des Slo-

vènes, des Dalmatiens, et qui n'a pas été encore ratifié par le parlement de Belgrade.

La Yougoslavie, dominée par l'impérialisme serbe, s'efforçait de son côté d'étendre son pouvoir et son influence au sud et au sud-ouest des Balkans. On connaît suffisamment les différends entre la Yougoslavie et la Grèce à propos de la zone franche yougoslave de Salonique et du tronçon du chemin de fer Guév-guéli—Salonique, et encore à propos des minorités « slaves » (lisez: bulgares). Ces différends ne sont pas encore réglés — le traité conclu entre Pangalos et Belgrade n'est pas encore ratifié.

En ce qui concerne les aspirations de la Yougoslavie sur l'Albanie, nous en avons la preuve édifiante par ce qu'elle a fait en décembre 1924. On sait comment Ahmed Zogou, avec l'aide morale et matérielle du gouvernement de Belgrade, a armé en territoire yougoslave ses bandes commandées par des officiers serbes et wrangéliens et a renversé le gouvernement démocratique de Fan Noli. On pensait à Belgrade qu'une fois Ahmed Zogou au pouvoir, la Yougoslavie serait la véritable maîtresse de l'Albanie. Pendant un certain temps, en effet, le gouvernement yougoslave se sentit en Albanie comme chez lui. Mais, petit à petit, l'influence de Mussolini a prévalu, et Ahmed Zogou a tourné le dos au gouvernement yougoslave et s'est jeté dans les bras du duce. Il a livré son pays entièrement à l'impérialisme italien. Il a accordé aux capitalistes italiens des concessions sans nombre — pétrole, mines, forêts, etc. Mussolini a fait consentir à Ahmed Zogou un emprunt de 50 millions de francs or, et avant même que cet emprunt n'était versé, le gouvernement albanais a été obligé de payer, pour la première année, pour intérêts et annuité d'un emprunt non encore versé, la somme de 8 millions de francs or. Une « Banque Nationale Albanaise » a été créée, mais plus de la moitié du capital en avait été constituée par des capitalistes italiens. L'Italie a obtenu des concessions de constructions de chaussées, de ports, de chemins de fer stratégiques, de bâtisses, de dessèchements de marais, de canalisations, etc. L'Albanie est devenue un marché presque exclusivement italien — les trois quarts de son commerce extérieur se font avec l'Italie — elle s'est trouvée dans une complète dépendance économique de l'Italie. Après cette dépendance économique est venue la dépendance politique. Le gouvernement italien a exploité les émeutes de novembre dernier et a imposé à Ahmed Zogou le pacte « d'amitié ». Et, aujourd'hui, l'Albanie n'est plus qu'une colonie mussolinienne. Nous avons maintes fois relevé quel danger ce pacte représente pour tous les peuples balkaniques.

L'Italie a réussi à attirer dans son orbite les autres Etats balkaniques aussi.

La Grèce est déjà livrée à l'Italie depuis Pangalos.

La Bulgarie se trouve dans la même situation, surtout depuis la visite à Sofia d'un envoyé spécial de Mussolini et celle à Rome de Moloff, de Bouroff et du bourreau Volkoff.

La Roumanie appartient entièrement à l'Italie fasciste. C'est Mussolini qui lui a fait accorder à des conditions tellement onéreuses cet emprunt de 200 millions de lires et a obtenu les importantes concessions de pétrole et autres. Il a envoyé en Roumanie le chef de l'état-major de l'armée italienne pour assurer l'oligarchie roumaine de l'appui de l'Italie mussolinienne. Enfin, il conclut le traité « d'amitié » avec Averesco, l'année dernière, et fit ratifier par le parlement italien le traité conclu en 1920 sur l'annexion de la Bessarabie par la Roumanie.

Et maintenant, en ce moment même du conflit italo-yougoslave, Mussolini prépare un traité — toujours « d'amitié » — avec la Hongrie de Horthy.

Voilà comment le gouvernement italien prépare sa mainmise sur les Balkans, dont il soutient les gouvernements fascistes, exploite les richesses au profit de l'impérialisme italien, et il y étend et intensifie toujours davantage son influence politique pour des visées plus lointaines — contre la Turquie et contre l'Union Soviétique.

La politique italienne est devenue plus agressive encore depuis que Mussolini a pu s'entendre avec Chamberlain à Livorno. L'impérialisme anglais déploie tous ses efforts pour mobiliser des forces contre l'Union Soviétique. L'Italie de Mussolini marche sous les ordres de Chamberlain et de Churchill. On se souvient des sympathies que ce dernier a témoigné envers le régime fasciste lors de son récent séjour à Rome.

Le conflit actuel dans les Balkans ne dégènera peut-être pas en une guerre pour le moment — il n'est peut-être qu'un moyen employé par le gouvernement anglais pour attirer vers lui le gouvernement yougoslave, pour chasser de la Yougoslavie l'influence française. Soulignons, à l'appui de cette supposition, que tous les représentants des partis yougoslaves au Parlement se sont prononcés pour un penchement vers l'Angleterre et pour que le conflit soit réglé par cette puissance.

De tout ce que nous avons relevé jusqu'à présent, il ressort encore une fois que les Balkans sont un foyer d'explosions, que la situation dans les Balkans est non seulement instable, mais toujours prête à sauter. C'est la guerre qui se prépare, par l'impérialisme italien, avec le concours de l'impérialisme anglais.

Les Balkans ont toujours été un foyer d'explosions. Les explosifs sont devenus plus dangereux surtout depuis les traités,

dits « de paix », de Versailles, de Trianon, de Neuilly. Aujourd'hui il y a plus de causes de mécontentement, plus d'exploitation effrénée, qu'avant la guerre balkanique. De nouvelles hégémonies oppriment non seulement les anciennes minorités nationales, mais aussi de nouvelles, qu'elles ont artificiellement créées pour les exploiter féroceement. Et le mécontentement des populations dans les Balkans contre les régimes qui y sévissent est grand. Ces populations sont arrivées à bout de leur patience. Elles sont opprimées par des gouvernements nationaux et par des gouvernements étrangers à elles, et cette oppression est approuvée et soutenue par les gouvernements impérialistes et fascistes anglais et italien. Une guerre dans les Balkans coûterait la vie à des centaines de milliers de travailleurs, et ne leur profiterait en rien de rien — ce serait la ruine totale, entière de ces pays, et le résultat en serait toujours l'oppression, une oppression bien plus pire encore.

La prise pied de l'impérialisme italien dans les Balkans signifie l'asservage définitif des peuples balkaniques, qui auront à lutter alors contre une force bien plus puissante que celle de leurs gouvernements actuels. Les peuples balkaniques doivent s'opposer de toutes leurs forces, avec toute leur énergie, au déclenchement d'une guerre. Ils n'ont pas à prendre parti pour l'un ou pour l'autre impérialisme. Ils n'ont pas à choisir entre l'impérialisme de Mussolini-Chamberlain et celui de l'oligarchie panserbe ou celui des autres dictatures balkaniques. Tous ces vampires sont des ennemis acharnés des peuples balkaniques et surtout des masses laborieuses. Une lutte acharnée contre les gouvernements actuels balkaniques et contre l'impérialisme des grandes puissances doit être menée avec la même ardeur. Et cette lutte ne doit point s'arrêter, jusqu'à ce que l'idéal de ces peuples ne soit réalisé : le droit de disposer d'eux-mêmes et de se fédérer en une République Balkanique qui sera en état de s'opposer efficacement à la politique de conquête et de lucre de l'impérialisme des grands financiers.

Notre tâche sera toujours d'éclairer ces peuples sur la vraie situation dans les Balkans, sur les rôles que jouent tous les gouvernements balkaniques soutenus par les impérialistes européens, de démolir les visées de ces derniers, de pousser les peuples à s'organiser et à mener la lutte commune avec des forces réunies contre leurs oppresseurs. Aujourd'hui plus que jamais le salut des peuples balkaniques est dans la Fédération Balkanique.

D. VI.

20 années depuis les émeutes paysannes en Roumanie

Au mois de mars qui vient de s'écouler il y eut exactement 20 années que se sont produites les émeutes paysannes de 1907 en Roumanie. Nous ne nous arrêterons pas sur les causes de ces émeutes qui ont englobé des millions de paysans roumains — ces causes sont déjà bien connues, et on les trouve du reste en partie dans le premier article de notre série « La Question Agraire et Paysanne en Roumanie » que la *Fédération Balkanique* publie depuis le n° 61. Nous ajouterons plus bas quelques faits et chiffres. Mais nous voulons brosser ici le tableau de sang du mois de mars 1907.

A la fin du dernier siècle la misère du paysan roumain était tellement grande que par exemple dans le département de Bakaou les paysans engagés comme labourers sur les domaines des boyards recevaient 5 centimes par jour ; dans d'autres départements, plus « heureux », 15 à 30 centimes. Un groupe d'étudiants généreux roumains ont stigmatisé cet état d'esclavage en frappant une médaille avec l'inscription « 5 centimes par jour ». A la veille de 1907, 300.000 paysans habitaient des trous *creusés dans la terre* ; plus d'un demi million des bouges « construites » sur la terre, mais de glaise. Le budget d'une famille paysanne composée de 5 âmes, — calculé par feu C. Dobrodgeano-Gherea, grand économiste et sociologue, — s'élevait à 50 centimes par jour. Dans une commune du département de Vladika, pour 2.706 habitants il n'y avait en tout que trois vaches laitières. La statistique officielle indiquait, pour la période de 1894 à 1904, un million et quart de pélagreux ; l'année 1904 à elle seule a fourni 44.000 nouveaux malades. De 100 paysans, les 88 étaient analphabètes. De 974.139 paysans contribuables, les 93.000 seulement avaient le droit de vote direct, le reste, soit plus de 880.000, votaient indirectement, 1 pour 50. Des 293 députés et sénateurs, le collège paysan (90% de la population) n'élisait que 38 seulement, et les « élus » n'étaient toujours que les créatures des grands propriétaires ou ... les grands propriétaires eux-mêmes.

Il est donc aisé de concevoir que la haine des paysans contre la domination des boyards et des tchokoï (parvenus) était, dans ces conditions, infinie, et qu'elle n'était dépassée que par leur soif de vengeance. Ainsi une chanson populaire disait :

La feuille est verte du cerfeuil,
Malheur à toi, infâme tchokoï,

Si je t'attrappe dans notre village,
Je t'écorcherai la peau, le visage,
Et de ta peau je me ferai
Un fourreau à ma lance acérée.

Et une variante de la même chanson disait :

Des feuilles de chêne je mangerai,
Du sang de Tartare je boirai,
Je mangerai de la ruche le miel brillant
Et je boirai du tchokoï le sang fumant.

Le printemps de l'année 1907 paraissait être choisi par la paysannerie roumaine pour satisfaire cette soif séculaire de vengeance et la fain non moins intense de terre, de liberté, droit à une vie humaine. Mais l'année n'a pas été choisie au hasard. A ce moment-là — février-mars 1907 — les émeutes paysannes de Russie, qui s'y étaient déclenchées en 1906 en liaison avec la révolution de 1905, n'étaient pas complètement éteintes et continuaient encore dans quelques dizaines de gouvernements. L'exemple de la paysannerie russe se dressait sans aucune doute devant les yeux des paysans roumains, qui eux-ci prirent en main haches, fourches, faux et bidons à pétrole, et se mirent en marche vers les résidences des boyards et des tchokoï.

Les émeutes de 1907 n'ont pas été un mouvement révolutionnaire organisé, centralisé et savamment conduit, mais ressemblaient plutôt aux jacqueries qui ont précédé la révolution française. Les émeutes ont commencé dans le nord de la Moldavie et ont été, sous l'instigation des antisémites, dirigées d'abord contre les fermiers juifs. Mais très vite les émeutes ont pris un caractère nettement social, les paysans ne faisant aucune différence entre les fermiers juifs et grecs, et entre les boyards roumains pur sang. Comme la flamme dans un champ desséché, les émeutes se sont étendues en quelques jours d'une manière foudroyante d'un bout à l'autre du pays. A peu près partout, les paysans, armés comme nous l'avons décrit, se sont mis en marche, jeunes et vieux, non rares étaient aussi femmes avec les enfants, vers les villes — comme vers des centres représentant pour le paysan le pouvoir dominant, d'où lui venait le gendarme et le perceuteur, où habitait et festoyait le latifundiaire ou son fermier, d'où venait l'exploitation et la famine, vers le centre donc d'où venait tout le mal sous lequel et les siens peinaient et souffraient. Dans beaucoup d'endroits les paysans insurgés mirent le feu aux résidences et aux dépôts des boyards, et là ils brûlèrent seulement les livres des dettes des documents de propriétés des boyards pour anéantir ainsi toute trace de leur dépendance vis-à-vis des boyards et des « droits de ceux-ci à la terre et sur la population paysanne.

Quelques fermiers et des gens des gros-propriétaires furent battus, mais par les millions de paysans insurgés n'ont été tout tués qu'une quinzaine de personnes.

La répression, cependant, a été sanglante et cruelle jusqu'au paroxysme de la férocité. A ce moment le ministre de l'intérieur était M. Ionel Bratiano et le ministre de la guerre le général Averesco. Avec l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie, et à l'appui de compagnies spéciales, ont été massacrés 11.000 paysans insurgés et non-insurgés : massacrés après que les émeutes avaient cessé, donc non pas au cours des luttes ; exécutés sans jugement et sans instruction, rien que d'après des listes dressées par les grands fermiers et les propriétaires. Des villages entiers ont été rasés par les boulets des canons de la superficie du pays.

Voici quelques exemples :

Le député Radulesco écrit, qu'à Corcova (Méhédint) le maire et le pope, qui n'avaient pris aucune part à l'émeute. Dans un autre village ont été fusillés 5 paysans que pour avoir parlé des émeutes. Dans un troisième ont été fusillés des paysans après s'être constitués prisonniers. Le village d'Oprichor a été bombardé, quoique la population n'en avait point participé à l'émeute. Ont encore été bombardés les villages de Balatchitsa et Gradanitsa. « L'armée, écrit M. Radulesco, s'est comportée très bien, elle a été à la hauteur de sa tâche. Ce qui est regrettable, c'est l'excès de l'officier, qui a roué de coups les malheureux tombés dans ses mains : non pas pris sur les faits, mais après... Ce qui est horrible, c'est le tribunal constitué par les officiers dans la commune de Garla-Mare, tribunal composé de deux cabaretiers grecs, deux administrateurs du domaine du boyard et cinq richards, qui déclaraient par vote de la mort de ceux signalés par les uns et les autres. Ainsi ont été exécutés Stan Barbat, le nouveau maire élu, et 15 autres malheureux. » Dans le village de Patulde, la propriété du prince Stirbey, ont été fusillés 20 paysans, tous triés sur le volet par les gens du boyard. Le préfet de Méhédint, Izvoia, n'ayant pas confiance en les troupes, a armé un bataillon de « citoyens décidés à défendre la ville contre l'attaque des paysans ». Dans le village de Crémenea le pope arrêté avait été remis en liberté avec papiers en règle. Mais, ensuite, le sous-lieutenant Negreanu l'arrête à nouveau et le fusille hors du village. La présence même du fils du pope, qui a été forcé à conduire la charrette dans laquelle son père était transporté à la place de l'exécution.

Les mêmes sortes de « tribunaux » ont été constitués un peu partout. A Salcutsa (Dolj) le tribunal était composé du commandant des troupes, le capitaine de cavalerie Stanesco, et de 12 richards. Le capitaine lui-même exécutait sur place les malheureux « condamnés », devant le grand fermier et la dame de celui-ci qui regardait et souriait, penchée sur le balcon de sa demeure. Dans le village de Clujeni, un seigneur colonel « jouait à la mitrailleuse en fauchant les colonnes des paysans prisonniers ». A Bratochitsa, 20 paysans, choisis, furent exécutés en groupe, pendant qu'ils imploraient : « Monsieur le capitaine, nous avons des femmes, des petits enfants. » Dans le journal *Prezentul* du 3 avril 1907 un officier décrit comme suit ce qu'il avait fait : « J'étais pur et simplement un chasseur d'hommes. Mon revolver était à chaque moment prêt et une vie de paysan ne signifiait pour moi pas plus qu'une vie d'un fauve dangereux. Je ne me rappelle plus combien d'hommes j'ai tués... J'étais dans un village après avoir massacré un troupeau d'insurgés. Partout où j'apparaisais, on savait que j'arrivais pour tuer, pour châtier... » Ont été aussi fusillés des enfants : Elena Gripre Schiopu, âgée de 10 ans, Ion D. Cojociu, âgé de 13 ans, Ion D. Vraijitoru, 13 ans, à côté de Filip Saizu de 72 ans. Dans un village, un paysan (Constantin Uleiu) et son fils (Nicolae) ont été ligottés ensemble et fusillés en une fois. Le père étant seulement blessé, l'officier le tua de six coups de revolver dans la tête et le cœur. Au village de Viasu a été fusillé avec d'autres, par le colonel Herescu, un vieillard de 82 ans, sous les yeux de son fils, âgé de 16 ans. Ion Parjol, blessé et se trouvant à l'hôpital, fut enlevé de son lit et fusillé près d'une haie...

Les dossiers de ces horreurs ont été pris par M. Bratiano et transportés en partie à son domicile privé, et la plus grande partie se trouve au palais du roi, de ce grand complice des assassins féroces, et nul n'a plus pu les consulter, pas même les députés qui ont voulu interpellier les divers gouvernements qui se sont succédé depuis ; — les dossiers sont tenus aujourd'hui encore secrets. Car le contenu qui se cache entre leurs cartons est horrible. Dans son manifeste à l'armée, le roi Carol disait, après l'apaisement des émeutes : « Un cœur chaud vous remercie, et c'est avec joie et pleine de confiance que je regarde vers mon armée, qui s'est montrée à la hauteur de sa mission. » En réalité, il y a eu assez de cas où les soldats ont refusé de tirer, quoique pour leur faciliter « le remplissement de leur mission » le gouvernement ait envoyé ceux de Muntenie tuer en Moldavie, et vice-versa. Et eux tous ont été condamnés, pour refus d'exécuter les ordres, aux travaux forcés à perpétuité, et sont encore dans les profondeurs des salines, — « le roi des paysans », comme s'intitule le roi Ferdinand, ayant à plusieurs reprises refusé de les amnistier.

En 1907, le paysan a été noyé dans le sang, mais la question paysanne n'a pas été résolue. De peur d'un nouveau 1907, l'oligarchie a promis en 1917, sous la pression de la révolution russe, terres et vote aux paysans. Ce qu'est advenu de la réforme agraire, nous l'avons montré — et nous le montrerons — dans nos articles « La Question Agraire et Paysanne en Roumanie ». Ce qu'est advenu du suffrage universel, on le connaît aujourd'hui à l'étranger aussi. La paysannerie, qui a fait naître après la guerre un grand parti paysan, parti que ses chefs ont maintenant trahi, transformé en un parti de richards, dirigé sur la voie de l'entente avec l'oligarchie, cette paysannerie se dirige en 1927 vers ses seuls, vers ses véritables alliés, vers les ouvriers des villes. C'est dans cette alliance révolutionnaire seulement que réside la garantie que 1937 trouvera à la place de la Roumanie oligarchique une République des Ouvriers et Paysans émancipés, vers laquelle les paysans ont aspiré confusément en 1907.

I. Mateescu

Le Congrès des verkhovistes et fascistes macédoniens en Bulgarie

Il y a en Bulgarie une nombreuse émigration macédonienne : 500.000 personnes. Il y a, en outre, 150.000 réfugiés. En ajoutant ces chiffres celui des habitants de la partie de la Macédoine annexée par la Bulgarie — le district de Pétritch — : près de 1.000.000, nous voyons qu'en Bulgarie se trouvent actuellement environ un demi-million de Macédoniens.

Cette masse macédonienne a toujours déployé une vive activité politique en Bulgarie et elle a participé à toutes les luttes pour la libération du peuple macédonien.

Après la guerre générale l'émigration et les réfugiés en Bulgarie et la population macédonienne du district de Pétritch ont continué à manifester librement leurs aspirations et leurs revendications. Comme citoyens bulgares ils ont eu la possibilité non seulement de participer à la vie politique du pays, mais aussi de s'organiser en des sociétés et comités et de lutter pour alléger et améliorer leur situation et pour contribuer aux efforts

déployés par le peuple macédonien en entier pour la libération et l'union de la Macédoine.

Par l'installation du régime fasciste en Bulgarie cet état de choses a cessé. Les sociétés macédoniennes qui s'étaient mis comme tâche principale de conserver leur indépendance de l'influence des gouvernements bulgares et de tous les gouvernements balkaniques, qui s'efforçaient de réveiller dans les masses macédoniennes la conscience macédonienne, et de travailler avec tous les peuples opprimés des Balkans pour la libération et l'union de la Macédoine et la Fédération de tous les peuples balkaniques, ont été, grâce aux machinations du gouvernement bulgare, dissoutes ou dominées et subjuguées par des Macédoniens partisans de ce gouvernement. L'Organisation Ilinden et le Comité National (c'est ainsi que s'est intitulé le Comité Exécutif des Confréries Macédoniennes de bienfaisance) ont seuls continué à exister après le coup d'Etat aussi. Mais dans ces associations aussi a été menée contre les partisans de l'indépendance du mouvement de la libération macédonienne et de la Fédération Balkanique une lutte acharnée de prépondérance par ceux qui voulaient subordonner ce mouvement aux buts du pouvoir fasciste en Bulgarie. Cette lutte a duré une année entière, jusqu'à ce qu'en septembre 1924, après le massacre d'une centaine de leurs dirigeants les plus dévoués, ces organisations ont été complètement jugulées, envahies par les verkhovistes macédoniens. Et depuis lors les Macédoniens en Bulgarie ne peuvent plus exprimer librement leur pensée. L'Organisation Ilinden et le Comité National se sont transformés en des corps dociles aux ordres du gouvernement bulgare qui les exploite pour les buts de sa politique intérieure et extérieure.

Ces deux organisations sont aujourd'hui les seules organisations macédoniennes en Bulgarie. Mais l'émigration macédonienne et les réfugiés macédoniens dans ce pays n'ont absolument rien de commun avec elles. On le verra de ce qui suit.

*

L'Organisation Ilinden et l'Organisation des Confréries Macédoniennes de bienfaisance tiennent chaque année leurs Congrès. Au cours de la dernière moitié de février dernier, l'Organisation des Confréries Macédoniennes a tenu son Congrès annuel.

Cette Organisation a le verbe haut. Elle prétend être issue de l'émigration macédonienne en Bulgarie. Elle prétend parler au nom de tous les émigrés et réfugiés macédoniens en Bulgarie — c'est-à-dire au nom de 300.000 Macédoniens. Elle aurait aussi prétendu parler également au nom des 200.000 Macédoniens de Pétritch, si elle ne les avait pas considérés comme ayant déjà réalisé leur idéal — l'incorporation à la Bulgarie. (!)

Mais qu'est-ce donc que cette Organisation représente en réalité ?

D'après ses propres comptes-rendus, elle engloberait 152 sociétés en Bulgarie, dont on ignore cependant le nombre des membres. On sait, toutefois, que la plupart de ces sociétés possèdent des registres où se trouvent inscrits 20, 30 ou au plus 50 membres nominaux. Très rares sont celles qui possèdent 100 à 200 membres *nominaux, inscrits*. Nous disons membres *inscrits, nominaux*, car leur attachement à ces sociétés et leur activité de membres ne s'exprime que par les paiements des cotisations et la participation à de différentes manifestations, messes de requiem, Te Deums, et, en quelques rares occasions, par des protestations contre les gouvernements serbe et grec — jamais contre le gouvernement bulgare.

Le nombre de ces membres *nominaux inscrits* de cette Organisation ne dépasse pas les 2 ou 3% de celui des émigrés et réfugiés macédoniens en Bulgarie. Et si nous examinons la composition de cette Organisation, nous n'y voyons en premier lieu que des *Tchorbadjis* macédoniens : des banquiers, des gros-commerçants, des spéculateurs, des usuriers, bref des gens qui vivent aux dépens des autres, des parasites, des gens qui ont émigré en Bulgarie il y a quelque 30 à 40 ans et qui y ont entassé des richesses sur le dos du peuple bulgare travailleur et des paysans et ouvriers macédoniens émigrés. Ils n'ont rien de commun avec la Macédoine — sauf qu'ils y sont nés. Les douleurs, les souffrances, les aspirations du peuple macédonien leur ont toujours été étrangères. Ce sont ces gens qui ont constitué en son temps le noyau du Haut Comité Macédonien à Sofia, *alias* le Comité Verkhoviste, ce sont des éléments surgis de la plus noire réaction en Bulgarie. Ce sont ces créatures qui sont aujourd'hui les suppôts les plus actifs de la dictature militarofasciste en Bulgarie.

Les leaders et « idéologues » de cette Organisation sont les différents intellectuels macédoniens qui ont obtenus leur instruction par les soins du gouvernement bulgare et de l'exarchat bulgare. Ce sont les inspecteurs exarchistes, les métropolitains, les vicaires, qui en son temps approuvaient toutes les violences exercées sur les Bulgares macédoniens opposés à la politique du gouvernement bulgare, qu'ils qualifiaient de « traîtres à leur peuple », de « rênégats à leur race » ; ce sont ces mêmes gens qui approuvaient et appuyaient les persécutions des Macédoniens non-bulgares et des Bulgares qui luttaient contre la politique des détenteurs du pouvoir. Ce sont ces gens qui, même lorsqu'ils

participaient à l'ancienne O. R. I. M., tâchaient d'y faire pénétrer la politique du verkhovisme, la politique du gouvernement bulgare.

Ce sont ces Macédoniens qui dirigent le Comité National des Confréries Macédoniennes. Derrière eux se dressent les gros-commerçants, les spéculateurs, les entrepreneurs, les banquiers, les usuriers et les différents directeurs et chefs des services de l'Etat qui, grâce à leurs positions et à leurs fonctions, traînent à leur remorque des Macédoniens qui se trouvent dans leur entière dépendance économique : des petits commerçants, des artisans, des paysans, des ouvriers, ainsi que ces éléments serviles qui briguent des emplois par les pires platitudes. Par de la démagogie et de la fourberie, ces dirigeants réussissent à se présenter devant des honnêtes mais crédules travailleurs macédoniens comme des personnes qui travaillent à la libération de la Macédoine, à les enduire en erreur, à les faire inscrire dans l'Organisation.

Telle est l'Organisation des Confréries Macédoniennes — et cette Organisation appelle son Congrès « Congrès de l'émigration et des réfugiés macédoniens en Bulgarie » !

Les masses macédoniennes se tiennent à l'écart de cette Organisation réactionnaire verkhoviste et fasciste. Malgré toutes les violences que les dirigeants de cette Organisation font exercer sur les émigrés et réfugiés macédoniens pour les contraindre à se faire inscrire dans leurs listes, ces derniers, nettement hostiles à la politique poursuivie par les dirigeants, saisissent toute occasion pour exprimer leur indignation contre leur œuvre. Les masses macédoniennes en Bulgarie savent fort bien que ces dirigeants travaillent de connivence avec le gouvernement fasciste bulgare et ne tendent qu'à faire pénétrer parmi elles leur politique anti-nationale et sanglante, traître envers les intérêts macédoniens.

Le Congrès qui vient d'avoir lieu apporte d'ailleurs un tas de preuves à l'appui de ce que nous venons de relever.

Une de ces preuves, nous la voyons en les personnes qui ont dirigé les travaux de ce Congrès. Ainsi le principal leader en était M. Koulicheff, directeur du journal gouvernemental *La Macédoine* qui se présente effrontément comme « organe de l'émigration macédonienne ». Avant d'être nommé directeur de ce journal, ce Monsieur était directeur du *Slovo*, organe des spéculateurs et des banquiers, un des suppôts du gouvernement fasciste, et rédacteur en chef du journal gouvernemental *Svobodna Rjetch*, la plus ignoble feuille provocatrice qui ait jamais existé en Bulgarie. Et les résolutions politiques du Congrès ont été élaborées et rapportées par ce Monsieur !

Les résolutions du Congrès sont nombreuses : une dizaine, à peu près. (Ceci a été paraît-il nécessaire pour en imposer au moins par cette quantité aux délégués non très orientés dans les choses macédoniennes.) Elles consistent principalement en suppliques serviles adressées aux grandes puissances, à la Société des Nations, aux gens qui soi-disant travaillent pour la paix universelle, et au gouvernement bulgare. Il y a aussi des protestations contre les gouvernements serbe et grec, et une adresse aux peuples opprimés en Yougoslavie.

Dans les résolutions et les discours prononcés au Congrès, lorsqu'il est parlé de Macédoniens, ce ne sont que les Bulgares macédoniens se trouvant en Macédoine sous joug grec et serbe qui sont visés. Pour les autres Macédoniens, pas un seul mot n'est soufflé. Pas un seul mot n'est dit de la population macédonienne gémissant sous le joug bulgare.

Les résolutions prises correspondent pleinement et entièrement à la politique du gouvernement bulgare. La base sur laquelle s'est placé le Congrès, c'est celle des Traités de paix — c'est la base même sur laquelle se place le gouvernement de Liaptcheff. Le Congrès n'a pas osé élever le mot d'ordre de la libération et de l'union de la Macédoine écartelée entre la Serbie, la Grèce et la Bulgarie, le mot d'ordre d'une entité politique macédonienne unie et indépendante. Et comme à chaque orateur on avait préalablement soufflé le discours à prononcer, aucun orateur ne s'est décidé à mentionner même ce mot d'ordre qui se trouve pourtant en tête des statuts de l'Organisation : la Macédoine Indépendante. D'une Fédération Balkanique — également nulle mention dans ce Congrès : une Fédération des peuples balkaniques étant diamétralement opposée à la politique du gouvernement bulgare. Si le Congrès avait élevé ce mot d'ordre, cela aurait signifié que l'Organisation reconnaissait que la lutte menée par les différentes organisations nationales et nationales-révolutionnaires dans les Balkans, menée par ce journal, est juste, est la seule lutte justifiée et entreprise pour la défense des intérêts du peuple macédonien et des autres peuples opprimés dans les Balkans. (A titre de curiosité, mentionnons que, d'après ses statuts mêmes, cette Organisation devrait lutter non seulement pour une Macédoine Indépendante, mais aussi pour la Fédération Balkanique.)

Les espoirs du Congrès se trouvent placés exclusivement en le gouvernement impérialiste et fasciste bulgare. La résolution adressée aux peuples opprimés en Yougoslavie n'est qu'une

décoration, pour que cette Organisation puisse passer aux yeux des Macédoniens en Bulgarie, en Yougoslavie et en Grèce comme luttant pour la libération des Bulgares macédoniens se trouvant sous joug grec et serbe, pour l'obtention des droits soviétiques et de culte pour les Bulgares en Yougoslavie et en Grèce.

Les dirigeants du Congrès le savent fort bien, que les peuples opprimés en Yougoslavie, en Grèce, en Bulgarie, Roumanie n'aspirent qu'à leur libération, qu'à une Fédération Balkanique ; ils ne peuvent donc compter sur aucune collaboration, sur aucun appui de la part de ces peuples. Mais, comme nous l'avons relevé, leur but n'a pas été d'obtenir la collaboration de ces peuples, mais de faire une diversion.

Les peuples opprimés en Yougoslavie et dans les autres pays balkaniques savent que tout comme les chefs de l'O. R. I. d'aujourd'hui, les dirigeants du Comité National et de l'Organisation Hinden, se trouvent sur le front de la réaction et du fascisme balkaniques. Pour que la caractéristique de cette Organisation et de ce Congrès soit plus claire, relevons que le Congrès a été salué avec enthousiasme par la presse fasciste en Bulgarie et par l'organisation fasciste « Rodna Zachtita » celle des officiers de réserve. Et pour que le tableau que nous décrivons soit plus complet, relevons encore que le discours du représentant de cette dernière organisation, dont les principaux dirigeants sont les ministres assassins Kimon Guéguieff et Slaveïko Vassileff et le député Nicolas Kiamileff, l'assassin de Dotoch Mikhaïloff et de ses camarades — a été écouté à rebout par le Congrès, et que le président a répondu aux salutations de cette bande d'assassins par un discours servile à l'adresse des officiers.

Marcel Walter

La soupe républicaine en Grèce

Le 17 mars, le contre-amiral français Bois fut reçu par le gouverneur de la Macédoine grecque M. Calevras. Le dîner eut lieu dans une grande salle avec vue sur la mer. Le menu se composait de : Soupe républicaine...

La bataille navale de Navarin fut fêtée comme elle le méritait. Cent années de liberté grecque ! Victoire de l'hellénisme sur les chaînes féodales du régime des pachas turcs ! Cent années pleines de luttes pour une Grèce indépendante des masses travailleuses — et aujourd'hui ? !

Albert Thomas, le directeur du Bureau du Travail de la Société des Nations, un statisticien consciencieux et vraiment pas révolutionnaire, a constaté que les salaires en Grèce étaient minimes et que les vagues de grèves qui se succédaient, les voltes des ouvriers du tabac, donnaient le tableau exact du régime arbitraire effréné des profiteurs de la politique économique grecque, des parasites de la « liberté économique » vénizéliste. Tandis que les masses autochtones de la Grèce Ancienne et Nouvelle tombent dans une misère toujours plus grande, les heureux Grecs de l'Asie-Mineure sont toujours leurrés par promesses. Un appareil embrouillé organise leur colonisation Macédoine et en Thrace, et cependant, ou précisément par la suite, leur pays est envahi par une bureaucratie corrompue, la plus grande partie des émigrés se trouvent encore sans ressources et voués à la noire des misères. Le cabinet « oïkomène » ne songe même à résoudre la question agraire pour pouvoir répartir aux frères de l'Asie-Mineure quelques terres en Thessalie ; il excite au contraire les malheureuses victimes d'une politique extérieure impérialiste contre les restes de la population bulgarophone. *Sans solution du problème agraire il n'y aura pas de solution à la question des réfugiés, sans la solution de la question agraire il n'y aura pas de Grèce libre, et la soupe républicaine du cabinet « oïkomène » est affreusement salée par les poussées monarchiques des anciens gros-proprétaires, qui se sentent comme les héritiers légitimes du régime réactionnaire, qui, pour la plus grande partie du peuple grec, avait été écarté par le combat naval de Navarin.*

Les classes dominantes de la Grande-Grèce ont réussi seulement à mobiliser contre elles les masses ouvrières, à dresser contre le cabinet oïkomène les réfugiés et les masses artisans, mais aussi à fouetter les larges couches de la petite bourgeoisie contre « l'ordre et la tranquillité » de la patrie hellénique, grâce à une politique douanière insensée.

La balle des entrepreneurs contre les ouvriers du tabac a été suivie par celle contre les entrepreneurs. Non pas contre les gros-entrepreneurs, contre les gros-capitalistes libéraux, contre les vendeurs vénizélistes de la liberté grecque et leurs louches agents monarchistes — non : c'est contre les petits entrepreneurs, les petits artisans que se dirige la terreur de violence gouvernementale. A peine deux semaines avant

Démonstration de l'équation politique : Yougoslavie = Grande Serbie

Lorsqu'en 1903, dans la nuit du 29 au 30 mai (v. s.), l'organisation secrète des officiers serbes, alors connue sous le nom de « Main Blanche », mit en exécution le plan élaboré par les chefs du parti radical en collaboration intime avec le prince Pierre Karageorgévitch : le massacre du roi Alexandre, dernier des Obrénovitch, et de la reine Draga, ledit prince Pierre, petit-fils de Tzrni-Djordhij, lui-même descendant d'un forgeron nomade qui s'était établi dans la plaine de Zétha au Monténégro, fut élu par les radicaux roi de Serbie, le prince Nicolas de Monténégro ayant télégraphiquement refusé la candidature, posée par les garnisons de Niche et du sud de la Serbie, de son fils puîné Mirko. Pierre I vint donc occuper le trône encore fumant de sang de la Serbie.

Pierre I et Pachitch, respectivement à la tête de l'Etat et du gouvernement serbes, tous deux compromis dans le massacre précité, durent unifier leurs deux corps en une âme, le chef du gouvernement devenant de fait le tuteur du roi sexagénaire. Le parti radical, par l'extinction des Obrénovitch, devenait prépondérant dans le pays où les Karageorgévitch n'étaient pas trop aimés, car c'était pour la deuxième fois qu'on soupçonnait leurs mains trempées dans le sang des Obrénovitch. Dans l'espoir de raffermir leur situation et de se gagner les sympathies du peuple, les deux vieux compères rêvèrent d'une création d'une Grande Serbie, qui satisfaisait aux passions et ambitions immodérées de Pachitch, devant en même temps garantir à la nouvelle dynastie l'héritage du trône.

Dans la lutte des radicaux contre les deux derniers Obrénovitch, lutte à laquelle Pachitch dans son astuce avait su donner l'apparence d'une lutte nationale contre l'impérialisme de la Cour de Vienne, et qui au fond n'était que celle qu'il menait pour ses propres ambitions, pour la prise du pouvoir, l'unique but de sa vie, ce renégat bulgare avait réussi à gagner la confiance et l'amitié de Pétrograde. De son côté, le roi Pierre avait fait ses débuts d'officier dans les rangs — des Français contre les Allemands en 1870 et 1871. Or la Russie et la France étaient devenues des Alliées pour obvier à la politique de la Triplice, et le roi Pierre et M. Pachitch unissant leurs efforts pour combattre l'influence autrichienne en Serbie ne pouvaient qu'aller au devant des désirs de ces deux grandes puissances, tout en se couvrant de leur haute protection.

Mais la création d'une Grande Serbie se trouvait entravée par l'indépendance d'un autre pays serbe qui avait versé à flots son sang pour aider la Serbie à se former. Cet Etat historique et classique, c'était le Monténégro. Pour l'anéantir et le subjuguier, Pachitch croyait qu'il suffisait d'anéantir son souverain et sa dynastie, comme si le prince, plus tard le roi Nicolas, ses fils et ses petits-fils personnifiaient le Monténégro. C'est dans cette ferme conviction que, de concert avec le roi Pierre, gendre du prince Nicolas, et du ministère des Affaires Etrangères austro-hongrois, il ourdit le complot de 1907 qui devait exterminer tous les membres de la famille de Nicolas, faire sauter le parlement avec les députés, massacrer les ministres et les hauts fonctionnaires de l'Etat et provoquer la guerre civile dans le pays. Immédiatement les troupes limitrophes autrichiennes devaient occuper le Monténégro « pour y rétablir l'ordre et la paix » ; puis l'Autriche retirerait ses divisions du Monténégro qui, comme corollaire, devenait l'héritage de l'héritier présomptif de la Serbie, petit-fils du prince Nicolas, et était incorporé à la Serbie. Devançant alors d'une année l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, l'Autriche aurait proclamé l'annexion du Sandjak et le Sultan aurait été forcé de reconnaître cette annexion sous la pression de la Russie qui, par l'extinction de la dynastie des Pétrovitch-Nieogoché, n'aurait eu plus de raison à soutenir l'indépendance d'un pays décapité.

On connaît dans quelles circonstances ce complot fut dévoilé par les agents même de Pachitch, qui cependant, soudoyant la presse de Belgrade, de Zagreb et de Sarajévo, fit l'impossible pour faire passer le complot pour une œuvre machinée par Nicolas lui-même, et bien de crédules tombèrent dans ses filets. C'est après des années que le voile fut soulevé par le second chef du parti radical Lyouba Yovanovitch, et Pachitch et l'Außenministerium de Vienne furent définitivement révélés comme les auteurs du complot avorté. Yovanovitch reconnaît en effet que les bombes ayant dû mettre à feu et à sang le Monténégro, étaient de provenance serbe, de la fabrique pyrotechnique de Kraguyévatz.

Toutefois Pachitch et son royal pupille septuagénaire ne se tinrent pas pour battus, et par des fourberies, parvint à pousser les soldats monténégrins, en 1913, par pur serbisme, à combattre les Bulgares, et le roi Pierre et son premier ministre firent mener par la presse européenne la campagne contre Nicolas, l'accusant d'avoir trahi la cause commune des Alliés et de s'être vendu à l'ennemi. Cette campagne d'une presse largement rétribuée par la Cour et le gouvernement de Serbie, la diplomatie de l'Entente

du centenaire, les artisans démonstrants furent abattus à coups de fusils et le sang coula dans la rue de l'Université à Athènes. Une enquête fut ouverte, et les soldats ont ouvertement déclaré avoir fait feu sur l'ordre catégorique de leurs supérieurs. Deux morts gisèrent dans la rue, quinze blessés, et le cabinet « oïkomène » supprima le moratorium des loyers pour les grévistes afin de les forcer ainsi à l'obéissance. Naturellement, le ministère « oïkomène » déclara regretter les « malentendus » et vouloir en punir exemplairement les auteurs. On en tira les conséquences. Le lieutenant coupable a été condamné à 40 jours d'arrêt en caserne — et un membre du comité des grévistes à 50 jours de prison ; et, par une brutale persécution des ouvriers communistes, par la déportation des chefs des partis, et même d'un pope qui s'était placé aux côtés des masses travailleuses, le gouvernement cherche à faire dévier l'attention de sa politique économique. Il est caractéristique que les masses des partis gouvernementaux, applaudirent frénétiquement les représentants des ouvriers, le député Maximos et le secrétaire de Bourse du Travail. Ce n'est plus une classe qui s'élève par opposition de principe contre les conditions existantes, c'est toute la Grèce travailleuse qui se groupe pour l'assaut contre les héros du cabinet « oïkomène » qui abusent du souvenir de la bataille navale de Navarin pour une sale politique d'affaires.

Le mystérieux télégramme d'un neveu de l'ex-dictateur Pangalos est donc sans aucune importance en présence des faits : « Le mouvement a éclaté. » Le télégramme était quelque peu prématuré — mais le fait est que la plus grande majorité du peuple grec, que tout le peuple hellénique oïkomène se soulève contre le cabinet « oïkomène », les oligarchistes financiers et les propriétaires. Il ne restera bientôt, de tout le mouvement de liberté hellénique, de toute la république grecque, que la soupe républicaine que l'on présente à des amiraux étrangers impérialistes, en guise de salut.

La réintégration des officiers monarchistes se poursuit ; les antivénizélistes licenciés sont réinstallés dans l'armée et le monarchiste « modéré » Metaxas fut le conseiller du ministre de guerre Mazarakis pour le choix des contre-révolutionnaires licenciés. Pour ne pas froisser M. Tsaldaris, pour contenter pleinement ses partisans, d'autres 251 monarchistes eurent leurs pensions augmentées ; et la république grecque peut maintenant, à l'aise, commencer à placer la marine aussi sous le contrôle de monarchistes « modérés » et radicaux — comme elle vient de le faire de son armée de terre.

Malgré les fêtes et les réjouissances, le cabinet « oïkomène » ne peut pas être très satisfait. Il est vrai que, le 11 mars, les partisans ont interrompu leur lutte, mais le président de la confédération des professionnels déclare déjà que son organisation prépare une nouvelle action de grève, et l'assurance que « cette fois on ne se laissera pas bernier » semble être assez plausible. Les classes moins aisées exigent la diminution des droits de douane sur les denrées alimentaires, et c'est précisément dans cette question aussi que le gouvernement ne veut faire nulle concession.

Les loyers des logements et des magasins furent augmentés et les commerçants et artisans qui jusqu'à présent étaient soutenus les plus fidèles du gouvernement, sonnèrent à l'alarme. Les classes dominantes en Grèce profitent largement de la force gouvernementale et usent de tous les moyens légaux et illégaux non seulement pour maintenir la hausse des loyers, mais pour s'assurer pour l'avenir de plus hauts profits encore. Les membres du cabinet « oïkomène » sont bien volontiers prêts à faire des concessions aux commerçants. Quiconque a signé le traité avec la « Power and Traction » s'efforce certainement d'appliquer les lois contre la spéculation et pour « l'honnêteté des affaires », mais la masse des artisans et des petits-bourgeois ne laisse pas leurrer. Ses conditions de vie ont empiré, et ses motivations les plus logiques contre une administration délégalisatrice et peu-coûteuse n'y peuvent mais. La loi contre la spéculation a été modifiée en faveur des spéculateurs, mais les revendications décisives des artisans n'ont pas été remplies. Mais les artisans ne se laisseront pas bernier. Ils se défont, et le cabinet « oïkomène » trébuche dans une nouvelle chute. Ce n'est pas par hasard que, justement dans cette situation, M. Tsaldaris, comme ministre de l'intérieur, fait ses courbes devant le fascisme italien. L'exemple de Mussolini est bien sûr pour un « partisan si acharné du système parlementaire ». Mais tous les essais de soumettre par la force brutale le peuple grec au régime en vigueur échoueront toujours par le développement même des choses.

La soupe républicaine des vénizélistes et antivénizélistes, qui est abîmée par les banquiers républicains et les monarchistes modérés et intransigeants, est devenue imangeable pour la population laborieuse de la Grèce. Les masses travailleuses grecques doivent ou périr, ou se défendre, et chasser ces cuisiniers qui ont préparé pour le peuple grec une soupe.

Melingos

la soutenait par des buts intéressés. Je ne m'y arrête pas longuement, car elle fournirait le sujet non pas à un simple article, mais à un livre tout entier. Je dirai tout simplement qu'elle était sciemment soutenue par MM. Poincaré et Lloyd George, que c'était là un second complot ourdi contre le Monténégro qui, comme Etat indépendant, rendait impossible la création d'une Grande Serbie.

Pachitch, encouragé et aidé par ses puissants protecteurs de Paris et de Londres, n'eut plus de peine à faire prendre dans ses filets M. Troumbitch qui, par la Déclaration de Corfou reconnaissant l'annexion du Monténégro à la Serbie, trahissait involontairement la Croatie aussi qui avait accepté son entrée dans ce nouvel Etat Yougoslave dont le vote de la constitution de Vidovdan déchira le voile sous lequel il avait été présenté, pour étaler les contours de la Grande Serbie avec hégémonie serbe.

Revenant de sa stupéfaction, Troumbitch chercha alors à se rapprocher de son compatriote, Stéfan Raditch, qui avait vu clair dans le jeu de Pachitch; mais à peine les deux chefs s'étaient-ils trouvés sur un front commun de lutte que S. Raditch se livra avec tout son état-major aux despotes de Belgrade. Ceci se passait à la veille du jour même où Alexandre de Serbie, pour sauver sa couronne, s'était vu contraint de satisfaire aux aspirations nationales des différents peuples de son royaume.

Durant cette lutte pour la reconnaissance d'une part de la Grande Serbie et de l'autre pour le fédéralisme du nouvel Etat, le malheureux Monténégro était mis à feu et à sang par les troupes d'occupation serbes, l'émigration politique monténégrine n'ayant cessé de réclamer la réparation du grand crime politique que l'Europe avait volontairement commis en livrant les Monténégrins aux bourreaux de Belgrade.

Les Monténégrins qui ont toujours été libres comme les aigles dans les airs, dans leur lutte de libération espèrent être soutenus par leurs autres frères des Balkans, tous conscients que leurs pays ne peuvent être complètement libres qu'uniquement et seulement dans une *Fédération Balkanique*. Jurons donc tous que nous sommes pour ce symbole de notre libération, qui ne manquera pas de nous donner la victoire sur les odieux agents des impérialistes et des vendeurs de peaux humaines.

Douchan A. Dretzoun

De nouvelles arrestations en Dobroudja

Deux mois seulement après la proclamation de l'état de siège dans la Dobroudja du Sud (le 31 août 1926), la presse était alarmée par la nouvelle situation, la « stagnation économique », la « grande sévérité dans l'application des mesures d'exception » — et disait que « les habitants sont restreints dans leur travail et dans leurs libertés personnelles » et que « l'état de siège provoque dans les esprits une situation qui mérite attention » (*Glasul Tsaramul* du 10 octobre 1926).

Un peu plus tard, une délégation, ayant à sa tête M. Guibanescu, préfet de Silistra, se rendit auprès de M. Octavian Goga, ministre de l'intérieur, dans le but d'exiger la cessation de l'état de siège, étant donné qu'il n'existait plus de raison pouvant justifier la continuation de ce régime d'exception. Le préfet lui-même déclara que « ces deux derniers mois, trois divisions d'armée se sont abattues sur la population qui a été obligée d'en entretenir l'alimentation » (*Adeverul* du 17 octobre 1926).

Le conseil des ministres, convoqué là-dessus, décida pourtant de continuer l'état de siège dans la Dobroudja du Sud, tout en en atténuant successivement la rigueur.

La question de l'état de siège dans la Dobroudja du Sud se pose aujourd'hui à nouveau. Comme en son temps, c'est encore le pouvoir roumain, ce sont les préfets, qui exigent toujours la cessation de l'état de siège. Et tout le monde se demande : où restent donc les protestations de la population dobroudjanaise elle-même? Car il est bien clair que l'alimentation des trois divisions s'abat justement sur *son* dos, qu'une réquisition illégale pille largement le produit de *son* labeur et une corvée constante la transforme en un esclave moyen-âgeux. C'est un secret public que les différents commandants et chefs militaires qui, sous le régime de l'état de siège, se rendent très fréquemment en Dobroudja, amassent en peu de temps des centaines et des centaines de milliers de leis et que tous, sans exception, se présentent aux Bourses de céréales en offrant à la vente des céréales par wagons. Une enquête établirait en Dobroudja que, du général jusqu'au dernier des sergents-major, tous se sont énormément enrichis, quelques-uns d'entre eux possèdent aujourd'hui d'immenses propriétés, des grandes fermes, des troupeaux de bétails, etc., etc.

La population dobroudjanaise n'a pas le droit de protester contre ce régime inouï. Une protestation de sa part signifierait que « l'ordre en Dobroudja est menacé », « qu'il y a des bandes armées (des comitendjis) », qu'« on y prépare des insurrections contre l'Etat roumain », etc.; et, comme résultat, on

aurait la répétition des massacres de mai et de juillet 1926. Voilà pourquoi il n'y a actuellement que le pouvoir civil roumain qui proteste contre l'état de siège.

Quelles sont donc les causes de ces protestations?

En dehors du mécontentement de la population dobroudjanaise, les préfets, pour leurs protestations, ont aussi des raisons particulières. C'est que les militaires poussent leurs pillages trop loin et touchent aux intérêts de pouvoir civil, qui lui-même pille. La Dobroudja a toujours été la Californie pour cette bande de brigands et de pilleurs nommée pouvoir civil, pouvoir militaire. Tout ce qui est corrompu, aventuriste et avide d'enrichissement immédiat, est envoyé en Dobroudja, généralement dans les régions annexées après la guerre. Les résultats en sont clairs. La Dobroudja actuelle n'est plus le célèbre marché de blé, sa production a diminué de moitié. Jouissant dans le passé d'un grand bien-être, la population dobroudjanaise est aujourd'hui jetée dans la misère. Grâce au régime des tchokoys roumains le village en Dobroudja est détruit, la ville est à demi-morte. Il existe sous ce régime de violence et de pillage, permanent en Dobroudja, deux puissances qui se disputent la priorité, deux obscures puissances antipopulaires sont, entre elles, en conflit constant : le pouvoir civil et les militaires. L'établissement du régime militaire en Dobroudja signifie que la priorité, la plus grande part du pillage, passe aux mains des militaires. Et inversement, la cessation de l'état de siège signifie que les autorités civiles écartent un concurrent dangereux et deviendront les maîtres de la situation. Le résultat de cette rivalité, c'est la lutte que mènent actuellement les préfets de Dobroudja contre l'état de siège.

Le journal *Cuvântul* écrit dans son numéro du 19 février 1927 : « Les préfets de la Dobroudja du Sud exigent la cessation de l'état de siège, car ils ne voient plus aucun motif pour la continuation des mesures d'exception. »

« Le gouvernement a résolu d'envoyer le général Panaratescu, sous-chef de l'état-major, et M. Tomescu, inspecteur-général du ministère de l'intérieur, faire une enquête sur les lieux, et dès que le gouvernement sera en possession des résultats de l'enquête, il s'exprimera sur les demandes des préfets de la Dobroudja du Sud. »

Constatant, dès les premières protestations mêmes de M. Guibanescu, que leur souveraineté est menacée, les autorités militaires s'efforcèrent, par de nouvelles provocations, de consolider leur situation. Sous prétexte d'avoir « découvert » des « organisations révolutionnaires », d'avoir « saisi » des « appels et brochures », ils opérèrent des arrestations en masse, vers mi-février dernier. Plus de 380 Dobroudjanais furent arrêtés dans les villages de Toptchi, Kotchoular, Alifak, Gurguendjik, Aratmadja, Golem Kara-atch et autres, dans la Dobroudja du Sud. Un « complot contre la sûreté de l'Etat » fut facilement construit après des cruelles tortures infligées aux détenus; l'instruction militaire se mit à l'œuvre; et 138 paysans dobroudjanais ont été livrés à la cour martiale de la 9^e division à Kustendja.

« La situation en Dobroudja n'est pas paisible », « il y a des comitadjis bulgares », « la population prépare une révolte contre l'Etat roumain » — « il faut par conséquent prolonger le régime d'exception de l'état de siège » : tel fut le sens de cette provocation inouïe des nouvelles arrestations en Dobroudja. Dans le passé, en 1923, le pouvoir militaire, ayant à sa tête le général Ouyka, avait mis en scène l'attaque de la ville de Kavarna, dans le but de prolonger l'état de siège. Aujourd'hui les militaires arrêtent des centaines de Dobroudjanais afin de rester les maîtres des possibilités du pillage de la Dobroudja.

Mais, malgré toutes ces provocations, malgré toutes les victimes des cours martiales, des bandes mobiles armées, de la Sigurantsa et de la gendarmerie — les Dobroudjanais continueront leur lutte de vie ou de mort jusqu'à l'écroulement de la souveraineté sanglante des tchokoys roumains en Dobroudja.

A. Loudogoroff

La question de l'amnistie en Bulgarie et l'opinion publique européenne

Le mouvement pour l'amnistie générale des prisonniers et émigrés politiques bulgares a pris une très grande dimension. Toute la presse et tous les partis politiques de l'opposition en Bulgarie ainsi que toutes les organisations ouvrières demandent énergiquement l'amnistie et insistent pour que le gouvernement présente d'urgence au Parlement un projet de loi pour une amnistie effective et entière. Les prisonniers politiques et leurs parents et proches, les émigrés politiques en Europe et leurs parents et proches ont jusqu'à présent adressé d'innombrables pétitions au gouvernement demandant l'octroi d'une amnistie pleine et entière et générale qui contribuerait à la pacification du pays. Puis, les prisonniers politiques, ayant vu que le gou-

vement continuait à les traiter comme des « brigands » et des assassins » et qu'il ne manifestait nulle intention de leur accorder une amnistie, se sont vu contraints à recourir au dernier moyen dont ils pouvaient disposer — la grève de la faim. Mais cela n'y fit. Le gouvernement et ses organes ignorèrent d'abord cette « grève », puis ils eurent le cynisme d'accuser les journalistes de gauche d'avoir eux provoqué ce geste désespéré des prisonniers. Mais la question prit des dimensions tellement grandes que l'opinion publique étrangère s'en émut vivement et fit l'obligation de la prendre en ses propres mains. Des protestations ont été envoyées au gouvernement bulgare par des organisations politiques et ouvrières ainsi que par des associations humanitaires de l'Allemagne, de l'Autriche, de la France, et les Comités de Défense des Victimes de la Terreur Blanche de leurs côtés insistèrent pour l'octroi d'une amnistie générale effective.

Enfin, le ministre des affaires étrangères belge a donné une expression particulièrement significative à cette demande au nom de la démocratie européenne en soulevant la question à la Société des Nations, à la séance même du Conseil. Cette démarche si humanitaire de Vandervelde a provoqué naturellement, et immédiatement, l'opposition de Chamberlain, le haut-commissaire du gouvernement fasciste bulgare. Cette attitude de Chamberlain a provoqué une protestation au parlement anglais de la part de Wedgwood qui a déclaré hautement qu'un régime d'exception sévissait en Bulgarie.

Les journaux bulgares ont pris position dans la question soulevée à Genève. Les journaux gouvernementaux ont naturellement qualifié la proposition de Vandervelde de trahison. Ils ont même dit que Vandervelde avait agi comme un agent des émissaires bulgares à l'étranger. Ils ont proféré des insultes à l'adresse de Vandervelde qui pourtant avait aidé énormément le gouvernement Liapcheff à obtenir l'emprunt dit « des réfugiés » et avait conséquemment fortement contribué à raffermir la position chancelante de ce gouvernement.

Tandis que les journaux gouvernementaux tâchaient par tous les moyens de diminuer la signification de la démarche de Vandervelde, les journaux d'opposition ont relevé combien cette démarche établissait irréfutablement la nécessité absolue d'une amnistie générale et effective pour la pacification du pays. Telle est l'opinion des délégués de l'Independent Labour Party, MM. Wallhead et Greenfell, qui ces jours-ci ont fait une enquête à Sofia sur la terreur blanche du gouvernement Liapcheff et sur les responsabilités du gouvernement anglais dans la politique poursuivie par le gouvernement fasciste bulgare. MM. Wallhead et Greenfell ont exprimé leur avis à Liapcheff aussi et, arrivés à Paris, ils ont déclaré aux journaux viennois que l'amnistie politique générale est une nécessité urgente et qu'elle doit être décidée avant les élections prochaines de mai.

Naturellement, Liapcheff et ses sicaires ne prêtent aucune attention à ces légitimes et humaines demandes des représentants de l'opinion publique avancée et des travailleurs européens. Ils ont résisté fort grâce à l'appui de Chamberlain et de la presse fasciste de partout.

Ces manifestations de protestation de la part de l'opinion publique européenne encourageront cependant le peuple bulgare à poursuivre sa lutte pour l'obtention d'une amnistie effective et de conditions normales dans le pays. Et la lutte ne cessera pas ; elle continuera dans le pays et à l'étranger jusqu'à ce que les prisonniers politiques soient libérés et que les démocrates politiques puissent rentrer dans le pays sans crainte de se voir tués par des « facteurs irresponsables », jusqu'à ce que disparaissent en Bulgarie le régime de dictature, le régime de terreur.

G. K.

Députés anglais Wallhead et Greenfell et la terreur en Bulgarie

Après l'incident à l'Assemblée de la Société des Nations à Genève, où Chamberlain eut l'ignoble cynisme de ne pas participer à la discussion sur la Terreur en Bulgarie que devait provoquer la protestation de Vandervelde, l'Independent Labour Party avait chargé deux de ses membres du groupe parlementaire, les députés Wallhead et Greenfell, de se rendre en Bulgarie pour y faire une enquête. Les deux députés ont séjourné quelques semaines dans ce pays de la plus noire et la plus barbare terreur. Au cours de leur voyage de retour, en passant par Vienne, ils ont fait dans cette ville quelques déclarations, dont nous présentons à nos lecteurs les passages les plus saillants : « Nul ne conteste en Bulgarie, a dit M. Wallhead à l'Arbeiter Zeitung, qu'une terreur violente y sévit. Dans une conversation que nous avons eue avec M. Liapcheff, j'insistai sur la nécessité d'une amnistie politique avant les élections parlementaires »

taires devant avoir lieu en mai prochain. Il me fut répondu que cela constituerait un danger d'une plus intense explosion des actes de violence. Le danger consiste en ces organisations fascistes qui s'appuient sur les associations des anciens officiers et sur les éléments bourgeois. »

« Il n'y a pas de doute, a déclaré encore M. Wallhead à l'Abend, que la plus terrible terreur règne en Bulgarie, exercée par les organisations fascistes, qui se composent en plus grande partie d'anciens officiers et de leurs sicaires. Ces organisations se placent au-dessus de la loi et, au moyen des forces dont elles disposent, elles commettent des actes de violence faisant dresser les cheveux. J'ai appris des choses horribles, qui m'ont été rapportées par les parents des massacrés. »

De son côté, M. Greenfell a dit à l'Abend :

« Je suis bouleversé des détails des crimes qui m'ont été relatés. Il y a des centaines et des centaines de veuves et d'orphelins qui peuvent déposer de formidables témoignages. Si nous voulons combattre ces atrocités et ces bestialités du fascisme, nous devons les faire connaître au monde de la façon la plus étendue. »

Voilà les paroles de deux députés anglais, qui ne sont ni des « brigands et traîtres » et ni des « criminels ». Ce sont deux personnalités jouissant de la plus haute estime des masses travailleuses en Angleterre. Nous avons publié leurs déclarations non pas parce que nous croyons nécessaire de confirmer encore une fois par de nouveaux témoignages à l'appui le fait horrible de la féroce terreur qui sévit en Bulgarie, mais parce que ces paroles, venant de représentants autorisés des travailleurs anglais, signifient pour nous et pour tous les peuples et masses laborieuses opprimés dans les Balkans que dans tous les pays du monde civilisé les travailleurs voient nos souffrances et cherchent des moyens pour y faire mettre une fin.

L'arrestation du Dr P. Vitcheff et de dix de ses amis

Les journaux ont annoncé l'arrestation à Sofia du démocrate bien connu (du parti de M. Malinoff) Dr P. Vitcheff, président de l'Organisation Dobroudjanaise et éditeur du journal *Svobodna Dobroudja*, et d'une dizaine de ses amis. Le gouvernement d'assassins de Sofia a eu recours aux moyens les plus féroces pour noyer dans le sang le mouvement macédonien de libération ; puis il a tourné sa fureur aussi contre les Dobroudjanais — on se rappelle encore bien douloureusement du massacre de Dotcho Mikhaïloff et de ses camarades, suivant celui des centaines de Macédoniens dans le district de Petritch. Cette politique continue. Et c'est toujours sous la même accusation que sont perpétrés ses crimes : « agitations communistes », « complots contre la sécurité de l'Etat » et d'autres mots d'ordre machés et remâchés d'innombrables fois. Naturellement, ce sont aussi sous ces mêmes accusations qu'ont été arrêtés le Dr Vitcheff et ses amis. Les agents des bureaux de Sofia les ont aussi « accusés » d'avoir entretenu des relations avec notre journal, alors que ni le Dr Vitcheff et ni ses amis arrêtés n'ont jamais eu aucun contact ni rapport avec nous. Mais le gouvernement du Zgovor veut par tous les moyens se débarrasser de ceux qui osent parler et agir pour les intérêts des minorités nationales et des classes laborieuses en Bulgarie. Aussi ne recule-t-il devant nulle accusation mensongère, devant nul prétexte faux et inexistant.

Autour de l'interdiction faite à M. Cachin de traverser la Suisse

Nous avons publié dans notre n° 63, avec différents autres journaux, la protestation que le Comité parisien contre la Terreur Blanche dans les Balkans a lancée contre la défense faite à M. Cachin par les autorités policières helvétiques de traverser le territoire suisse pour se rendre en Roumanie afin d'assister au procès Boris Stefanoff. Nous avons indiqué, comme signataire de cette protestation, aussi Romain Rolland. Or, le célèbre écrivain vient de nous adresser une lettre de laquelle nous voyons que c'est par erreur que son nom a été communiqué à la presse comme figurant sous cette protestation ; il n'a eu connaissance de cette protestation qu'après sa publication.

« Certes, nous écrit encore Romain Rolland, je déplore qu'on ait interdit le passage à M. Cachin. Mais cette interdiction d'entrée en Suisse date, en fait, de 1921, et non pas d'à présent. Si j'avais été consulté, à l'avance, sur le projet de voyage de M. Cachin, j'eusse fait des démarches pour obtenir des autorités suisses la levée d'interdiction ; et j'ai toutes raisons de croire qu'elle eût été accordée, pour son passage de Paris à Bucarest, par le territoire suisse. »

LA RÉACTION DANS LES BALKANS

FAITS ET ÉVÉNEMENTS

Albanie:

La terrible activité du tribunal politique. — Chefki Chatko, le président du tribunal politique de Tirana, a achevé ces derniers jours ses travaux criminels. Le terrible bilan de son activité pour la révolution de novembre est le suivant :

15	condamnés à mort par la pendaison et exécutés
3	25 ans de travaux forcés chacun
1	20 " " " "
7	15 " " " "
1	7 ¹ / ₂ " " " "
24	5 " " " "
6	3 " " " "
2	2 " " " "
16	1 an " " " "
2	6 mois de prison chacun
2	5 " " " "
1	3 " " " "
229	1 " " " "

De plus, il y a eu 14 condamnations à mort par contumace. Voilà le travail patriotique et constructif d'Ahmed Zogou.

Assassinat de Yousoff bey Dibra. — La semaine dernière, Yousoff bey Dibra, nommé par Zogou sénateur de Vlona, a été assassiné dans son lit, pendant son sommeil.

Depuis la conclusion du pacte italo-albanais, Ahmed Zogou montrait une grande méfiance envers Yousoff bey, et éprouvait une grande peur de lui. Le meurtrier a disparu. Les Dibranais sont très excités à la suite de ce nouveau forfait d'Ahmed Zogou. (« Lirie Kombëtare du 28 mars. »)

Les mercenaires d'Ahmed Zogou s'enfuient dans les montagnes. — Les nouvelles sur la rupture des relations entre Ahmed et Belgrade a provoqué une panique parmi les mercenaires du dictateur albanais. La plupart de ses gens le quittent et s'enfuient dans les montagnes — tels Akif Lleshi, Pellumb Lleshi, Taf Kazin, Dino Hoxha, etc.

Bulgarie:

La terreur. — A Gorna-Orehovitz, le 13 mars, a été arrêté et battu cruellement, à coups de bottes et de poings, le membre du conseil scolaire, sous-officier de réserve et commerçant Constantin Natcheff. Dans un télégramme adressé au ministre de l'intérieur, il demande depuis quand existe en Bulgarie l'inquisition pour les citoyens bulgares (depuis l'arrivée au pouvoir du sanguinaire Zgovor — F. B.) et exige la punition de l'agent de police Venko Ivanoff, son martyrisateur. (« Nezavissimost » du 17 mars.)

A Anhalo le conseiller municipal Ivan Kardachlissky avait voulu donner, dans une réunion convoquée par le parti national-libéral, le compte-rendu de son activité municipale; mais cette réunion a été dissoute par la police. (« Nezavissimost » du 28 février.)

Le député socialiste Guéorguieff télégraphie de Varna au « Narod » que le socialiste Philippe Nitcheff a été cruellement battu à la sous-préfecture par des fascistes, en présence du commissaire de police. (« Narod » du 25 mars.)

Le socialiste Tocho Ivanoff a été arrêté et placé sous contrôle policier pour avoir été l'un des organisateurs d'une réunion de la jeunesse dans un quartier de Sofia. (« Narod » du 15 mars.)

Le député Iwan Siméonoff a adressé au parlement au ministre de l'intérieur une question sur les bastonnades auxquelles ont été soumis 17 paysans du village de Lutritch, arrondissement de Vratza. Dans une des loges du Sobranjé se trouvaient en ce moment trois des paysans battus et M. Siméonoff a proposé qu'ils soient consultés par un médecin. Il a demandé aussi une enquête parlementaire. Le président du conseil M. Liaptcheff a refusé ces demandes de M. Siméonoff, disant qu'il a déjà ordonné une enquête administrative et qu'il a fait envoyer à cet effet sur les lieux un inspecteur. (On sait ce que ces « enquêtes administratives » signifient, faites par les créatures du gouvernement. — F. B.) (« Znamé » du 9 mars.)

Le gouvernement de fraudeurs. — Dans une requête adressée à M. Liaptcheff les réfugiés des villages de Yenikeuy, Doughanhissar, Domouzdéré, Tchobankeuy, Badania et Dameti (distr. de Dédéagh), qui se trouvent actuellement à Haskovo et aux alentours, déclarent que depuis 3 ou 4 ans, depuis qu'ils sont venus en Bulgarie espérant y trouver un accueil fraternel, l'Etat n'a rien fait pour alléger leur sort pénible et il les considère toujours comme des étrangers. Le gouvernement bulgare, loin de les soutenir de ses propres moyens, ne leur distribue même pas cette somme de 50 millions de lévas versée par l'Etat grec à leur intention pour les dommages et pertes qu'ils ont subis. Au lieu de leur verser cet argent qui leur appartient, le gouvernement bulgare leur a donné des certificats de l'emprunt de 1923, calculés sur la valeur nominale, et ils sont obligés de vendre ces titres dans les rues, avec des pertes de 40 à 50%, pour se procurer l'argent dont ils ont besoin pour vivre. Jusqu'à présent la

Banque Nationale leur accordait sur ces certificats des avances jusqu'à 50% avec un délai de 6 mois, au taux d'intérêt de 10% — mais tout dernièrement elle a réduit ce délai à 3 mois. Les réfugiés déclarent qu'ils ne sont pas en état de rembourser ces sommes qu'ils ont employées pour acheter du pain et de la farine pour leurs familles et ils demandent que la somme que le gouvernement grec a payé au gouvernement bulgare pour leur être distribuée leur soit effectivement payée — que si le gouvernement bulgare ne veut pas les secourir de ses propres moyens, qu'il leur paye au moins ce qu'il a reçu pour eux. (« Thrakia », Sofia, du 24 février.)

L'emprunt des réfugiés. — On sait que le gouvernement bulgare a conclu un emprunt de 2¹/₄ millions de livres sterling et reçu de la Bank of England une avance de 400.000 livres sterling. Le gouvernement bulgare a espéré tirer profit de cet emprunt en deux directions : 1^o pour jeter de la poudre aux yeux des réfugiés et affaiblir le mécontentement de ces victimes de sa politique et 2^o pour contribuer à l'affaiblissement de la crise économique du pays. Nous avons relevé que cet emprunt a été conclu à des conditions excessivement lourdes aux points de vue économique et politique. Le gouvernement bulgare a été obligé d'accepter un cours du franc plus élevé que celui auquel il faisait des paiements jusqu'à présent et ce cours sera élevé successivement jusqu'à atteindre la parité de l'or. Grâce à l'emprunt, les banques européennes ont pu consolider leurs créances et seront en état de recevoir des intérêts plus élevés. Pour cet emprunt le gouvernement bulgare sera obligé de faire inscrire dans son budget une somme de près de 100 millions de lévas pour les intérêts et l'amortissement. Il a aussi obligé de donner en concession le commerce de porcs, l'exploitation des forêts de Rhodope, etc., de payer de fortes indemnités aux sociétés de tabac dont les dépôts ont été brûlés pendant la guerre Gorna-Djournaya et Serrès, etc. La presse gouvernementale bulgare a déclaré triphalement que l'emprunt aurait été couvert dix fois. Mais le journal démocrate « Znamé » déclare que les titres de l'emprunt se trouvent toujours dans les caisses des banques émissaires et que la Bourse ne les cote que 92.

En ce qui concerne l'emploi de l'emprunt, les journaux bulgares ont relevé que les institutions chargées de l'installation des réfugiés et de la distribution des sommes n'ont pas encore achevé leurs travaux préparatoires, et que des 400.000 livres sterling qui ont été envoyées à Sofia les 70.000 livres sterling seulement ont été employées (« Nezavissimost »), et le reste se trouve toujours dans les caisses de la Banque d'Etat Bulgare. Et, pour ce reste, le gouvernement paye 8% d'intérêts et ne touche que 6%.

D'ailleurs, ainsi que nous l'avons dit aussi plus haut, M. Liaptcheff veut employer l'emprunt pour les réfugiés — pour d'autres aussi : « pour remédier à la crise économique. » Il s'est exprimé ainsi ce sens l'année dernière aux commerçants bulgares, et ce sont aujourd'hui les économistes du gouvernement bulgare qui en examinent les modalités.

Le gouvernement Liaptcheff — laquais des capitalistes étrangers. — Des différends aigus règnent depuis des années entre les fabricants de sucre — tous des capitalistes étrangers — et les producteurs bulgares de betterave, sur les prix d'achat de cette matière première. Sous le régime agrarien, les producteurs de betterave étaient organisés en union et trouvaient de l'appui chez le gouvernement. Mais depuis l'arrivée au pouvoir, le gouvernement, en zélé défenseur des intérêts des capitalistes bulgares et étrangers, a toujours pris le parti des fabricants. Il a fait augmenter les droits d'entrée du sucre à des prix élevés — et à peine le nouveau tarif douanier entré en vigueur que les prix du sucre furent immédiatement augmentés. Les fabricants avaient pris l'engagement d'augmenter leur prix de betterave de 25 lévas par tonne — mais ils n'en ont rien fait. En 1926 ils ont payé aux producteurs de betterave 600 lévas par tonne au lieu de 800 de l'année précédente. Et, cependant, ils ont obtenu des facilités de transport qui leur ont fait gagner 2 à 3 millions de lévas et ils ont profité aussi de la crise du chômage pour diminuer les salaires des ouvriers en leur payant 35 lévas la journée de travail. Ils ont aussi obtenu un crédit à très bon marché de la Banque Nationale Bulgare.

Le plus drôle, c'est que tout ceci est relevé par le député parlementaire Boyadjieff et publié dans l'organe de Liaptcheff « Prépreztz » du 4 mars.

Enrichissez-vous... Il y a deux ans, la plus grande mine de plomb en Bulgarie, celle de Pernik, administrée jusqu'alors par l'Etat, a été placée sous l'administration d'une société privée sous le contrôle du ministère du commerce. Le gouvernement se vante que depuis cette mine est exploitée par cette nouvelle société sous le contrôle de l'Etat, la production en a fortement augmentée, des améliorations techniques y ont été introduites, etc. Or, lors de la discussion du budget au ministère du commerce, le député socialiste Slavoff a relevé que les consommateurs ne se sont point aperçus de ces améliorations. Le

possibilité de vendre le charbon de 250 à 300 lévas la tonne, mais, ne pas faire concurrence aux propriétaires des mines privées qui ont tous des gens du gouvernement, on continue à vendre la tonne 300 lévas. Et ainsi, la mine a pu enregistrer en 1926 un bénéfice de millions de lévas — au détriment du consommateur. Les membres du Comité de direction de la mine, dans lequel se trouvent plusieurs membres du gouvernement, ont tout intérêt à ce que les bénéfices soient élevés encore pour toucher des tantièmes élevés. Ainsi, les onze membres du conseil administratif ont touché l'année dernière, en tant qu'administrateurs, 210.000 lévas chacun, et le directeur a reçu, avec ses appointements, 1.200.000 lévas.

ce :
Un nouveau Vague de terreur ? — La Terreur Blanche va-t-elle reprendre en Grèce, comme aux plus beaux jours de Pangalos ?

Toujours est-il qu'une campagne des plus violentes se déchaîne, maintenant poursuites et violences contre les organisations ouvrières et les députés communistes.

Non seulement les journaux dits « populaires », comme « l'Hellénisme » et le « Vradini » publient de faux documents et des correspondances (dites de Vienne !) sous des titres tels que : Le Communisme est un danger de mort, etc..., mais encore les autres journaux, dits conservateurs, comme « l'Elefteron Vima », « l'Hestia », « le Politia », le « Proia », exigent que le gouvernement intervienne avec force contre le communisme.

Ainsi « l'Elefteron Vima » du 11 mars, le plus grand organe, dans la presse grecque, des capitalistes internationaux, et en même temps, l'organe officieux du gouvernement, avoue que « par suite des fautes commises par les anciens gouvernements, la grande classe des petits bourgeois qui constitue la plus grande partie de la population grecque, et le plus important de l'équilibre social, finit par se tourner vers le parti Communiste : la grève d'avant-hier est la preuve de cette nouvelle mentalité ». Il conclue que la liberté absolue commence à devenir un abus et une exploitation ». Le journal supplie le gouvernement de prendre des mesures efficaces contre le communisme.

Le « Proia » du 12 mars écrit : « Le Gouvernement commence à fermer les yeux ; les hommes chargés de veiller sur l'Etat doivent enfin se réveiller, et convoquer le Parlement au plus vite, afin de prendre la décision de dissoudre définitivement la bande communiste, qui veut déposséder (sic) la Nation et démolir l'Etat. »

Nous savons ce que signifient des excitations pareilles. Elles veulent que le Gouvernement composite d'Athènes veuille rechausser les talons du dictateur.

Dans ces conditions, on doit souligner avec une particulière amertume les déclarations que M. Albert Thomas, au retour de son voyage dans les Balkans, a cru devoir faire contre les communistes grecs.

(« Agence des Balkans. »)

Macédoine :

La terreur en Macédoine sous joug serbe. — Le paysan Risto, du village de Niksitch, âgé de 23 ans, fut arrêté sous une accusation de vol et bestialement torturé par les gendarmes. Ils furent battus et on lui mit de grandes quantités de neige sur le visage, pour lui arracher des aveux. Par la suite, il fut établi que Risto, qui heureusement était innocent, et on dut le remettre en liberté. Cependant malade par suite de ses tortures, et il se trouve actuellement à l'hôpital, en danger de mort. Des parties entières de son corps sont gelées par la neige dont on lui avait couvert les membres nus. Une pétition contre la Réaction à Belgrade a adressé une violente protestation au gouvernement.

On mande de Vélès que la police a recommencé ses terribles persécutions contre les communistes et les fédéralistes révolutionnaires. De nombreuses arrestations ont été opérées le 17 mars dernier sous l'accusation que les arrêtés auraient reçu de la poste de Belgrade des paquets de journaux et de brochures « subversifs », dont la « Fédération Balkanique ».

Les autorités incendiaires. — En Macédoine, la police a fait de nombreuses perquisitions dans les maisons des syndicats indépendants, des arrestations des syndiqués et se saisissant des archives des journaux. Dans ce pauvre pays opprimé, M. Maximovitch, ministre des Affaires Intérieures, applique les méthodes fascistes les plus féroces. C'est la nuit du 15 mars, les agents de police ont mis le feu à la maison des Syndicats d'Uskub (Skopie) qui a brûlé complètement.

Le régime dans la Macédoine « libérée » — dans la région de Pétritch. « Makedonsko Delo » publie une correspondance du district de Pétritch, du contenu de laquelle on peut se faire une idée du régime qui sévit dans cette contrée. Il n'y est permis de recevoir que des journaux gouvernementaux et les organes des partis bourgeois. Il y est défendu de vendre des journaux, pourtant légaux et paraissant à Pétritch, tels que le « Novini », le « Narodno Vozrajdanje », le « Svet » de Markham, les publications littéraires « Vedrina » d'Anton Mirhoff et « Nakovalnja » de Poljanoff, et le journal syndicaliste « Narodno ». Et si, par hasard, l'Agence Courrier envoie à ses agents les numéros de ces journaux, toute la police et tous les « facteurs postaux » (lisez : les bandits de Protogouéroff et d'Ivan Mikhaloff) se mettent à l'œuvre et commencent les arrestations, les intimidations, les séquestres, etc. A Gorna Djoumaya, à chaque arrivée de la poste,

l'inspecteur de la police, l'« autonomiste » Alexieff, examine tout le courrier pour ne laisser passer rien de « subversif ». Quant à la « Fédération Balkanique » et au « Makedonsko Delo », c'est la mort par le poignard ou le revolver qui en attend le lecteur — et il y a eu de ces cas. Les Macédoniens de Pétritch ne s'indignent plus des oppressions qui sévissent dans les parties de la Macédoine sous joug serbe et grec, lorsque, disent-ils, les « nôtres », les autorités bulgares, les « libérateurs », ceux qui prétendent vouloir « libérer » toute la Macédoine, ces Macédoniens eux-mêmes ou « Macédonisants », poussent l'oppression jusqu'à interdire l'entrée à Pétritch des journaux et livres bulgares permis et paraissant à Sofia.

La crise économique en Macédoine sous joug serbe. — Par suite du morcellement de la Macédoine, la vie économique s'y trouve dans une stagnation complète. Beaucoup de centres importants, autrefois florissants, sont ruinés. De toutes les villes de la Macédoine sous joug serbe ce n'est que Skopie qui a pris quelque développement. Toutes les autres villes : Chitip, Vélès, Cavardartzi, Prilep, Bittolia, Okhrid, Ressen, Koumanovo, etc., sont en pleine décadence. Les artisans, qui y constituent la grande majorité de la population, y mènent une vie presque misérable, et les commerçants ne se trouvent pas dans une meilleure situation — sauf les gros-commerçants. La situation des ouvriers est absolument misérable. Le chômage prend des dimensions de plus en plus grandes. Les paysans, de leurs côtés, souffrent sous la baisse des prix des produits agricoles. Le blé, le bétail, l'opium, le coton, le coton, etc. sont tombés à des prix énormément bas, et en vendant leurs produits les paysans peuvent à peine subvenir à leurs besoins les plus immédiats. Le tabac, la production principale dans bien de districts, est évalué par l'Administration du Monopole de l'Etat, et à des prix inhumainement réduits. Il en résulte que, pour vivre, les paysans sont obligés de recourir à des usuriers qui, eux aussi naturellement, les exploitent d'une façon effrénée. D'autre part, les impôts sont excessivement lourds et les fonctionnaires exigent des pots de vin partout et de tous. Même à Skopie qui, comme nous l'avons dit plus haut, jouit d'un développement relatif, dix maisons de commerce ont été déclarées en faillite dans le courant des deux derniers mois, et on s'attend à de nouveaux effondrements.

Le Congrès des « Bratsva ». — Les 19, 20, 21 et 22 février dernier, a eu lieu à Sofia le Congrès annuel des « Bratsva » (fraternités macédoniennes en Bulgarie). Il faut remarquer tout d'abord, à propos de ce Congrès, sa composition : tous les délégués, dirigeants et fonctionnaires du Comité National des « Bratsva » étaient des citoyens de l'Etat bulgare, établis depuis des années en Bulgarie ; ses fonctionnaires, anciens et actuels (surtout des instituteurs, officiers de réserve, avocats, juges, etc.) sont propriétaires d'immeubles à Sofia ou dans d'autres villes bulgares. Il est donc très compréhensible, et c'est le second point à retenir, que les débats ont été empreints d'une forte dose de nationalisme et même de chauvinisme bulgare.

La presse ne publie pas les chiffres des émigrés organisés ; mais on a constaté au cours du Congrès qu'un grand nombre d'émigrés se tiennent bien loin des « Bratsva » et on a proposé des mesures de contrainte contre ceux-ci.

D'après les statuts, les organisations des réfugiés macédoniens doivent travailler dans un esprit d'étroite collaboration et d'entente avec les autres nationalités de la Macédoine, en vue de la création d'une Fédération Balkanique, mais pas un mot n'a été dit là-dessus durant les débats. On a oublié complètement même les Turcs, les Koutso-Valaques, les Grecs, les Juifs, etc. peuplant la Macédoine et qui souffrent sous la domination étrangère comme les Bulgares.

Le Congrès a été salué par différentes organisations et corporations similaires : par des Dobroudjanais, par des Thraciens et par des Bessarabiens émigrés en Bulgarie qui, tout en protestant contre le joug étranger, n'ont pas soufflé mot de l'annexion de la Bessarabie par la Roumanie. Mais le Congrès a écouté debout la harangue du délégué de la Fédération des officiers de réserve, c'est-à-dire du représentant de la Ligue Militaire, aussi bien que celle du représentant des mutilés de guerre.

On a voté un tas de résolutions parmi lesquelles les adresses aux grandes puissances et à la Société des Nations ne sont que des appels pour une intervention en Macédoine d'une grande puissance, fût-ce l'Italie Mussolinienne.

Mais il est frappant surtout, qu'au moment où l'on a voté une motion à l'adresse des nationalités opprimées en Yougoslavie et en Grèce pour une collaboration avec elles, on a voté en même temps une autre résolution adressée à l'opinion publique en Bulgarie et disant que les émigrés ne s'opposeraient pas aux ententes avec les Etats balkaniques, ou même à une entente des Etats slaves du Sud !

Très peu a été dit sur la situation des réfugiés macédoniens dont la misère est criante. On s'est contenté de remercier la Société des Nations pour l'emprunt accordé au gouvernement bulgare, alors que les ressources de cet emprunt vont à la construction des chemins de fer de l'Etat ou à d'autres objets.

Pour gagner l'opinion publique à l'étranger en faveur de la thèse bulgare, on a décidé de fonder des journaux de propagande à Genève et en Amérique.

En général, l'impression laissée par ce Congrès est celle d'une réunion commandée et organisée par l'Etat, et non d'une réunion des Macédoniens révoltés contre le sort que les guerres annexionnistes des Etats balkaniques leur ont imposé.

Roumanie:

Une deuxième édition du « procès Cachin ». — A l'occasion de l'arrestation et de la condamnation des ouvriers qui s'étaient rendus à la gare pour recevoir M. Marcel Cachin, l'Union des Syndicats de Bucarest avait édité un tract dans lequel elle protestait contre ces arrestations et condamnations arbitraires. Là-dessus, dix membres du Comité Central de l'Union ont été mis sous accusation pour « trouble de l'ordre public » comme auteurs moraux du tract, et deux ouvriers syndiqués qui en avaient distribué les exemplaires.

C'est le 17 mars dernier que commença ce procès par devant le Conseil de Guerre du II. Corps d'armée à Bucarest.

A l'interrogatoire devant le Conseil de Guerre, les premiers dix accusés ont reconnu avoir rédigé et signé le tract. Les deux derniers ont reconnu l'avoir distribué.

Pour la défense, après la plaidoirie du bâtonnier Démetre Dobresco, M. C. G. Costa-Foru, secrétaire général de la Ligue des Droits de l'Homme, a déclaré : « Il est évident qu'il existe une terreur blanche dans ce pays. J'en ai déjà prouvé dans une brochure que j'ai publiée et dont j'assume la responsabilité. »

Les avocats ont demandé l'acquiescement de tous les accusés, d'abord parce que plusieurs organisations publient des tracts, et que personne n'a songé à les poursuivre pour ce fait. Même les organisations fascistes jouissent d'une complète immunité.

Un incident caractéristique a surgi à ce sujet. L'avocat de la défense, M. Marcel Léonine, avait donné lecture de plusieurs tracts édités par les organisations fascistes dans lesquels on excite directement au meurtre. Après une intervention du Commissaire Royal, le Président du Conseil de Guerre a interdit la lecture de ces tracts, à l'aide desquels la défense voulait montrer qu'il y a deux poids et deux mesures, selon qu'il s'agit de organisations protégées ou des organisations combattues par le gouvernement.

Le Conseil de guerre a prononcé son verdict : les membres du Conseil des Syndicats ouvriers de Bucarest ont été condamnés comme suif : Vasile Kant, un an de prison ; Constantin Dimitrescu, Vasile Jon, Josif Aquies, Gabo Salomon, Trajan Radulescu, Jon Ghelmer, Salomon Lampel, Constantin Trandafrescu et Dionisié Manoa à six mois de prison chacun ; et les ouvriers Marcou Petro et Toaca Gheorghé à trois mois de prison chacun. (« Agence des Balkans. »)

Bestialités antisémites. — Une bande de fascistes-antisémites a attaqué l'école commerciale juive de Oradia, où l'Association de la Jeunesse Juive avait organisé une fête de bienfaisance. Plusieurs personnes, dont des femmes et des jeunes filles, ont été blessées à coups de matraques. On a demandé le secours des autorités, mais celles-ci sont arrivées après que les agresseurs avaient décampé. (« Lupta » du 17 mars.)

Parce qu'ils n'ont pas voulu tirer sur leurs parents.... — Le Conseil de guerre de Kichinev a jugé 5 soldats bessarabiens, qui, en 1919, ayant été envoyés pour réprimer une émeute paysanne à Edinets, ont refusé de tirer. Les soldats se sont défendus en disant qu'ils n'ont pas pu tirer sur leurs parents. Tous ont été condamnés à 5 ans de travaux forcés, en dehors des 7 années passées en prison préventive. (« Viata Muncitoare » du 20 mars.)

Liberté de conscience. — La police a fermé toutes les maisons de prière des sectants chrétiens nommés « adventistes ». (« Adeverul » du 8 mars.)

Dénationalisation forcée. — La préfecture de police de Cernovits a émis une ordonnance conformément à laquelle les publications, annonces, réclames, prix-courants, etc. doivent être rédigés seulement en langue roumaine. (« Adeverul » du 8 mars.) Il faut noter que les Roumains ne représentent qu'un minime pourcentage de la population de Cernovits.

La tuberculose parmi les étudiants. — D'après les communications faites par M. le professeur Hatsegan à Cluj, on compte parmi les étudiants 4% de malades de tuberculose aiguë, 10-12% de tuberculose stationnaire, 50% en général sont tuberculeux. (« Universul » du 18 mars.) Cet état malheureux des étudiants est exploité par les antisémites pour les inciter contre les Juifs, comme coupables de la misère économique du pays, et non contre les vrais coupables, les oligarques et leurs favoris.

Le prix de la ratification du rapt de la Bessarabie. — L'« Indépendance Roumaine », journal des libéraux, affirme que l'Italie revendique des considérables favorisations sur les tarifs douaniers pour l'impôt sur les textiles italiens importés en Roumanie. Les cercles industriels roumains recommandent au gouvernement de résister à ces prétentions de l'Italie. (« Adeverul » du 18 mars.)

L'état de siège reste maintenu en Dobroudja. — Sur l'avis d'une commission d'enquête envoyée spécialement en Dobroudja, le gouvernement a fait savoir qu'il n'a pas l'intention de faire lever l'état de siège dans cette province.

La liberté de la presse jugulée. — On apprend que le projet de loi sur la presse, que le gouvernement se prépare à déposer au parlement, prévoit que ne peuvent être rédacteurs que ceux qui ont des titres universitaires, et reporters ceux ayant le titre de bacheliers.

La véritable face de M. Jorga. — M. Jorga de retour d'Italie, a fait les déclarations suivantes à la « Lupta » du 17 mars :

« A une conférence que j'ai donnée à Rome, ont été applaudis surtout les passages relatifs à la Russie des Soviets représentée comme un pays barbare, où rien de ce que la civilisation occidentale a de plus sacré, n'est respecté. »

« Il y a deux civilisations, ai-je dit, celle de l'Occident, et celle qui ne respecte ni la parole, ni la tradition, ni le droit, ni les lois, et qui veut opprimer tout. La première civilisation est représentée par la Roumanie à la frontière du Dniestre (sic — F. B.) qui y monte la garde (! — F. B.) contre l'invasion barbare (!! — F. B.). La deuxième civilisation est représentée par la Russie. »

« J'ai parlé aussi, a dit M. Jorga, avec Mussolini; celui-ci a fait la théorie de la démocratie. D'après lui, il y a deux sortes de démocraties : la démocratie tyrannique et une démocratie anarchique. La première est représentée aujourd'hui en Italie par Mussolini, et la milice fasciste. »

« Je lui ai donné aussi plusieurs conseils et cela parce que, en Roumanie, mes conseils ne sont pas suivis. En Roumanie, le roi se trouve à la merci du Parti Libéral ; le peuple est entre les mains des démagogues ; et moi je fais des écoles. »

Le reporter ajoute que l'impression qui se dégage des déclarations de M. Jorga est celle d'un grand enthousiasme pour les « démocraties tyranniques » d'Espagne et d'Italie.

L'homme qui s'est permis d'attaquer, comme on sait, Barbusse et « les Bourreaux », s'avère ainsi comme un fasciste délirant, admirateur des Primo de Rivéra et des Mussolini.

Nous tenions à reproduire ses paroles qui tiennent de la divagation sur les « démocraties tyranniques ».

En Occident, en France notamment, on tenait dans certains milieux M. Jorga pour un démocrate et un ennemi de la Terreur Blanche.

On voit que la réalité est tout autre.

Cet homme du prince Carol est un fasciste comme les Bratiano et les Averesco, féaux serviteurs de Ferdinand de Hohenzollern.

Yougoslavie:

La Ligue contre la Terreur poursuivie. — La Préfecture de Belgrade intente un procès aux 37 membres de la Ligue contre la Terreur et pour le secours aux victimes de la réaction. Le motif est la « diffamation » de la dite Préfecture par la Ligue.

Les accusés sont des intellectuels notoires.

Leur défense dressera un véritable réquisitoire contre la réaction serbe.

C'est un très grand procès en perspective.

La persécution anti-ouvrière. — Le régime fasciste d'Ouzounovitch et Maximovitch a pris toutes les mesures possibles pour étouffer la presse prolétarienne. Au cours des derniers temps, le Tribunal de Belgrade a condamné Michailo Todorovitch, rédacteur en chef de « l'Ouvrier Organisé », organe central des syndicats indépendants, à 3 mois de prison et à 2000 dinars d'amende ; Dimitri Alimpovitch, administrateur du même journal, à 3 mois de prison et 5000 dinars, Milivoje Valjevitch, secrétaire général des syndicats indépendants, à 4 mois de prison et 3000 dinars.

Les secours aux chômeurs. — Le chômage continue ses ravages en Yougoslavie.

Il y a, à l'heure actuelle, plus de 200.000 chômeurs dans le royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Le fond de secours pour les chômeurs atteint 40 millions de dinars.

Or, le nouveau ministre du Travail, M. Goscar, du parti clérical slovène, vient de prendre un décret pour la réglementation du fond de secours alimentés par l'impôt sur les salaires.

Désormais, 85% seront attribués comme prêts aux entreprises industrielles pour le développement des travaux ; 5% à l'entretien des Bourses du Travail et 10% seulement pour le secours aux chômeurs.

Cette décision a provoqué un grand mouvement de protestation dans tout le pays. Les syndicats unitaires ont commencé une grande campagne d'agitation, et multiplié les meetings.

De son côté, la police opère des arrestations et ferme les locaux syndicaux en confisquant les caisses.

C'est une nouvelle offensive dirigée par l'Etat réactionnaire contre le mouvement ouvrier.

Les coups de bâtons dans l'armée — la corruption chez les officiers. — Lors de la discussion du budget de la guerre le député serbe-agrarian Moskovljevitch releva les terribles conditions régnant dans l'armée, la corruption chez les officiers, les organisations secrètes, et le régime des coups de bâtons administrés aux soldats d'une manière barbare. Il s'ensuivit là-dessus un grand tumulte, et la parole fut retirée à l'orateur.

Grève dans la fabrique de wagons à Kruševatz. — Une centaine d'ouvriers se sont mis en grève dans la fabrique de wagons à Kruševatz par suite d'une réduction de 50 paras par heure faite à leurs salaires déjà bien minimes.

Liberté de la presse. — Le journaliste Vramech, ancien rédacteur du journal « Borba » à Zagreb (Agram), actuellement en prison, est de nouveau poursuivi par le procureur.

Il est accusé d'avoir offensé le roi. La condamnation peut aller jusqu'à 50.000 dinars d'amende et 5 ans de travaux forcés.

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

Der Weltimperialismus und neue Kriege über ferne Osten und der Balkan. Die Rolle Großbritanniens. Das Wesen des italo-jugoslawischen Konfliktes.

Das kapitalistische und imperialistische Europa bereitet nach einer zehnjährigen Pause mit Volldampf ein neues und furchtbares Massaker der Menschheit vor. Die Nachkriegslage entwickelte sich im Zeichen einer ständig andauernden Krise auf dem Gebiete des kapitalistischen Wirtschaftslebens zu einer immer stärkeren Verschärfung der Klassegegensätze und Differenzierung; andererseits zu einer entsprechenden Stärkung der faschistisch-militärischen Reaktionäre. Es wäre die größte Illusion, heute noch an die Möglichkeit einer definitiven Stabilisierung des Welt-, vor allem des kontinentalen Kapitalismus zu denken. Soweit er sich überhaupt einigermaßen aufrechtzuerhalten vermochte, geschah es durch Verschärfung der Klassenkämpfe, indem er sich mit ganzer Wucht, mit wahrem militaristischem und imperialistischem Blutdurst auf das Weltproletariat, auf die Kolonialvölker und auf die unterdrückten Nationen warf. Demnach ist es kein Fehler zu behaupten, daß unmittelbar nach dem zwischen den Siegern und den besiegten kapitalistischen Mächten geschlossenen Frieden ein Krieg von anderer Art, ein Klassenkrieg, ein Krieg zwischen Unterdrückern und Unterdrückten, in vollster Schärfe entbrannte.

Das unbewaffnete Proletariat und die Kolonialvölker Syriens, Ägyptens, Marokkos, Indiens, Indoasiens und Chinas bluten nach dem Weltkrieg für das Problem der kapitalistischen Stabilisierung, für das Problem des Niederganges des Kapitalismus.

Je mehr sich der Weltimperialismus bewaffnet und mit den modernsten Waffen der Gegenwart zu Lande, zu Wasser und in den Lüften rüstet, um so mehr stößt er auf immer stärkeren Widerstand der Millionen und aber Millionen von Proletariern, auf Hunderte von Millionen unterdrückter Kolonialvölker, die sich immer fester zusammenschließen, um einmal für alle Zeiten mit der imperialistischen Invasion des „kulturellen und hochzivilisierten“ westlichen Imperialismus Schluß zu machen.

Dieser Freiheitskampf der Kolonialvölker trifft in erster Reihe Großbritannien. Sein Weiterbestehen als mächtigster unter den mächtigen Unterdrückern der Kolonialvölker und vor allem sein Ansehen ist ins Schwanken geraten. Alle Versuche, zu retten was zu retten übrig geblieben ist, enden mit einer Niederlage. Der erste Schlag kam von den Dominions, Kanada, Südafrika und zum Teil von Australien. Die Bourgeoisien der genannten Dominions fühlten sich genügend kräftig und mächtig, um ihre baldige Unabhängigkeit von London, gegebenenfalls auch die vollständige Abtrennung, zu verkünden. Darnach kam der siebenmonatige Streik der Bergarbeiter. Der dritte und wichtigste Schlag ist die Befreiungsbewegung und der Kampf in Indiens, die Besetzung Schanghai's am 21. März d. J. durch die national-revolutionären Armeen Kantons, wodurch die Achillessehne des britischen Imperiums getroffen wurde.

Blicken wir zurück auf Europa. Zweifelsöhne muß die Frage eines neuen Weltkrieges im Grade des Niederganges des imperialistischen Imperiums gesucht werden. Es wird ein tollkühnes Abzweigespiel gespielt, und dazu mußte sich Großbritannien, der imperialistische und reaktionäre England, auf die Jagd nach neuen treuen Verbündeten machen, und es fand ihn in Gestalt des faschistischen Italiens, des Benito Mussolini.

Mussolini reichte zu diesem Bündnisse die Hand in der Überzeugung, daß er im Bündnisse mit England die imperialistischen Bestrebungen des italienischen Faschismus verwirklichen und das römische Cesarische Imperium auch im Falle des Niederganges dieses mächtigen Verbündeten aufrichten werde. Der gigantische und siegreiche Kampf und der Erfolg der chinesischen nationalen Revolution ist ein Teil der Weltrevolution, deswegen versucht England, den Verbündeten des revolutionären China, die Sowjetunion, dieses Granitbollwerk der Arbeiter und Bauern, in dem Glauben, daß dort die größte Gefahr für den Kapitalismus und Imperialismus liege, anzugreifen und zu treffen, und dies um so schneller, ehe sich das Arbeiter- und Bauern-China gefestigt, bevor Indien die Fackel des Freiheitskrieges offen angezündet hat.

Deswegen hat England unter geschickter Ausnützung der kapitalistischen Gegensätze Polen und die baltischen Staaten für seine verbrecherischen Pläne gewonnen, darum bemüht es sich, dem Deutschland Hindenburgs in allen Fällen entgegenzukommen, deswegen gab es dem faschistischen Italien freie Hand, auf dem Balkan einzuschreiten, deswegen wird die interalliierte Militärkommission ab März d. J. in Ungarn aufgehoben, darum gewährt man Bulgarien Milliarden-Anleihen. Damit nicht genug, England unterstützt großzügig die genannten Staaten auch finanziell im günstigsten Augenblick, da sich Frankreich in einer schweren finanziellen Krise befindet. Dank dieser Krise, die Frankreich durchmacht, gelang es England, die französische imperialistische Politik vom Balkan zum guten Teil abzudrängen, um mit Italien gemeinsam für die politische Entwicklung des Balkans maßgebend zu werden.

Dabei ist die Haltung Englands in dem italo-jugoslawischen Konflikt, der in den letzten Tagen in Albanien ausbrach und allem Anscheine nach in einen offenen Konflikt auszuarten droht, ganz klar. Die erste Patrone feuerte Italien ab, indem es die Konvention von Bessarabien ratifizierte und dadurch auf diplomatischem Wege die Annexion Bessarabiens sanktionierte. Man wartete das Echo ab. In der Zwischenzeit verschlechterte sich die Lage am Yangtsekiang und um Schanghai, und Italien überreichte, auf das Recht des italo-albanischen Paktes sich stützend, an die Großmächte Noten über die Kriegsvorbereitungen der Monarchie SHS., Vorbereitungen für einen Aufstand in Albanien, um dieses Land zu besetzen. Die Luft war mit Elektrizität geladen, und die öffentliche Meinung richtete nun ihre Augen von Schanghai auf Tirana und Belgrad. Das Schergewicht wurde wieder auf den Balkan verlegt, denselben Balkan, der 1914 . . .

Mobilisierung in Albanien, Truppenkonzentration an der albanischen und italienischen Grenze, und umgekehrt auf italienischer und albanischer Seite. Die imperialistische Presse — in zwei Lager geteilt: Paris-London — füllte die Spalten für und gegen. Sensationen und Enthüllungen in der jugoslawischen und italienischen Presse, diplomatische Demarchen und Notenwechsel in Belgrad, Rom, Paris. . . Mussolini schweigt. . . Dr. Ninko Peritsch, der Außenminister der Monarchie SHS., gibt im Parlament und vor Pressevertretern Erklärung auf Erklärung ab, daß niemand in der Monarchie SHS. an einen Krieg denke, um so weniger an die Vorbereitung eines Einfalles in Albanien. Er schlägt großmütig eine internationale Enquete vor.

Uns, die wir die Ereignisse in der Monarchie SHS. verfolgen und das Wesen seines Imperialismus kennen, hat dieses kriegerische Geschrei aus Italien und Jugoslawien nicht überrascht. Wir wissen, daß sich beide eiligst auf gegenseitiges Abrechnen vorbereiten, vielleicht haben sie einander aber noch nicht eingeholt in ihrer Kriegsrüstung. Die Monarchie SHS. will unbedingt auf dem Balkan dominieren. Das stört Italien, das sich mit allen Nachbarn der Monarchie SHS. verbündet und verbündet hat. Italien hat Eile, es erwartet nur einen günstigeren Augenblick, wo es auch England passen wird, das in dieser ganzen Aktion Italien offen gestützt hat.

Was tun bis dahin? Kann man der Kriegsgefahr ausweichen? Nein. Sie ist da, sie steht vor uns. Die Frage ist nur, wer die erste Patrone abfeuern wird. Ganz nebensächlich, ob bei Schanghai, an der albanisch-jugoslawischen oder an der jugoslawisch-italienischen Grenze! Wir betonen einleitend, um was es geht: das Wort hat Mister Chamberlain.

Unsere Aufgabe ist es, darauf hinzuweisen, wo die Wurzel der Kriegsgefahr liegt, die so nah und so furchtbar ist. Wir müssen auf der Höhe unserer revolutionären Aufgabe sein und noch im Keime solch einen brudermörderischen, verbrecherischen und imperialistischen Krieg in einen Befreiungskrieg der unterdrückten Nationen und der Werktätigen in Stadt und Land gegen die einheimische und fremde Unterdrückung verwandeln. Wir müssen die breiten arbeitenden Massen in der Monarchie SHS. aufwecken und ihnen den Ernst der Lage zum Bewußtsein bringen, in welcher wir uns befinden, um den kriegerischen Imperialisten auf dem Balkan eine Antwort zu geben gleich jener, die sie sich in Schanghai geholt haben.

Dimitri Jovanovitsch

Volle Amnestie für die bulgarischen politischen Gefangenen und Emigranten!

Die schwerste Frage, welche seit Monaten die öffentliche Meinung und die Arbeitermassen Bulgariens beschäftigt, ist jene der Erlangung einer vollen Amnestie, ohne Einschränkung, für die politischen Gefangenen und Emigranten. Diese Frage gewinnt — und mit Recht — den Charakter einer bedeutenden politischen Frage, denn sie berührt lebhaft nicht nur die politischen Gefangenen und Emigranten, nicht nur ihre Eltern und Verwandten, sie berührt die Gesamtheit der arbeitenden Massen, das ganze bulgarische Volk. Von der Erledigung dieser Frage hängt in größtem Maße der Frieden im Lande ab. In den Kerkern Tsankoffs und Liaptscheffs schmachten 1500 bis 2000 politische Gefangene; 1000 politische Emigranten führen außerhalb Bulgariens ein kümmerliches Leben. Aus den Berichten, welche die bulgarischen Zeitungen der legalen Opposition täglich bringen, ersieht man, daß all diese Opfer des bulgarischen Bürgerkrieges in unaussprechbar schlechten Verhältnissen leben. Die politischen Gefangenen sind zu 20 bis 35 in kleinen, feuchten, ungesunden und luftlosen, ungefähr 15 m³ großen Zellen eingepfercht. Manche Gefängnisse, wie z. B. jenes von Plowdiw, füllen sich bei Überschwemmungen der Maritza mit Wasser, das erst nach Wochen zurückgeht, wobei die Gefangenen infolge der andauernden, unerträglichen Feuchtigkeit schwer erkranken und ein großer Teil schon in jungen Jahren dahinsieht. Es gibt in jedem Gefängnis vollständig dunkle, besonders feuchte Zellen, wohin die politischen Gefangenen für die geringste Übertretung der unmenschlichen Hausordnung geworfen werden.

Die politischen Gefangenen sind einer tausendmal barbarischeren Behandlung unterworfen als die gemeinen Verbrecher. Die Direktoren und Gefangenenaufseher behandeln sie wie Tiere. Sie beleidigen, schlagen und peitschen sie. Viele Unglückliche haben die Hände, Füße, Beine gebrochen, die Rippen eingedrückt. Eine große Zahl ist an Stockhieben und anderen Martern, die sie ausstehen mußten, gestorben. Die Lage der weiblichen Gefangenen ist noch schlechter. Sadistische, unzüchtige Wächter vergewaltigen sie, so wie die Lust sie dazu treibt — man erinnert sich an den Fall Dragotscheva, die zum Tode verurteilt, dann im Gefängnis geschändet wurde und dort ein Kind gebar; da sah sich die Regierung, um die öffentliche Empörung ein wenig zu beruhigen, gezwungen, das Todesurteil nicht zu vollstrecken und die Strafe der Unglücklichen in lebenslängliche Zwangsarbeit umzuwandeln. Das nun schon einjährige Kind ist dazu verurteilt, mit seiner Mutter im Gefängnis hinzusiechen.

Mit Ausnahme der Bibel, des Evangeliums und der Regierungszeitungen ist den politischen Gefangenen keine Lektüre gestattet. Die Nahrung, die man ihnen verabreicht, ist niederträchtig: ein schwarzes Wasser mit verfaulten Erdäpfeln und ein Stückchen trockenes, stinkendes Brot, das ist ihr tägliches Mahl. Es ist ihnen verboten, Besuche zu empfangen.

Die Regierung und ihre Zeitungen hören nicht auf, die politischen Gefangenen als „Räuber“ und „Mörder“ zu behandeln. Aber was sind diese Unglücklichen in der Tat? Es sind die bewußtesten Vertreter der Arbeitermassen Bulgariens. Unter ihnen befinden sich Hunderte von jungen Leuten, die Zukunft der Nation. Bewußte Arbeiter, Bauern und Handwerker, Advokaten, Ingenieure, Lehrer, Studenten und Studentinnen, Schüler und Schülerinnen, das sind die „Verbrecher“, das sind die „Räuber“, die „Mörder“. — „Es gibt unter uns nur einen des Mordes und vier wegen Aktivität in einer Tscheta mit politischem Einschlag Angeklagte“, erklären die politischen Gefangenen von Sofia in ihrem Bericht über die Ursachen ihres Hungerstreiks. Wenn man bedenkt, daß die Beschuldigungen gegen die fünf Gefangenen nur auf „Zeugenaussagen“ von Polizeiagenten, noch dazu vor Kriegsgerichten, beruhen, hat man wohl das Recht anzunehmen, daß selbst diese fünf Personen ungerechterweise wegen Mord verurteilt wurden. Alle anderen politischen Gefangenen wurden auf Grund einer Anklage verurteilt, an einer durch das berühmte Gesetz zum Schutze des Staates verbotenen Organisation teilgenommen oder sie unterstützt zu haben — dies alles auf Grund der Zeugenaussagen der Polizeiagenten von Tsankoff und Liaptscheff.

Die politischen Gefangenen von Russe erklären, daß sie Opfer des Bürgerkrieges sind, daß seit dem 9. Juni 1923 im ganzen Bezirk von Russe nicht ein Aufruhr, nicht ein Attentat, nicht eine Plünderung verübt wurde, und daß trotzdem die Regierung und ihre Organe sie als „Räuber“ und „Mörder“ behandeln.

Das Schicksal der Emigranten in Jugoslawien und in Mittel- und Westeuropa ist auch ein äußerst kümmerliches. Die Emigranten sind durch die materiellen Entbehrungen erschöpft, sie sind ohne Arbeit und sterben vor Hunger. Aber die Rache der Bourgeoisie, welche besonders die Militärliga unterstützt, verfolgt und quält sie, trotzdem sie sich nicht in ihrem Königreich befinden. Ihre Vertreter verkünden teils auf diplomatischem Wege, teils durch die von ihnen im Ausland gekaufte Presse lügen-

hafte Publikationen und verleumderische Denunziationen bei den Regierungen der Staaten, in denen diese Emigranten Zuflucht gesucht haben — und alle Tage sind diese Unglücklichen Verfolgungen und Durchsuchungen unterworfen.

In Anbetracht dieser Lage der politischen Gefangenen und Emigranten verlangt das bulgarische arbeitende Volk, wir können sagen, das ganze bulgarische Volk, daß man eine wahrhafte Amnestie bewilligt. Es verlangt, daß man im Lande die notwendigen Bedingungen schafft, damit die Gefängnisse und die Kerker sich nicht mit neuen politischen Gefangenen füllen, daß die Zahl der politischen Emigranten nicht steigt; es verlangt die Abschaffung des grausamen und unmenschlichen Gesetzes zum Schutze des Staates, dessen Opfer alle die Gefangenen und Emigranten sind; es verlangt ein normales Leben und daher die Wiederherstellung der konstitutionellen Freiheiten, welche heute mit Füßen getreten werden. Dieser Volkswille hat sich in Bittschriften der politischen Häftlinge aller Gefangenhäuser Bulgariens, Gesuche aller Väter, Mütter, Frauen, Kinder und Freunde, Forderungen und Protestaktionen der politischen Emigranten in Jugoslawien und überall in Europa, der ganzen oppositionellen Presse, und in den Deklarationen der Abgeordneten der Opposition im Parlament ausgedrückt. Die Arbeiterpresse in Bulgarien führt systematisch einen heftigen Kampf für die Erlangung einer weitumfassenden, vollen Amnestie.

Aber die Regierung und ihre abhängigen Organe fahren fort, auf all dies zu antworten: „Die Amnestie wurde schon zweimal gewährt, jede Amnestie bedeutet eine Erschütterung der Justiz, es gibt keine politischen Gefangenen in den Gefängnissen, dort befinden sich nur Räuber und Mörder. Diese Leute sollen erst Proben ihrer Reue geben — erst dann können sie auf die königliche Gnade rechnen. . . .“

Tatsächlich hat die Regierung zu wiederholten Malen eine Amnestie gewährt: das erstmal im Jahre 1924 und das zweitemal im Jahre 1926. Aber wen hat sie amnestiert? Das erstemal sind durch diese Amnestie die Mörder von 20.000 hingeschlachteten Bauern und Arbeitern begnadigt worden, aktive und Reserveoffiziere und Unteroffiziere, Mitglieder der verschiedenen faschistischen Organisationen — Militärliga, Koubrat, Rodna Zastita die mazedonischen Gurgelabschneider von Iwan Mikhailoff und Protogueroff und die Wrangel-Offiziere —; das zweitemal wurde von der Amnestie die verschiedenen Kriegsverbrecher bedacht, die an der nationalen Katastrophe schuldig erkannt wurden, und verschiedene Spekulanten und Diebe. Um Sand in die Augen der öffentlichen Meinung Bulgariens und des Auslandes zu streuen, hat die Liaptscheff-Regierung einige Dutzend Arbeiter, Bauern und Intellektuelle, welche Gegner ihrer Politik waren, auch einbezogen.

Trotz des Zynismus der Regierung und ihrer Funktionäre verschwindet die Frage der Bewilligung einer vollen, wahrhaften politischen Amnestie nie aus den Spalten der oppositionellen Blätter. Alle Parteien der legalen Opposition, die Sozialisten, Agrarier, Radikalen, Demokraten und Stambulowisten, verlangen die Amnestie.

Der agrarische Abgeordnete P. Mineff hat im Parlament einen von den Abgeordneten aller oppositionellen Parteien, einschließlich des Vertreters der national-liberalen Partei D. Katscheff, unterstützten Antrag für eine Amnestie eingebracht. Die Liaptscheff-Regierung bewilligte nicht einmal die Diskussion dieses Vorschlages des agrarischen Abgeordneten. Liaptscheff erklärte voll Ironie, daß die nächste Kammer sich mit dieser Frage beschäftigen könne.

Dieses Benehmen der militaristischen und faschistischen Regierung hat die Geduld der politischen Gefangenen gebrochen. Sie haben beschlossen zu handeln. Sie haben beschlossen, ihren Protest auszudrücken, indem sie in den Hungerstreik traten. Sie haben an das bulgarische Volk öffentlich einen Appell gerichtet, in dem sie ausdrücken, daß sie zu diesem letzten Mittel zu greifen genötigt waren, um die Regierung zu zwingen, durch das Parlament eine Gesetzesvorlage für eine volle und weitgehende Amnestie diskutieren und bewilligen zu lassen.

Der Hungerstreik wurde in ganz Bulgarien von den politischen Gefangenen erklärt. Seit dem 28. Februar verweigern 500 politische Gefangene jedwede Nahrungsaufnahme. Die Regierung ist aufgeschreckt. Sie hat sich beeilt, den Hungerstreik zu leugnen, und begann zu gleicher Zeit mit der ihr eigenen Brutalität und Wildheit zu handeln. Durch Zuhilfenahme Staatsanwaltes im Gerichtshof von Sofia hat sie eine Untersuchung unter den Gefangenen, die den Hungerstreik erklärten, angeordnet, um unter ihnen eine „konspirative Organisation“ „entdecken“, und die Unglücklichen wurden in schreckliche Kerker geworfen. Das war der Regierung noch nicht genug, hat die Arbeiterzeitung „Novini“, welche regelmäßig Nachrichten über den Hungerstreik und den Appell der unglücklichen Gefangenen publizierte und hiebei die Motive klarlegte, welche die Gefangenen zwangen, zu diesem verzweifelten Mittel zu greifen, verboten und hat das gesamte Personal der Redaktion und Administration verhaftet.

Aber diese neuen Gewalttaten werden Herrn Liaptscheff nichts nützen.

Der Hungerstreik von den Massen der politischen Gefangenen in Bulgarien stellt mit um so größerer Beharrlichkeit die Frage einer Bewilligung einer vollen politischen Amnestie vor das bulgarische Volk. Dieser Akt der politischen Gefangenen stellt mit Schärfe diese Frage vor die arbeitenden Massen und die fortgeschrittene öffentliche Meinung im Ausland, die in ihrem Kampf für die Proklamation einer wahrhaften Generalamnestie in Bulgarien ihre Kräfte verdoppeln werden.

Der Kampf um die Befreiung der politischen Gefangenen, für die Rückkehr der politischen Emigranten und für die Schaffung der notwendigen Verhältnisse, damit diese nicht getötet werden können, wenn sie nach Hause zurückkehren, und nicht mehr „ohne jedwede Spur verschwinden“, wie so viele ihrer

Kameraden im Laufe der letzten zwei Jahre, setzt sich mit immer größerer Intensität durch.

Die Bittschriften der Gefangenen, die Gesuche ihrer Eltern und Verwandten sowie der oppositionellen Parteien in Bulgarien für eine volle Generalamnestie, die Meetings und Versammlungen in den verschiedenen Hauptstädten Europas, die verschiedenen Broschüren, die alle diese Amnestie in Bulgarien wünschen, beweisen, daß dieser Kampf nicht enden wird, ehe ihrem Ersuchen Rechnung getragen wird, bis nicht eine wahrhafte Amnestie für alle politischen Gefangenen und Emigranten gewährt, bis nicht das unwürdige Gesetz zum „Schutze des Staates“ abgeschafft wird, bis nicht in diesem unglücklichen Lande die konstitutionellen Freiheiten wiederhergestellt werden.

G. Kazanovsky

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJER

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHTYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Shqypnija dhe konflikti italo-jugoslav

Italia duket se nuk të kondondohet me invasionin ekonomik e politik të Shqypnis, por e ka në mend sá ma parë t'a bajn Shqypninë dhe zyrtarisht koloni italiane, ndryshej është vështirë me spjegue lodhinat e ditvet të fundit.

Ti rikapitulojmë faktet një ka një, dhe do të shofim kjiatas se mbas këtij shkandullit kundra pagjes së Europos rrin Anglia e se Italia është ba sot vegla militante e reaktionit britanik.

Ja faktet:

Times-i, gazeta zyrtare e partis konservative engleze, fillon një kompanjë kundra Jugosllavis, gjoja se Jugosllavia është tuj pregatitë kryengritje në Shqypni, e se pagja botnore ish në rrezik.

Në nesrë Giornale d'Italia, organi zyrtar i qeverisë fashiste shpallen po këtë se ç'thosh Times, tuj prue si prova lajme private të kish marrë prej Shqypnijet.

Po në ket ditë Italia i dergon qeverivët të fuqivët të Mëdhá Ahmet Zogun, e tuj deklarue se Italia nuk do të lite qi te rrëzohej Ahmet Zogu.

Texti i notes veçse, deri tash nuk është botue, dhe më si duket nuk do të botohet.

Në Jugosllavi akusat e Giornale d'Italia dhe dergimi i notes shprehin opinion publik në një menyrt t'ashper; shkurt gazetave thonë se këto janë genjeshtra qi hap Mussolini, pse ka menduar vehtë me shkaktue levizje, e tuj ja vue fajin Jugosllavis me shpallue Shqypnin.

Ministri i Punëve të Jashtme i Jugosllavis Perić-i, n'exposehin tuj para Parlamentit thotë se Jugosllavia është gati me provue luftën e sajë: le të formohet një anketë prej Lidhjes së Kombeve dhe të t'examinojmë kufinin shqyptar-jugoslav.

Anglia, qi vehtë e kish ndez ziarin, tuj i dhanë dorë të lirë Shqypnis, e tuj i mbajtë krah kundra Jugosllavis; me të rámit e Shantëzës në dorë të Kantonesvet, filloj m'u smrapë, dhe me hi gjoja shpalljet per të rrujtë pagjen botore.

Shifet kjiatas qi tanë manovrat e Anglis incendiare, nuk kan fill porse me i bá pression Jugosllavis me ç'farë do mjetesh të turpëshme, per t'a shterngue me hi në frontin qi mundohet formue Chamberlain-i kundra Sovijetëvet.

Franca, mundohet me i mbajtë krah Jugosllavis, por në tjetër Briand-i nuk ka guximin me veprue mbas këshillit të Socialistëve qi kerkon qi çeshtja t'i paraqitet Lidhjes së Kombevet.

Por edhe në ket rasë, si tjera herë duket se Lidhja Kombevet nuk të veprojnë po s'kje n'interesë t'Anglis, dhe pa lëjen e Chamberlainit.

Vlefija e një instituti të tillë kuptohet vehtvetin!

Italia fashiste gjithnji hapë gojen e bertet se të gjith bota është t'a njoftin hegemonin e Italis në Shqypni dhe se Ahmet Zogu është nieri «intangibile» pse ky është nieri i Mussolinit.

Në tjetër anë Perić-i per Jugosllavin thotë se principi Balkanik është popujt e Balkanit është i pá-tundshem.

Sado qi shtypit në tana mendyrët mundohet m'e paraqitë çeshtjen e kryeme, shifet kjiatas se chaos-i i plotë mbretnon n'Europë, chaos qi munt t'i venë zjarrin Europes.

Shifet kjiatas se si në luften botnore, dhe tash shkaktar të njëjti janë fuqinat imperialiste-kapitaliste; çka duket t'interesojë popullin shqyptar veçse tash, është posita qi duket të marrë në

gjendjen e sotëshme, dhe mnyra se si duhet punue per kohen e ardhëshme.

Shqypart qi ma mirë se askush e din se ç'ndodhë mrenda vendit të tynë i shofin me sy faktet dhe e din se faktet janë këto:

Italia dita më ditë është tuj e okupue Shqypnin: në Vlonë gjinden ma se 100 fashistë, inginjier, oficer e ushtar; në Durcë kan ardhë këto dit 50 kamiona dhe shpejt do të vin dhe 100 të tjerë; në Shkoder e ner malcina të Shkoders sillen mjaft oficer, ushtar e inginjier të veshur civil; municione e tjera landë luftet shkarkohen perditë natën në Vlonë, në Sh. Njin e në Durcë; në krye të këtyne expedicionevet rrin një General Camiccio i shtetit madhuer italian; Ahmeti vepron mbas urdhënavet të Romes; i shkurt sot Shqypnia de facto është një koloni italiane.

Në tjetër anë dihet se Jugosllavia, është e friksueme miaft prej këtij invasioni, dhe mundohet si të mundet per m'e ndalue. Sunduesët e sotshem në Jugosllavi veçse duket nuk kan mësue aspak prej ndodhjevet. Atë qi bane me Ahmetin duen t'a bajn prap me ndo'j tip Ahmeti; sunduesët e Jugosllavis vehtem aherë afrohen me pjesa nacionalitësh, kuer këto t'a pranojn me shkue mbas urdhnit të ndo'j shqypitari, qi shqyptar ka vehtëm ëmmin, se per tjetër është jugoslav.

Para këtyne faktevet ato qi kujdesen per popullin shqyptar, duhet të binden se kurrfarë të miret s'munt t'i vin popullit, pse ndrohet — po kje se ndrohet! — Ahmeti, prefekt i Italis, me ndo'j beg tjetër, prefekt të Jugosllavis.

Këto ndime, posë qi sot munt të bin shkatrrimin e plotë të Shqypnis, nuk kan kurrfarë vlefije, deri sá çeshtja të rrin a Itali, a Jugosllavi, a një beg-vegël të Italis, a por një tjetër beg-vegël t'Jugosllavis.

Duhet pvetë a jemi të zott m'u mundue qi popullit shqyptar të ja permirsojm gjendjen, dhe per ket permirsim t'ardhëshem duhet të mundohemi, dhe jo per ndryshime të një zgjedhes në një tjetër.

Pergjegjsia e politikës nuk është një pergjegjsi sporti per të ndrue qeverina e zgjedhje, por është një pergjegjsi qi munt të shtyjn popullin në gjak, robni e fikje.

Fakti është se të gjith nationalist janë të bindun se kurrfarë dobjiet s'munt të kët populli prej ndryshimesh zgjedhesh, qi shkaktton gjendja e sotëshme; cudí është veçse qi jo të gjith janë të bindun në fuqinat latente të grumbujvet, por shpnesojn ende ner rasat momentane qi shkaktajn oportunitetet e shtetevet imperialist e militarist.

Na, të Federacionit Balkanik, kemi basue krejt veprimet t'ona të këto fuqina latente, dhe rasat na napin sot plotësisht te drejtë.

E dim se këto fuqina të grumbujvet janë latente, prandej duhet punue per t'i zgjue, per t'i rregullue e per t'i bashkue.

Kjo është pra puna qi duhet ba sot per popullin shqyptar, punë të parreshtur ndriçimi e organizimi, tuj i distue fuqin e madhe qi rrin në dorë të tij, tuj u mundue m'e lidhë me tjerë popuj të Balkanit me lidhje klasi, grumbujt buiq shqyptar, me grumbuj buiq e punëtor të popujvet të tjerë të Balkanit.

Një ndryshim i pergjithëshem në krejt gadishullin e Balkanit, një ndryshim qi të bin sundimin e grumbujvet, në një Republikë Federative Balkanike, është i vetmi pështim per popullin shqyptar.

Me thanë se kjo është e vertet e vetmia zgjidhje per permirsimin e gjendjes të popullit shqyptar, — në tjetren anë veçse mos m'u mundue aspak per ket, pse gjoja ky ndryshim është i largtë e na s'do t'a shofim, është një egoism, pse prindja mundohet per fëmijn e ti sado qi e dise aj s'do t'a gëzoj frytin e punes të tij, ashtu edhe

ato qi mundohen per të miren e popullit, duhet të mundohen per të, pa marrë para sysh a do t'a gëzojn at permirsim, a jo.

Posë kësaj na, të Federacionit Balkanik, jemi sequrë se librimi i popujvet të shtypur, dhe bashkimi i popujvet të Balkanit në një Republikë Federative Balkanike, nuk asht i largtë aspak, sado qi kështu u duket të shumvet.

Skeptikët duhet të mendojn pak te perparimet organizatore gigante qi kan ba grumbujt këto vjet e mrame, te ndryshimet e medhaja n'Europë e n'Asi, qi para pak kohet u dukëshin utopike; te bjerret fatale të Mbretnis Britanike, qi asht qandra e imperialismes e kapitalismes e themeli i shtypjes së popujvet të vegjel; te fitimet epokale të grumbujvet qines, e te tjera e tjera ndodhje qi provojn kjartas, se imperialismi e kapitalizma gjinden n'agoni.

E pse jo? E drejta asht me në, e genjeshtra asht me to. Kjo e drejtë mprohet sot prej milionevet e milionevet entusiastësh, — genjeshtra, prej një pakice të kalbur prej profiti.

Fryma e çlirimit e vllazërimit të popujvet, asht hapë kudo në botë, dhe kjo frynë do të lirojnë dhe popujt e Balkanit, e do të shpetojnë dhe popullin shqyptar.

Per ket ditë duhet të veprojm, per ket ditë të pregatitemi!

Dedi

Ç'thotë Fan Noli?

Fan Noli dha ket intervistë shtypit botnuer permby konfliktin italo-jugoslav.

Konflikti italo-jugoslav, me të cillin po merren sot kancelerit shtetnore europiane, asht vehtem rrjedhja direkte e Paktit të Tiranes, qi i kje imponue me pà-hiri popullit shqyptar prej Italis e Anglis. Ky pakt s'asht tjtater por invasionsi i gadishullit balkanik prej imperialismes fashiste.

Shqyptaria kje etape e parë; Jugoslavia do të jetë e dyta. Mussolini po drejtohet me shpejtesi kundra kësaj etapes së dytë; aj e kà isolue Jugoslavin me një gardh traktatesh, qi kà myllë me shtetet të tjera balkanike e qi asht tuj myllë dita me ditë. Mussolini pat sukses, pse kà Anglin mbas vehte.

Natyrisht Jugoslavia s'munt të rrin indiferente kundra kësaj rrjedhje qi ven në rrezik existencen e sajë. Ajo reagon, pse i duhet me reague, vijat e një luftes po duken në horizontin balkanik. Kjo luftë do të krisin afer ase larg, po kje se vijon gjendja e so-

tëshme. Lufta munt të ndalohet vehtem tuj ndalue invasionsin italian, i cilli invasionsi do t'a shkaktojë domos luften. Kjo asht zgjidhja e vetme, porse kjo zgjidhje nuk duket se do të realizohet. Mussolini po triumfon e Jugoslavët, mbas mendes së Mussolinit, duhet qi t'i shtrohen hegemonis së tij në Balkan. A thue do t'i shtrohen? Un kujtoj se jo e rreziku i një konflikti me armë do të ngjaset gjithnji dhe do të bëhet perherë ma i rrezikshem.

Shtetet e Okcidentit, e rrejn vehtem tuj kujtue se një luftë e tillë nuk asht shum possibel, tuj marrë para sysh, se Jugoslavia mas cifrash asht ma e vogel se Italia. Një gabim trashanik, mbi të cillin nuk duhet basue. Balkanasit luftojn pà ba hesape aritmetike të komplikueme, kur binden se po i shtyjn në disprim. Per ket kemi një shembëlla. Ja disa: Serbët nuk u ndaluen me guzue luften me monarkin austro-hungare në vjetë 1914, shqyptart atakuene në vjetë 1920 italianët dhe i shternguen me lshue Vlonen. A thue kerkohet dhe ndo'j shembell tjteter? Do t'a shofim dhe ket dhe do të shohim se historia persritet.

Një gabim tjtater shum ma trashanik: Mussolini rrëhet, po kje se kujton se Jugoslavët janë fare t'isoluem. Aj munt të myllin në të duen traktate me qeverimat e shtetevet të tjerë balkanik kundra Jugoslavis, por marrëveshtjet e tia s'janë tjtater por kartuçka pà kurrfarë vleftje praktike, pse popujt e gadishullit balkanik nuk kan kurrfarë simpatije per fashismen e në çasin decisiv do të lidhen kundra tij. Balkani per popujt e Balkanit, kjo devisë nuk kà bjerrë ende kuptimin e sajë plotësisht, as mbas politikës trashanike të qeverinavet të perparshme jugoslave ndaj fqit e tij. Një shembell: populli shqyptar, nuk kà kurrfarë shkak me këne entusiasmuem prej qeverinavet jugoslave, pse e di se ato kjene, qi oposuene me pà-hiri regimin tiranik Ahmet Zogut. Posë këne shqyptarvet t'ontë në Jugoslaví, nuk jan dhanë deri tash të drejtë e minoritetevet, as ato ma elementare. Por do si do: Po kje se kerket lufta, shqyptart do të bajn një báll të perbashktë me tjerët popujt të Balkanit, kundra Mussolinit, i cilli s'munt të fitoj në Shqyptarë veçse tiranin mercener Ahmet Bej Zogun dhe një duzinë bejlerë feudal, trathotr naj atdhën e tyne. Per ket Mussolini kerket patundësin ministeriele t'Ahmet Zogut e frikëson boten me invasions militar, po kje se vëhet në rrezik zotnimi i Ahmetit. Mussolini munt të kët segurue simpatinat e qeverivet balkanike, qi shum ma pak janë instablë, kursesi veçse nuk kà simpatin e popujt të Balkanit.

Po kje se luhet me ziarr, dhe shtyhen popujt e Balkanit në disprim, ahërë do të kemi luftë. Italia e Mussolinit, dhe Angli e Chamberlain-it do të jenë responsabel per ket luftë të ré, qi shpreh lehtë munt të shkaktojë një katastrofë europiane.

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТ

ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Човешките сенки в ромјанските затвори

Аз не познавам нито един от великите вдъхновители, които са дали образ в своите епопи на най-страшните човешки страдания или даже на мъките на осъдените роби, които би бил в състояние да си представи макар и една картина от цикъла на най-ужасните мъчения, на които подлагат своите жертви управляващите днес правителства на буржуазния строй.

Това, което ние можахме да узнаем, представлява едно от най-чудовищните, което не може нито да се разкаже, нито да се опише.

Аз имам пред себе си едно писмо, писано от един 72 годишен старец, който понастоящем лежи в един от затворите на Ромъни. Той е успел да напише един апел, който по чудо и по една щастлива случайност, е можал да направи достояние на останалия свет.

В това писмо, той разправя за един твърде жесток, подъл и насилнически акт: един човек, чисто име той цигара в писмото, му поверил един пакет, с молба да го пази, до като той сам не дойде да си го потърси. След известно време обаче, полицията му направила обиск. Тя намерила в него пакета и го отворила. Вътре в него имало революционни позиви. Доказателството за «комплот» е вече установено. Разбира се, биат

го, изтезават го, потапят го в врепа вода, просто смазват от бой всред 4-ех стени на полицейската стая за да призная че той е организирал тоя комплот. «Аз бех изтезаван по тоя един начин, който не се отдава на никакво описание и бех заставен да призная работи, за които и понятие немам, които не бех в състояние да зная.» След това — военен съд. Пет години тежка каторжна работа за измена към отечеството. Това е повече отколкото беше необходимо за да се сипи с този старец. Когато той е влезъл в затвора, директорът казал: «Предател и подлец, ти влизаш тук с главата на тилно знай, че ще излезеш с краката напред!» От този насетне, от сутрин до вечер и от вечер до сутрин, той сипматически е бил бит, сжбарян на земята и ритан с ритници тоя или оная малач. Лошо хранен, отровен от разлагащата се храна, той се заразява и разкашва от възпалените дрипи, носил. Той не е знаал нищо, какво става на вън, освен то че неговата жена е умрела и неговите деца, тероризирани, са отказали от него.

Никаква земна надежда за него. «Моите кости гинат в затвора.» Той ще умре — той може би е вече умрел, убит в калта на килийката от нанесените му удари, ритници бой с гумени камшици на тоя или оная полицай или пазач.

Той е успел да направи достояние на хората своята молба: «Аз съм вече една бедна човешка сенка, която се лута в мрак на нощта към морето на мъртвите.» Той нема за какво да скърби. Той не може повече да понеса тия нечовешки мъчения. Той е вече към залаза на своя живот. Неговото вещание и предсъртен зов, ние виждаме върху тоя къс хар-

Но има нещо още по-страшно, което той затворник ни съобщава. Това е съдбата на Бужор.

Много пъти тук, в тоя вестник, също тъй се е правил опит да се разкаже това, което се е вършило в Ромъния с Бужор, който се обвинява в това, че бил изказал своята симпатия по отношение на Свветска Русия.

В Ромъния, където смъртното наказание официално е премахнато, са измислили едно наказание още по-страшно от него. Бужор беше осъден на мълчание и на тъмнина. Него жив го погребяха. Той се бори нейде в своята килия, за стените на която е обкован, ето вече 6 години, в тежки и ржждясащи вериги. Той е вече полудял. Той живее един кошмарски живот. След моето посещение в Ромъния, което аз разказах в моята книга «Палачите» — когато излезъл за момент от пропастта, Бужор беше хвърлен в мрак и тъмнина, беше ме запитал: «Болшевиките държат ли властта още в своите ръце?» — след два дни, той отново беше хвърлен в всеубиващата самота.

Понекога, «когато нема бури около стените на затвора», чува се да долита некакъв трепет от утробата на земята, трепет на неговите вопли и стенания, или химните, които той пее с един отчаян глас, който веднага откъсва в простора.

Стария затворник, който никога не ще напустне своята килия, освен когато отиде в общата могила, обрщайки се към нея окаяник, зове в писмото си, което аз току що цитирах:

«Вие честни хора, спасете, спасете живота на един човек, който понася мъки по-страшни от тия в ада!»

Бех написал вече статията, когато получих един трогателен същипераздирателен апел от Панаит Истрати, който беше вече узнал за писмото на стария затворник. Великият пролетарски писател се намира понастоящем в един санаториум, където е постъпил на лечение, като жертва на една тежка болест. Той с мъка се изправя в леглото за да апелира, на свой ред към работническата класа, за да изпълни своя свещен дълг на братска солидарност.

Талантливият поет на международните бунтари и босяци, който познава и обича Бужора — «душа апостолска, душа чиста, с лице хубаво като на Христа, с дълга черна брада и с дълбоко телосложение», отправя един твърде трогателен апел: «Вдигнете се всички вие и поискайте ведно с мен: или да го убият, или да го освободят.»

Панаит Истрати има право: за да се иска това, трябва да се вдигне на крак.

Освобождението, амнистията на мартиризираните политически затворници в разните държавни крепости, може да се постигне, не като се отправят разни молби до хората на власт, които те не ще и четат и да им се говори за човешко състрадание, което те не могат и не искат да разберат.

Това ще може да се постигне направо, чрез мощния глас на световния пролетариат.

Анри Барбюс

Добруджанци и заема за бежанците

Независимо от тежките финансови клаузи, с които българското правителство наговари емиграцията и българския народ, независимо от безпорните економически и политически аргументи за сметка на бъдещето спокойствие на същите, българския заем санкционира в международен мащаб отказа на страната от своята родина и от борбата за нейното освобождение.

Противонародната вътрешна политика на Сговора от 9 юни разстрои всички економически устои на страната и правителството увисна на въздуха, крепейки се на власт само с обещанията на генерал Вълков. Но щиковеите на военната лига, които изклаха с голямо юначество беззащитния българския народ, не можаха да заставят българските капиталисти да разпуснат своите каси и продължат дните на кървавото правителство; макар че под режима на Сговора тия каси обраха до национално богатство на страната.

За да продължи господството си, Сговора бе принуден да върне към касите на английските реакционери, които се опираха, чрез заема за бежанците, да купят свободата и независимостта на България, при благосклонното посредничество на Народите.

Чрез заема международния империализъм поиска и наложи повече: — българската патриотична буржуазия да се отпусне от своите национални идеали, за които и в името на тия издигна планини, от кости в последните две войни. Но силата на това съглашение, бежанците требваше да се откажат от своята родина и стават български граждани. По този начин империалистите добиха още една международна санкция на «мирните» договори, а българската буржуазия, която от 9 юни насам избяга повече от 25.000 български синове в името на «отечеството», продаде срамно на

безценци своята националистическа фирма, за да закрепи кървавото си господство. Сега и следите вече могат да видят, че зад патриотизма на българската буржуазия се крие нейния груб материален интерес, че зад фирмата «отечество» стоят нейните пълни каси!

Втория доклад на г. Шарона до Обществото на Народите, за разпределението на заема, дава една нагледна картина какво може да очаква емиграцията, респективно добруджанската, от приложението на този «план за настаняване на бежанците», който е вече приет от Обществото на Народите.

Преди всичко, с доклада се разкрива пълната апатия на българската буржуазия и пословичната негодност на нейната бюрокрация да събере поне данни и материали за положението на бежанците и да състави един план за настаняването им. Нещо повече. Дирекцията не е имала точни данни даже за числото на бежанците, за местонахождението им, за социалното им положение и за наличната свободна земя за настаняването им.

А правителствения в-к «Мир» от 15 февруари т. г. писа, че не всички суми, отпущани за бежанците, са отивали по предназначението си.

Требваше да дойде делегата на Обществото на Народите за да извърши той тази подготовителна работа, която отне повече от четири месеци, погълна няколко милиона, до като през това време лихвите на заема течеха и се стовариха върху гърба на бежанците.

Според този доклад и съгласно условията на заема, разделението на бежанците на селяни и градски липшава от подпомагане 7176 семейства, които заедно с децата си достигат над 25.000 души. По-големата част от тия семейства са добруджанци, настанени с хиляди в градовете Русе, Варна, Шумен, Разград, София и пр. А за ония, които минават в категорията на селяните се предвижда по 40.000 лева за постройка на жилище. Всеки може да си представи какво може да се построи днес с тази сума, особено за едно многочислено семейство.

Съгласно същия доклад, от зоната покрай ромъно-българската сухопътна граница ще бъдат изселени 579 добруджански семейства в вътрешността на страната, на повече от 50 км., съгласно клаузите на заема. Ние имаме основание да предполагаем, че броя на тия семейства е много по-голям, който и сега, заедно с децата им, надминава цифрата 2000 души.

Това повторно емигриране на тия 2000 души, които с кървав труд и непосилни усилия са се настанили, ще бъде много по-тежко от първото. От Добруджа те избегаха от жестокия враг, като му оставиха всичките си имоти, па даже и пощажината си, събрана от деди и прадеди. От сегашните им жилища ще ги изгонят щиковеите на българската буржуазия, за да закрепи кървавия си режим и за да угоди на своята посестрима — ромънската олигархия, която разплаква наново повече от 2000 жертви на империалистичните договори.

Българската буржуазия се съюзява с враговете на поробена Добруджа, за да осигури тиранията над собствените си народ. И за да бъде тиранията пълна отсам и оттатък границата, трябва да се сломят борческия дух на емиграцията, която евентуално би могла да развали щастливото разбирателство. Добруджанската емиграция, с цената на нови непосилни страдания, ще трябва да заплати тази непозната в историята на никой народ предателска сделка! И добруджанци ще си направят заключението.

Добруджанската емиграция ще трябва да се прости с илюзията да очаква помощ и спасение от българската продажна буржуазия. Тя трябва да поведе смело своята самостоятелна борба за свободата си, разчитайки на собствените си сили и на братската подкрепа на всички потиснати народи по света. Срещу единния фронт на буржуазията, потиснатите народи трябва да издигнат единния фронт на работниците и селяните против международната реакция, макар тя и да е наденала националната гугла!

Заема за бежанците носи нови теглила, нови страдания на добруджанската емиграция и ново санкциониране на техното робство. Той е един партизански заем на Сговора, получен срещу свободата на Добруджа, Македония, Тракия, западните покрайнини и утрешното заробване на България. Заема превръща последната в английска колония; чрез многобройните концесии България се заробва економически; едновременно с това Англия ще иска да я използва като база срещу свободния руски народ, от който преди всичко Добруджа може да очаква и да получи братска мощна подкрепа в борбата за своята независимост.

Заема за бежанците носи робство и разорение и за идните поколения. Той ще тежи върху децата и внуците на добруджанци, македонци, тракийци и ще напомня за едно мрачно и кърваво минало, през огъня на което са минали днешните поколения.

Заема за бежанците е един несжжрушим паметник за предателството на българската буржуазия спрямо националните интереси.

Н. Б. Кандиев

НА ГРОБА НА ДИМО ХАДЖИ ДИМОВ „ХАДЖИЯТА“

Той, който падне в бой за свобода,
той не умира, него жалеят;
земя и небо, звер и природа
и певци песни за него пеят.

Хр. Ботйов

Ето вече близо три години как лежи в черната земя Димо Хаджи Димов — един от титаните на македонската мисъл и дело, идеолога на бившата В. М. Р. О. и един от най-самостоятелните борци за повече социална правда на трудящия се народ в България.

Ето вече близо три години как престъпната ръка на един платен от военната лига убиец, — оръдие на автономистическата банда от разбойници, повали мъртав в една от най-широките улици на София — булевард Христо Ботйов, близо до театър Ренесанс, любима на бедния македонски и български трудов народ.

Ето вече близо три години как той е убит като «изкупителна» жертва за убийството на Тодор Александров. Той е убит по един подъл начин, из за угла, от наемните ексекютори на офицерската лига — македонските вандейци — автономисти Ив. Михайлов и Протогеров, които са най-верните овчарски кучета на жадната за кръв българска буржуазия.

Да, близо три години вече как Хаджията не е между живите борци, които с небивало себеотрицание се борят за да строят тежките окови, в които днешните управници са обковали българския трудов народ.

Да, скоро ще изтекат вече три тежки години от как силите на най-черната реакция в България отнеха живота на един от най-заслужилите синове на македонския народ, който с своето нежно сърдце долавяше воплите и стенанията на своя народ, а с своя дълбок и проникателен ум даваше тон и направление на неговите борби за освобождение. И днес живота на Димо Хаджи Димов е станал истинско народно знаме, под развятия стяг на което се нареждат всички честни и искрени македонски борци, както и всички угнетени и онеправдани. Това знаме, което днес е подето от новата народна организация — В. М. Р. О. (Обединена), плаши всички врагове на поробена Македония, защото то е подето и от всички националности, които живеят в нея.

Българската буржуазия, която уби един от най-любимите водачи на македонския народ, както и един от най-смелите защитници в Народното Събрание на българския трудов народ, който днес пълзяха под ярема на най-страшната кървата диктатура, упражнявана от военната лига, е искала заедно с него да убие и стремлението у роба за повече самостоятелност и свобода, за повече блага и социална правда. Но уви, българската буржуазия остана излъгана в своите мечти!

Въпреки великата загуба, която македонското дело претърпе с смъртта на най-големия негов представител, македонския народ, — било тя, който живее в трите части на своята разпокъсана родина, било тя, които като бежанци се скитат немилни-недраги по разните гари на «майка» България, вместо да плачат и ронят кървави сълзи, вместо да изпадат в униние и отчаяние, днес те с още по-твърди стъпки вървят из стръмния път, който Хаджията им завеща, защото те знаят, че само тоя път ще ги изведе в обетованата земя. Днес те с още по-големи усилия градят своето дело, стягат своите борчески

кадри, а разредените редове се изпълват с хиляди и хиляди нови борци, които с горди глави крачат смело към хоризонта от където очакват изгрева на слънцето — свободата!

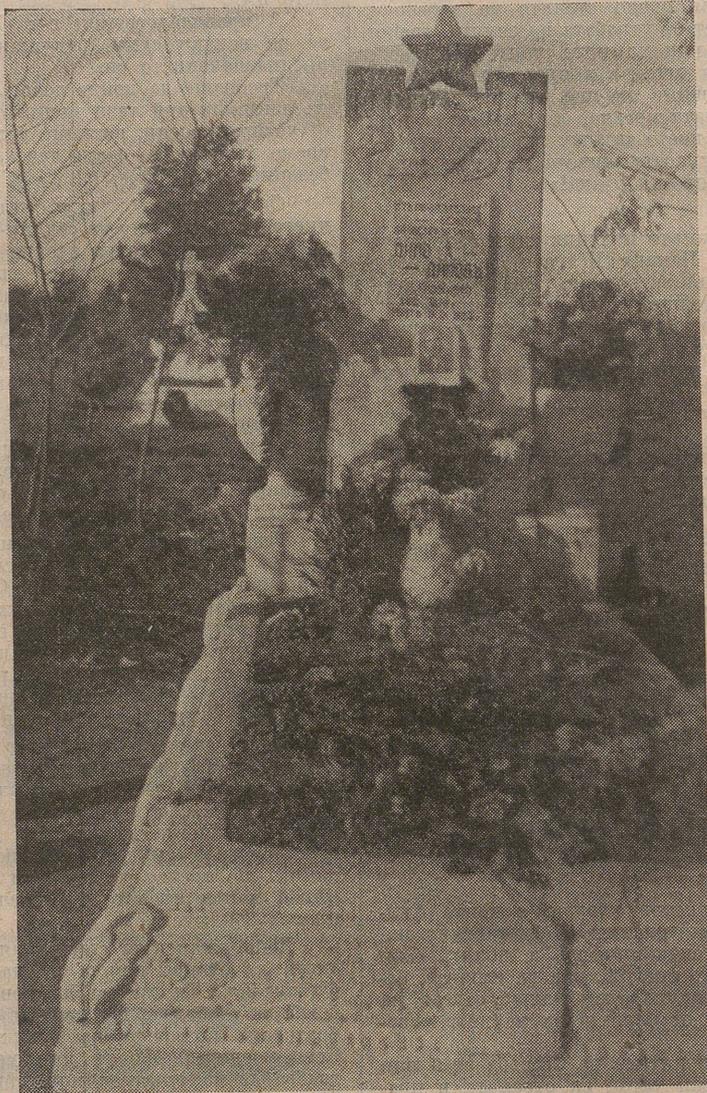
И силни в правотата на своето дело, носители на свобода и красота, неразбиваеми в своите позиции твърди като скала, и въоръжени с непоколебимата вера, че не е далеч деня, когато слънцето на свободата ще огрее най-сетне и земята на техните деди, те издигат още по-високо светлото и чисто знаме на Хаджията: автономна Македония и Балканска Федеративна Република.

Оставайки верни на неговия идеал, те с още по-голям жар вървят по неговите кървави стъпки, като се ръководят в своята борба от неговия личен пример на себеотрицание. И ето защо, те никога нема да изгубят светилника в живота, смисъла на който се състои в борба за повече свобода и блага, защото Хаджията беше наистина един грамаден фар, който и в най-тъмните нощи ярко осветляваше с своята светлина стръмния път на техната голгота.

И днес, близо вече три години от неговата трагична смърт, група безименни борци за свободата на Македония, деца на бедния македонски народ, в разгара на най-страшната гражданска война, когато организацията на Ив. Михайлов и Протогеров, тая мафия от професионални убийци избиваше децата на собствения си народ, тази група от безименни борци, само за една нощ, издигнаха над гроба на своя мил и незабравим учител, един скромен, но величествен по своя замисъл и изпълен с съдържание паметник, на който ясно се очертава следният надпис: «От почитателите бежанци на безсмъртния Димо Хаджи Димов — «Хаджията», роден в 1878 г., убит на 13 септември 1924 г.»

И днес, когато неколко македонци — емигранти или бежанци, или когато неколко българци — работници или селянин, в ранни зори или привечер, когато слънцето изгрева и захожда, отиде в Софийските гробища и за момент се спре пред гроба, където почива свещенния прах на този, който посвети целия си

живот в безкоризнена служба не само на своя поробен народ, но и на всички угнетени и онеправдани, там той ще долови трепета на белите криле на септемврийските нощи, когато 20.000 български граждани, работници и селянин, лекари и инженери, учители и учителки, студенти и студентки, ученици и ученички бяха избити по един вероломен и мистериозен начин из различни затвори на страната, обществените безопасности, при ранили «опити за бегство» или «изчезнали безследно» от тях, които управляват днес нещастна България. Там той ще долови воплите и стенанията на поробена Македония и на удавената в кръв България. А в светлия образ на Димо Хаджи Димов, който е поставен в средата на паметника, той ще открие страшната голгота на Македония, по пътя на която македонския народ влачи в продължение на десетки години кървата на своето разпятие. Но там той ще види и това, което валяло за защита на държавата не позволява да се види. Там, на върха на тоя паметник, всред огнено сияние, трепти една 5-жълта звезда, която с своята пурпурна светлина сочи на всички угнетени и онеправдани роби и народи, пътя на техния освобождение: въоръженото въстание — Революцията! А в фона на тая трептяща звезда ясно се очертава силуета на сжрпа



тка, емблемата на свещения съюз между работника и селянина, който днес за първи път е получил своето воплощение в лика на великия Съюз на Свободните Социалистически Републики! Освен това, там той ще долови и един подземен глас, който иде из незнайните дълбини на майката земя, в утробата и прегръдките на която лежат нейните най-хубави деца. Тоя глас, носен от леките криле на зефира, бавно се разнася из простора и лети от град на град, от село на село, от колиба до колиба и зове всички верни синове на поробения македонски народ и тия на българския отруден народ да продължат до последна победа борбата с узурпаторите на народните свободи, тоя глас, ехото на който се разнася из всички краища на света, нема да отекне, до като не паднат от власт кървавите правници в България.

Българския фашизм, както и неговите най-верни копои — македонските вандейци — автономисти, които посегнаха на тоя лик за македонското дело мъченик — Димо Хаджи Димов, както и на плеадата честни и самоотвержени борци на изтерзания македонски народ, искаха да погребат заедно с неговата смърт и неговото велико и безсмъртно дело, да го изкоренят и сърцата и душите на хилядите роби, отсам и отатък Рила, в които Хаджията неуморно се борѝ в продължение на повече от четвърт век, до като най-сетне и своите кости сложѝ. Но те останаха излжани в своите надежди. Не се гаси туй що те гасне!

Вие изверги и убийци на македонския и български народ, вие, които избихте цвета на българското племе, вие успеете да убиете физически Хаджията, като превърнахте неговото нежно и слабо тело в безжизнен труп, в прах, но вие не можахте да убиете най-главното в него: неговия безсмъртен дух; вие не можахте да убиете неговото дело, защото то е дело на целия

македонски и български народ. Наистина, вие убихте 20.000 български работници, селяни, интеллигенти и македонски революционери, вие можете да изколите още 20.000, още 100.000 български граждани, но все пак вие не ще можете да убиете неговото дело, защото то е самия живот. А кажете, палачи, кой може да убие живота? Кой може да спре колелото да не се върти? Кой може да спре слънцето да не свети! Кой може да отнеме въздуха на хората! — Никои! Вие не ще можете никога да изкорените делото на Хаджията, защото то е пуснало дълбоки корени в измъчената душа на българския народ. Не, хиляди пъти, не! Вие — убийците на своя народ ще измрете като последни негодяи и като Каина, който уби брата си, ще си останете само с позора на челата на вечни времена, а народа — той не умира, той ще живее до като свет светува.

И един ден, когато народа свободно си одъхне, когато той ще може свободно да диша въздуха на свободата и да се радва на радостта на живота, тогава той ще отдаде всекому заслуженото. Той и сега, както виждате, не забравя своите синове, както не е забравил и своя учител — Хаджията, па и всички, които са паднали в борбата за неговата свобода и благоденствие. Но същевременно той нема да забрави и вас — убийците. О, бъдете спокойни! Той ще ви плати и то скъпо и прескъпо! Народа забавя, но не забравя. Тежко и торко на този, който е дигнал ръка срещу народа. Той ще ви плати, ще ви плати. Той и сега плаща: на едни той издига паметници, а на други като вас — убийци, той ви удостоява с своето проклятие на вечни времена.

Поклон пред скъпата памет на великия борец за свободата!
Проклятие и анатема на убийците на Хаджията!

П. Карски

Конгреса на македонските върховисти и фашисти в България

В България има една многочислена емиграция — 150 хиляди души; освен нея там има около 150 хиляди бежанци. Като се прибави към тая цифра числото на жителите в частта на Македония под българска власт — Петричкия окръг, около 800.000 души, то ще видим, че сега в България живеят всичко около 500.000 македонци. Тая македонска маса всекога се е проявявала политически; тя е участвувала в борбите на македонския народ за освобождение.

След световната война, емиграцията и бежанците в България и македонския народ в Петричкия окръг продължаваха да проявяват свободно своите искания и стремления. Те имаха възможност да участвуват като български граждани не само в обществения живот на страната, но и да се организират в дружества и комитети и да се борят за облекчението и подобропозитието на своето положение и да подпомагат борбите на целия македонски народ за освобождение и обединение. С установяването на фашисткия режим в България се тури край на това положение.

Македонските дружества в България, които си беха поставили за задача да запазят самостоятелността и независимостта на македонското движение от българското правителство и от всички балкански правителства, които се стремеха да бъдат в македонските маси македонско, а не българско, съзнание и да работят с всички потиснати народи на Балканите за освобождението и обединението на Македония и за федерирането на всички балкански народи — беха разтурени, или превзети, и съдействието на властта, от македонци, привърженици на новото правителство. Само Илинденската организация и Националният комитет (така се преименува Изпълнителния комитет на братствата) продължиха да съществуват и след преврата. В тия дружества се водеше борба за надмощие между партизаните на самостоятелността на македонското освободително движение и на Балканската Федерация и тия, които искаха да подчинят това движение на целите на фашистката власт в България. Тая борба продължи една година, до като през ноември 1924 г., след като беха избити стотина души измежду водителите на първото течение, тия организации беха обесени от македонските фашисти и върховисти. От тая дата насетне македонците в България не могат да изразяват свободно своите мисли. Илинденската организация и Националният комитет се превърнаха в послушни на българското правителство организации, които то използуваше и продължава да използува за целите на своята вътрешна и външна политика. Тия организации за сега са единствените македонски организации в България. Ние подчертаваме, че македонската емиграция и бежанци в тая страна немаат нищо общо с тех, което ще се види от това, което следва.

*

Илинденската организация и тая на македонските благотворителни братства държат всека година своите конгреси.

Неотдавна, през втората половина на м. февруари такъв конгрес държа организацията на македонските братства.

Тая организация нарича себе си организация на македонската емиграция; тя претендира да говори от името на целата македонска емиграция, т. е. от името на 300 хиляди македонски емигранти и бежанци (Македонците от Петричкия окръг не участвуват в техния конгрес, защото тия македонци са били реализирали вече своя идеал — присъединението към България).

Но какво в същност представлява тая организация?

В цела България тя имала, според техния отчет, 152 дружества. Броя на членовете е неизвестен. Знае се само, че повечето от нейните дружества имат номинално по 20—30 до 50 членове. Много малко са дружествата с по 100—200 и повече записани членове. Казваме номинално и записани членове на дружествата, защото принадлежността на тия членове в дружествата се изчерпва с плащане на членски вноски и участие в разни манифестации — панахиди, молебени и редко протести против сръбското и гръцко правителство. Броя на членовете на тая организация не съставлява повече от 2 до 3 % от количеството на емиграцията и бежанците в България.

Разгледаме ли състава на тая организация, то ще констатираме, че в нея участвуват на първо място македонските чорбаджии: банкери, едри търговци, спекуланти, лихвари, изобщо народни потосмукачи, паразити. Това са хора, които са емигрирали в България преди 30—40 години и на гърба на българския трудов народ и македонските селяни и работници емигранти са натрупали богатства. С Македония те немаат нищо общо, освен това, че там са се родили. Болките, страданията и стремленията на македонския народ за тех са били винаги чужди. Това са хора, които съставляваха ядката на едновременния Върховен комитет в София. Това са били вечните крепители на най-черната реакция в България. Те днес са най-активните поддръжници на воено-фашистката диктатура в България.

В тая организация участвуват, като «водачи», «идеолози» разни македонски интеллигенти повечето от които са получили своето образование при материалната издръжка на българската екзархия и българските правителства. Това са едновременните екзархийски инспектори, владци и архиерейски наместници, които на времето подкрепяха всеко извършено насиение над македонски българи, не съгласни с политиката на българското правителство (такива българи те квалифицираха и квалифицираха обикновено «предатели», «родоотстъпници»), над македонци — небългари, само защото не са били българи и изобщо над българи, които се борят против политиката на властимающите в България. Това са хора, които, даже когато са участвували в старата Вътрешна революционна организация, са прокарвали политиката на вярховизма, т. е. на българското правителство. В България тая маса от интеллигенти или по-право от полунинтелигенти, защото тоя род интеллигенти са умствено най-ограничените хора измежду интеллигенцията в България, всекога е била най-лакеевата, най-реакционната в еред интеллигенцията в тая страна.

Това са то македонците, които ръководят Националния комитет на македонските братства. Те владят след себе си и

македонци, които по социален състав не принадлежат към тех. Големите търговци, спекуланти, предприемачи, банкери, лихвари, разни директори и началници на разни държавни служби, благодарение на своето материално и служебно положение и на връзките си с правителството влячат след себе и такива македонци, които са в материална зависимост от тех: дребни търговци, еснафи, селяни, работници и службогонски елемент; с демагогия и измама те успеват да се представят пред инак честни македонски еснафи, работници и селяни като радетели за освобождението на Македония, да ги заблуждават и да ги «записват» в техната организация. Това е то организацията на македонските братства. И тая организация нарича своя конгрес — конгрес на македонската емиграция и бежания в България!

Македонските маси в България стоят на страна от тая реакционна, върховистка и фашистка организация. При всичките репресивни мерки, които нейните ръководители вземат по отношение на тех, за да участвуват в техната организация, македонските емигранти и бежанци в България не желаят да участвуват в нея, защото те са против политиката, която нейните дирижйори преследват, те се отвращават от техните дела. Македонските маси в България знаят, че тия дирижйори работят в шжно единодушие с фашисткото правителство, като прокарат неговата противонародна, кървава и предателска спрямо интересите на македонския народ политика.

Състоялия се конгрес дава маса доказателства за потвърждение на това, което ние току що изтъкнахме.

Едно от доказателствата ние виждаме в лицата, които са ръководили конгреса. Така, главния ръководител на тоя конгрес бе г. Кулишев, директор на правителствения вестник Македония, който се нарича орган на «македонската емиграция»; преди да бъде назначен за директор на тоя вестник, тоя господин беше директор на в. Слово, орган на спекулантите и банкерите, които са едни от стълбовете на фашисткото правителство, и главен редактор на правителствения в-к Свободна реч, най-мръсният провокаторски лист, какъвто е съществувал некога в България.

Политическите резолюции на конгреса са били изработени и докладвани от този господин.

Резолюциите на конгреса са много, около десетина (Това е било нужно, види се, за да могат неговите дирижйори с количеството на резолюциите да импонират пред неориентирани в работите на тая организация хора). Това са предимно верноподанически молби до великите сили, Обществото на Народите, радетелите на световния мир и българското правителство; между тех има и такива против гръцкото и сръбско правителства, а също тъй и до потиснатите народи в Югославия.

В резолюциите и в произнесените в конгреса речи, когато се говори за македонци, се разбира единствено македонските българи в Македония под Гърция и Сърбия. За другите народности в Македония не се казва нито дума; за населението в Македония под България — също тъй не се споменава нито дума.

Резолюциите отговарят напълно на политиката на българското правителство. Базата на която е застанал конгреса — това са «мирните договори» (На същата база стои и правителството на Ляпчев). Конгреса не е посмел да издигне даже лозунга за освобождението и обединението на разпокъсаната между Сърбия, Гърция и България, Македония и образуването на една самостоятелна политическа единица: конгреса не е посмел да спомене, че техната организация ще се бори за Независима Македония. И понеже на всеки оратор е било предварително казано какво да говори, то и никой оратор не се е решил да спомене лозунга, който стои в устава на тая организация: Независима Македония. За Балканска Федерация и дума не е станало, разбира се, в тоя конгрес, защото този лозунг не съответствува на политиката на българското правителство. Ако конгреса би издигнал лозунга за Балканска Федерация, с това тая организация би трябвало да признае, че борбата която разните национални и национал-революционни организации на Балканите водят, както и тая на нашия вестник, е правилна, че тя е единствено оправдана, изхождайки от интересите на македонския народ и от тия на другите потиснати народи на Балканите (За куриоз, нека споменем, че съгласно устава на тая организация, тя се бори не само за Независима Македония, но и за Балканска Федерация).

Надеждите на конгреса са изключително в империалистическото и фашистко българско правителство. Резолюцията до потиснатите народи в Югославия служи само за декорация, за да може тая организация да минава пред несъзнателните македонци в България и в частите на Македония под Сърбия и Гърция, че тя се бори за «освобождението» на македонските българи в Гърция и Сърбия, т. е. за придобиването на културни и училищни права на българите там. Дирижйорите на конгреса отлично знаят, че потиснатите народи в Югославия, както и тия в България, Гърция и Ромъния са на фронта на освобождението, за Балканска Федерация, следователно те не могат да разчитат на никакво сътрудничество с тия народи, но казахме, целта им не е била да имат това сътрудничество, а да правят диверсия. Потиснатите народи в Югославия и в останалия Балкан знаят, че дирижйорите на Националния комитет, както и тия на В. М. Р. О. и на Илинденската организация са на фронта на балканската реакция и фашизм. За да бъде по-ясна характеристиката за тая организация и за нейния конгрес, нека споменем, че конгреса беше възторжено посрещнат от фашисткия печат в България и поздравен от фашистките организации «Родна защита» и тая на занасните офицери. И за да бъде картината още по-пълна, нека укажем още, че речта на председателя на последната организация, чиито главни ръководители са министрите убийци Кимон Георгиев и Славейко Василев, депутата Никола Кямилев, убиеца на Дочо Михайлов и другарите му, и др., е била изслушана на крака от конгреса и председателя на последния е отговорил с една раболепна реч по отношение на офицерите.

Марсел Валтер

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

ΕΝΑ ΙΣΤΟΡΙΚΟ ΓΕΓΟΝΟΣ

ΤΟ ΑΝΤΙΙΜΠΕΡΙΑΛΙΣΤΙΚΟ ΣΥΝΕΔΡΙΟ ΤΩΝ ΒΡΥΞΕΛΛΩΝ

Τὸ ἐνιαῖο μέτωπο τῶν ἐργατικῶν μαζῶν καὶ τῶν καταπιεζομένων λαῶν ὅλου τοῦ κόσμου

Ὁ ἱμπεριαλισμὸς ἀνεφάνη πρὸ 40 ἢ 50 ἐτῶν. Εἶναι ἡ πρὸ μοντέρνα μορφή τῆς καπιταλιστικῆς ἐκμετάλλευσης.

Ἀπὸ τὸ τελευταῖο τέταρτο τοῦ περασμένου αἰῶνα τὰ μεγάλα καπιταλιστικά κράτη τοῦ κόσμου ὅλου ἐρριχθῆκαν σὲ ἓνα ἱλιγγιώδη δρόμο πρὸς τὴν καταχτήσιν ἀποικιῶν. Ἔως ἐκεῖνον τὸν καιρὸ, μονάχα ἡ Ἀγγλία, ἡ Ρωσία καὶ ἐν μέρει καὶ ἡ Γαλλία, ἀνήμεσα στὶς μεγάλες καπιταλιστικὲς χώρες, ἦταν πρὸ εἶχαν ἀποικίες. Ἀπὸ τὰ 1884 ὡς τὰ 1900 ἐνεφανίσθησαν στὴ σκηνὴ καὶ ἡ Γερμανία καὶ οἱ Ἡνωμένες Πολιτεῖες τῆς Βορείου Ἀμερικῆς καὶ ἡ Ἰαπωνία. Μέσα σ' αὐτὴν τὴν περίοδο ἐκαταχτήθησαν στὴν Ἀσία, Ἀφρική καὶ Ἀμερική ἐκτάσεις μὲ πληθυσμὸ 57 ἑκατομμυρίων.

Ἀργότερα, οἱ καταχτητικὲς βλέψεις ἐξηκολούθησαν καὶ μάλιστα ἐδυνάμωσαν. Τὰ ἱμπεριαλιστικά κράτη ἰδιοποιούσαν καινούργιες ἐκτάσεις καὶ ἐκεῖ ὅπου δὲν μπορούσαν νὰ καταχτήσουν ἀποικίες ἐπρόσπαθούσαν νὰ ἐξαπλώσουν καὶ νὰ δυνάμωσουν τὴν οἰκονομικὴ καὶ πολιτικὴ τους ἐπιρροή.

Ἔως τὸν παγκόσμιον πόλεμον, οἱ ἀποικίες τῶν μεγάλων καὶ τῶν μικρῶν ἱμπεριαλιστικῶν κρατῶν ἐφθασαν νὰ ἔχουν ἐκτασὴ 65 ἑκατομμυρίων τετρ. χιλιομ., καὶ πληθυσμὸ 523 ἑκατομμυρίων. Οἱ ἀποικιακοὶ λαοὶ ἀποτελοῦν ἔτσι τὸ ἓνα τρίτο τοῦ γηγένου πληθυσμοῦ. Ἀλλὰ ἐκτὸς τῶν ἀποικιῶν, ὑπῆρχαν χώρες ὅπως ἡ Κίνα, ἡ Περσία, ἡ Τουρκία, ἡ Βαλκανική, πρὸ βρισκόνταν στὴν κατάστασιν μισο-

των. Και σ' αυτές τις χώρες έζούσαν παραπάνω από 450 εκατομμύρια κάτοικοι.

Υστερα από τον μεγάλο ιμπεριαλιστικό πόλεμο, η κατάσταση άλλαξε. Οι άποικιακοί λαοί που έλαβαν μέρος ενεργό στον πόλεμο, και που ύστερα από το τέλος του μακελειού αυτού επήρανε τις δυνάμεις της Αντάντ κάτι χαρτιά που περιείχαν επίσημες βεβαιώσεις πως θα ήμπορούσαν ελεύθερα να αυτοδιαθέτουν τα δικαιώματά τους, στην πραγματικότητα είδανε πως δεν άλλαξαν παρά τους κυρίους των. Οι άποικίες της Γερμανίας εδαιομοιράστηκαν στους ιμπεριαλιστικούς λύκους. Και ακόμα παραπάνω: λαοί που ήταν ανεξάρτητοι ή σχεδόν ανεξάρτητοι υπετάχθηκαν από τους ιμπεριαλιστές: ο Λίβανος, η Μεσοποταμία, η Χερζάζ, η Γιερένη, κ.λπ. Αιτία, το Μαυροβούνιο και άλλες χώρες ακόμα έπλακώθηκαν από το βαρύ πέλαμα του ιμπεριαλισμού.

Όσον αφορά το καθεστώς στις άποικίες — έμεινε το ίδιο. Μια αλλαγή δέν έγινε στις σχέσεις μεταξύ των ιμπεριαλιστικών δυνάμεων και των άποικιακών λαών. Το άπαισιο καθεστώς της εκμετάλλευσης, της ανισότητας, της κλοπής, της ληστείας, που ύφίστατο στους άποικιακούς λαούς, εξακολούθει και σε μεγαλύτερο βαθμό. Οι τάσεις να αποκτήσει περισσότερο κέρδος, να γίνει μεγαλύτερη ή εκμετάλλευση των άποικιακών χωρικών και του εργατή ενετάθησαν περισσότερο. Το παρασιτικό κεφάλαιο έχει στα χέρια του τη ζωή και την περιουσία των άποικιακών πληθυσμών. Τα όργανά του: οι διοικητικές, οι στρατιωτικές και φορολογικές αρχές, είναι παντα οι άπόλυτοι κύριοι. Οι άποικιακοί λαοί, οι φυλακισμένοι και ακόμα οι δολοφονίες ιθαγενών υπόπτων για μιá έστω και παραμικρή παράβαση των δραστηριοτήτων των άποικιακών αρχών, είναι πράγματα συνειθισμένα. Τα όργανα των εργατών στα έργοστάσια των ευρωπαϊκών, αμερικανικών και ιαπωνικών καπιταλιστών, είναι γελοία μικροί. Το δικαίωμα της απεργίας, συνεταιρισμού, συνλεύσεως, ή έλευθεροτυπία, δέν ύφίστανται στους λαούς αυτούς. Όπως αναφέραμε, οι ιμπεριαλιστές δέν αφήνουν άλλη δουλειά από το να αυξάνουν τα κέρδη τους, να κλέβουν τις γαίες των χωρικών, να εκμεταλλεύονται τους φυσικούς πόρους της χώρας ιδιοποιούμενοι τα όρυχία, τα δάση κτλ. — και να χρηματίζονται και πάλι να χρηματίζονται.

Μά και οι άποικιακοί λαοί έφθασαν στο τέλος της ύπομονής τους. Υπό την επίδραση της Ρωσικής Έπανάστασης, οι λαοί αυτοί άρχισαν να εκφράζουν την διαμαρτυρία τους και την αγανάκτησή τους, με στάσεις, με επαναστάσεις. Βλέπουμε τα τελευταία πέντε ή έξι χρόνια να ξεσπούν σε πολλές άποικιακές χώρες ένοπλα επαναστάσεις, επαναστάσεις μεγάλης κλίμακος: στο Μαρόκο, στις Ινδίες, στην Ινδονησία, στη Συρία. Η μισοάποικιακή Τουρκία έξυπνησε. Αποκτήθηκε, επέτυχε να χειραφετηθεί, και ενεθάρρυνε έτσι και τους άποικιακούς και μισοάποικιακούς λαούς της Άσίας στον άγώνα τους κατά του Ιμπεριαλισμού της Δύσεως. Το παράδειγμα της Τουρκίας ακολούθησεν η Κίνα. Σε ένα χρονικό διάστημα δύο ετών, οι επαναστάσεις της άπεραντης αυτής χώρας των 400 εκατομμυρίων κατοίκων επέτυχαν να καταφέρουν ένα γερό χτύπημα στα ιμπεριαλιστικά αυτά κράτη χτυπώντας τα όργανά τους: τους διαφόρους μισοαποικιακούς άρχηγούς. Το ήμισυ της άπεραντης εκτάσεως της Κίνας βρίσκεται τώρα στα χέρια τους, και η δύναμή τους, είναι η δύναμη των άγροτών, των εργατών, των διανοομένων και των εργατών και βιομηχάνων που πολεμούν επίσης για την εθνική τους ελευθέρωση.

Η Ρωσική Έπανάσταση που κατεστύριψε τη δύναμη του ιμπεριαλισμού και της Μπουρζουαζίας, που έλευθέρωσε το χωρικό, που επέτυχε το δικαίωμα της αυτοδιάθεσης των λαών — από τη μιá μεριά και η κινεζική επανάσταση που άπειλει την ύπαρξη αυτήν του ιμπεριαλιστικών κρατών ως τοιούτων — από την άλλη μεριά, είναι αιτία να ξεσπάσει ένας άκράτητος ένθουσιασμός για τον άγώνα εναντίον στους άποικιακούς και μισοάποικιακούς λαούς. Και μιá εκδήλωση του μαχητικού αυτού ένθουσιασμού, ήταν το συνέδριο των Βρυξελλών που έλαβε χώραν πρό λίγων εβδομάδων.

* * *

Ένα μεγάλο ιστορικό γεγονός συνέβηκε κατά το πρώτο ήμισυ του Φεβρουαρίου (από τις 10—15) του έτους αυτού. Στις Βρυξέλλες έλαβε χώραν το πρώτο συνέδριο κατά του ιμπεριαλισμού και της άποικιακής καταπίεσεως. Για πρώτη φορά στην ιστορία συνήλθαν αντιπροσώποι των άποικιακών λαών όλου του κόσμου σε ένα συνέδριο που διεκήρυξαν τη θέλησή τους να πολεμήσουν όλο και πιο δυνατά κατά του ιμπεριαλισμού και της άποικιακής καταπίεσης. Και, στο

πλάγι τους, συμμετέχοντας του Συνεδρίου, έβλεπε κανείς τους αντιπροσώπους των γερών πολιτικών και συνδικαλιστικών οργανώσεων των εργατών και μερικών πασιφιστικών οργανώσεων της Ευρώπης, και τους εξέχοντες αντιπροσώπους της σκέψης και της επιστήμης του πολιτισμένου κόσμου.

Τα άποικιακά ζητήματα έσυζητήθηκαν αρκετά συχνά ως τα τώρα στα σοσιαλιστικά διεθνή συνέδρια, και έχει παρουσιάσει, ιδιαίτερα η άριστερα, προτάσεις για να τεθεί πέρας στην άποικιακή καταπίεση, επίσης έχουν ληφθεί ως τώρα και πολλές αποφάσεις για το ζήτημα αυτό. Άλλά οι άποικιακοί λαοί οι ίδιοι είχαν σταθεί ως τα τώρα παράμερα — αν έξαιρέσουμε το συνέδριο του Άμστερνταμ στα 1904, αλλά και εκεί δέν ήταν παρά δυο μόνο αντιπρόσωποι: δύο λαών: 'Ο Καταγιάμα και ένας Ινδός. Οι αποφάσεις που έγιναν δεκτές από τα συνέδρια αυτά δέν είχαν πάντα παρά μάλλον ένα θεωρητικό χαρακτήρα.

Υστερα από τον πόλεμο, ύστερα από τον ίδρυση της Κομμουνιστικής Διεθνούς, η τελευταία κατέγινε επίσημα με την κατάσταση των άποικιακών λαών και εκήρυξε κατηγορηματικά το δικαίωμά τους για μιá πλήρη και άκέραιη εθνική ανεξαρτησία. Τρία χρόνια ύστερα από την Ρωσική Έπανάσταση, έγινε ένα συνέδριο στο Βακού που συνήνωσε αντιπροσώπους των λαών της Άνατολής, της Άσίας. Άλλά τώρα, στο συνέδριο τούτο των Βρυξελλών είδαμε, μολονότι αυτό οργανώθηκε σε ένα πολύ μικρό χρονικό διάστημα, αντιπροσώπους σχεδόν όλων των άποικιακών και μισοάποικιακών χωρών όλου του κόσμου. Στο συνέδριο ήταν αντιπροσωπευμένες 134 'Οργανώσεις με 174 αντιπροσώπους, από αυτούς καμμιά έκατοστή ήταν αντιπρόσωποι άποικιακών χωρών, οι άλλοι αντιπροσώπευαν γερές οργανώσεις πολιτικές και συνδικαλιστικές, και μερικοί, οργανώσεις πασιφιστικές και προεξέχοντες ευρωπαίοι διανοούμενοι είχαν φέρει στο συνέδριο αυτό το κύρος της προσωπικότητός των και του λόγου των. Στο συνέδριο αυτό το ιστορικό έλαβαν μέρος αντιπρόσωποι της Κίνας — αντιπρόσωποι της κυβερνήσεως της Καντών, του εθνικού στρατού της Καντών, του εθνικοεπαναστατικού κόμματος Κουομιντάνγκ, και των πολλών του τμημάτων στις Ευρωπαϊκές χώρες, επαγγελματιών ένώσεων, της Ένώσεως των Σπουδαστών της Καντών αντιπρόσωποι των Ινδιών — αντιπρόσωποι του Πανινδικού εθνικού Συνεδρίου, των επαγγελματιών ένώσεων της Κευλάνης, και των ινδών σπουδαστών στο έξωτερικό: αντιπρόσωποι της Ινδοκίνας, της Ινδονησίας, της Ιαπωνίας, της Κορέας, των Φιλιππινών, της Συρίας, της Άραβίας, της Παλαιστίνης, της Περσίας, της Αιγύπτου, της Βενεζουέλας, του Μεξικού, του Χαϊτί, της Κούβας, του Πορτορίκο, της Άλγερίας, του Μαρόκου, της Τύνιδος, της δυτικής Άφρικής, της νοτίου Άφρικής (Κάπ, Τράνσβαλ, Ουράγγης, Νατάλ) κ.τ.λ. κ.τ.λ. Μεταξύ των αντιπροσώπων τούτων υπήρχαν πολλοί άπεσταλμένοι επαγγελματιών ένώσεων των χωρών αυτών. Στο συνέδριο έλαβαν μέρος αντιπρόσωποι όλων των εκατομμυρίων εργατών συνδικαλιστικά οργανωμένων.

Από τους ευρωπαίους που έλαβαν μέρος αναφέραμε τους: Άνρ' Μπαρμπυς, Βερνσέ (γενικός γραμματέας της Διεθνούς των Εργατών Έκπαιδύσεως) — Γαλλία: Έντο Φίμμεν (γενικός γραμματέας της Διεθνούς των εργατών Μεταφορών) και Ανριέτ Ρολάν-Χόλστ — 'Ολλανδία: Λάνσμπουρ, Μπρόκουαίη (γενικός γραμματέας του Άνεξαρτήτου Εργατικού Κόμματος), Μπέκετ, Ουίλκινσον, Πόλλιττ, Μάκ Μάνους, Μπρόουν (γενικός γραμματέας της Διεθνούς της Άμστερνταμ) — Άγγλία: Μαρτώ, Ζεράρ — Βέλγιο: Γκέωργ Λέντεμπουργκ, Βίλλυ Μύντσενμπεργκ, οι καθηγητές Άϊνσταϊν και Λέσσινγκ, Έλένη Στόκερ, Έρνστ Τόλλερ — Γερμανία: κ.τ.λ. Πολλές εξέχουσες ευρωπαϊκές προσωπικότητες, που έμποδίστηκαν να λάβουν μέρος στο συνέδριο, όπως ο Βίκτωρ Μαργκερίτ, Κουκ, και άλλοι, έστειλαν δείγματα της συμπαθείας και της αλληλεγγύης τους με το συνέδριο.

Άφου ήκουσε τις εκθέσεις επί της καταστάσεως των διαφόρων άποικιακών και μισοάποικιακών λαών, επί του ιμπεριαλισμού και του εργατικού κινήματος, επί της ύποστηρίξεως που πρέπει να δώσει η εργατική τάξη όλου του κόσμου στο άπελευθερωτικό κίνημα στις άποικίες και τις μισοάποικίες, επί της συνδυάσεως του εθνικού άπελευθερωτικού κινήματος με τους κοινωνικούς άγώνες στις χώρες αυτές, το συνέδριο έπηρε επί τούτοις αποφάσεις και άποφάσεις να μετασχηματίσει τις διάφορες Ένώσεις κατά της άποικιακής καταπίεσεως και των άποικιακών άγριοτήτων σε μιá Παγκόσμια 'Οργάνωση πάλης κατά του ιμπεριαλισμού και για την εθνική ανεξαρτησία. Στο τέλος, το συνέδριο έτόιμασε ένα Μανφέστο (ήδη

έχει δημοσιευθεί) κατά τῆς ἀποικιακῆς καταπίεσεως, ὅπου, ἀπευθύνει θερμὴν ἐκκλήσιν σὲ ὄλους τοὺς καταπιεζομένους λαοὺς νὰ συμμετάσχουν σ' αὐτὴν τὴν Ἐνωσὴ καὶ νὰ ἐνωθοῦν γιὰ τὸν κοινὸν ἀγῶνα.

* * *

Μεγάλο ἐνδιαφέρον εἶχαν οἱ ἐκθέσεις τῶν ἀποικιακῶν ἀντιπροσώπων ἐπὶ τῆς καταστάσεως τῶν λαῶν τους καὶ οἱ δηλώσεις τῶν ἀντιπροσώπων τῶν εὐρωπαϊκῶν ἐργατῶν.

Οἱ εἰκόνας ποὺ μᾶς ἐζωγράρισαν οἱ ἀποικιακοὶ ἀντιπρόσωποι ἦταν φορικώδεις. Νὰ μερικὲς περιχοπές:

— Ὁ πλοῦτος τῆς χώρας μας βρίσκεται στὰ χέρια μιᾶς ἐλάχιστης μειονότητος, τῶν καπιταλιστῶν· ὀλόκληρη ἡ οἰκονομικὴ ζωὴ ἐκατομμυρίων ἀνθρώπων ἐξαρτᾶται ἀπ' αὐτοὺς· πραγματοποιοῦν μυθώδη κέρδη· τὰ τοκομερίδια τῶν καπιταλιστικῶν ἐπιχειρήσεων ἦταν 40% στὰ 1914, 125% στὰ 1920, 200% στὰ 1925, οἱ μισθοὶ τῶν ἐργατῶν εἶναι τιποτένιοι: 2—2½ γαλλικὰ φράγκα τὴν ἡμέρα. (Ἰνδοκίνα, γαλλικὴ ἀποικία, 19 ἐκατομμυρίων κατοίκων.)

— Ἐνα καθεστὸς σατραπικὸ ὡς τὸν ἔσχατο βαθμὸν βομβαρδισμοὶ πόλεων καὶ χωριῶν, φόνου παιδιῶν, ἐξβιασμοὶ καὶ φόνου γυναικῶν (Συρία, γαλλικὸ προτεκτοράτο.)

— Κανένα δικαίωμα ὀργανώσεως, ἀπεργίας· 11—12 ὥρες δουλειᾶ· ἡ ἀγοραστικὴ δύναμη τοῦ πληθυσμοῦ χαμηλῶτατη, οἱ μισθοὶ εἶναι τὸ 1/6 τῶν πιδ μικρῶν μισθῶν τῆς Εὐρώπης· 95% τοῦ πληθυσμοῦ εἶναι ἀναλόφρητοι. (Ὀλλανδικῆς, Ἰνδίας, 49 ἐκατομμυρίων κάτοικοι.)

— Ὀλόκληρο τὸ ἐμπόριο βρίσκεται στὰ χέρια καπιταλιστῶν γι�πωνέζων· μονάχα ἀπὸ τὰ ἀνθρακωρυχεῖα ἐκέρδισαν πέρου 50 ἐκατομμύρια μάρκα· ἀπὸ τὴν ἄλλη μεριὰ μιὰ ἰθαγενῆς οἰκογένεια ἀπὸ πέντε ἄτομα κερδίζει πάνω κάτω 200 μάρκα τὸ χρόνο. Τὰ παιδιὰ μας εἶναι υποχρεωμένα νὰ πηγαίνουν σὲ σχολεῖα γι�πωνέζικα, καμμιὰ ἐφημερίδα ἢ βιβλίον δὲν τυπώνεται στὴ γλῶσσα μας, καὶ ἐν τούτοις εἴμαστε ἕνας λαὸς ποὺ διαφέρουμε ἀπὸ τοὺς γι�πωνέζους, μὲ μιὰ διαφορτικὴ κουλτοῦρ. (Κορέα, γι�πωνέζικη ἀποικία, 17 ἐκατομμυρίων κάτοικοι.)

Οἱ ἀμερικανοὶ καπιταλιστῆς ἔστρεψαν τὴν προσοχὴ τους πρὸς τὴν χώραμας. Τὰ τράστ τους ἔχουν ἀγοράσει σὲ ἐξτελειστικὲς τιμὲς τὰ κτήματα τῶν μεγάλων γαιοκτημόνων γιὰ νὰ ἐκμεταλλεθοῦνε τὸν πληθυσμὸν. Μονάχα ἀγωνιζόμενοι κατὰ τοῦ ἀμερικανικοῦ καπιταλισμοῦ θὰ μπορέσουμε νὰ κάμουμε νὰ ὠφεληθῆ ὄλος ὁ κόσμος ἀπὸ τὸν πλοῦτο τῆς χώρας μας. (Μεξικό.)

— Ζητοῦμε ἀνθρωπινὰ δικαιώματα καὶ τὴ διατήρησιν τῆς ἀξιοπρεπείας μας· ζητοῦμε νὰ ἀντιπροσωπεύμαστε στὸ κοινοβούλιο· ζητοῦμε μιὰ δίκαιη κατανομὴ τῶν γαιῶν (χωράφια, λειβάδια, κ.τ.λ.). Ἡ πολιτικὴ τοῦ ἀποικισμοῦ ποὺ κρατᾶ ἡ κυβέρνησις στρεφεται ἀποκλειστικὰ ἐναντίον μας· ἄλλοτε οἱ γαῖες αὐτὲς μᾶς ἀνήκναι. Δὲν μποροῦμε νὰ βάλουμε στὸ νοῦ μας νὰ ἐπαναστατήσουμε, ἀλλὰ θὰ ὀργανωθοῦμε καὶ θὰ ἀντιτάξουμε τὴν παθητικὴ μας ἀντίστασι· δὲ θὰ πληρώσουμε φόρους, ἂν δὲν πάρουμε δικαιώματα· τέσσερις φορὲς, ἐστείλαμε ἀντιπροσωπείες στὸ Λονδίνο, ἀλλὰ καὶ τίς τέσσερις φορὲς οἱ αἰτήσεις μας ἀπερρίσθησαν. (Ὁ ἀντιπρόσωπος τῶν μαζῶν ἐργατῶν καὶ τῶν χωρικῶν στὴν νότιον Ἀφρικὴν, Ἀγγλικὴ ἀποικία.)

— Το πιδ ἀξιοσημειωτο γεγονός στὴν ἱστορία τῶν λαῶν, εἶναι πὼς ξέσπαι, μονομιάς, παντοῦ, ἐδημιουργήθησαν δεσμοὶ μεταξὺ τῶν ἐθνικῶν κινήματων τῶν διαφόρων ἀποικιακῶν χωρῶν. Δὲν ὑπάρχει ἀμφιβολία πὼς ἡ Ἀγγλία θὰ εἶναι κυρίως ἐκεῖνη ποὺ θὰ θιχθῆ ἀπ' αὐτό. Εἴμαστε ἄοπλοι, δὲν μποροῦμε νὰ σκεφθοῦμε γιὰ μιὰν ἐπανάστασι, μιὰ βίαιη στάσι, ἀλλὰ ἔχουμε ἐκλαϊκεύσει τόσο τὴν ἰδέα τῆς „μὴ συνεργασίας“ ὥστε νὰ ἀντιπροσωπεύει ἡδη αὐτὴ μιὰ δύναμη. Εἶναι φυσικὸ ὅτι ὑπάρχουν στὶς Ἰνδίας συμπάθειες γιὰ τὴ Ρωσσία, γιὰτὶ καὶ ἐκεῖνη εἶναι, ὅπως ἐμεῖς, ἐχθρὸς τοῦ ἀγγλικοῦ ἱμπεριαλισμοῦ. (Ἰνδίας, ἀγγλικὴ ἀποικία, 319 ἐκατομμυρίων κάτοικοι.)

— Ὁ ἀγγλικὸς ἱμπεριαλισμὸς μεταχειρίζεται τὴν Κίνα σὰν καμμιάν ἀποικία του. Ἐχει καταλάβει κινέζικα ἐδάφη: στὰ 1842 καὶ 1860, τὴν νῆσο τοῦ Χογκιόγκ· στὰ 1898 τὸν κόλπο τοῦ Βάι-Χάι-Βάι· στὰ 1858 ζῶνες ἐπιρροῆς στὴν πεδιάδα τοῦ Γιάνκ-Τσέ, καὶ στὰ 1904 στὸ Θιβέτ. Ἀπὸ τὸ 1896, ἡ χρηματιστικὴ διλιγαρχία ἔχει χορηγήσει δάνεια συνολικοῦ ποσοῦ 110 ἐκατομμυρίων λιρῶν στερλινῶν, καὶ 40 ἐκατομμύρια ἀπὸ τὰ χρήματα αὐτὰ ἔχουν χρησιμοποιηθῆ γιὰ τὴν κατασκευὴ σιδηροδρόμων· οἱ τέσσερις μεγάλες τράπεζες στὴν Κίνα ἐργάζονται μὲ ἕνα κεφάλαιο 8 ἐκατομμυρίων λιρῶν στερλινῶν· στὰ χέρια τῆς διλιγαρχίας αὐτῆς βρίσκονται 4500 χιλιάδες μετρα σιδηροδρομικῶν γραμμῶν (ἦτοι 35% τοῦ σιδηροδρομικοῦ

δικτύου τῆς Κίνας), τὰ ἀνθρακωρυχεῖα στὶς ἐπαρχίες Σιλί καὶ Χονάν ποὺ ἀποδίδουν τὰ 20% τῆς ὅλης παραγωγῆς τῆς χώρας ἢ ἀεροπλοῖα καὶ ἢ ποταμοπλοῖα (75 πλοῖα)· ἔχει ἕνα εἰδικὸ δίκτυο ταχυδρομείων καὶ τηλεγράφων συμπεριλαμβανομένων καὶ τεσσάρων ὑποβρυχειῶν καλλωδίων· τὸ ἐμπόριο τῆς Κίνας μὲ τὴν Ἀγγλία ἀποτελεῖ τὰ 37% (120 ἐκατομμυρίων στερλινῶν) τοῦ ὄλου κινέζικοῦ ἐμπορίου· μιὰ σειρά ὀλόκληρη διοικητικῶν ὀργάνων καὶ χρηματιστικῶν βρίσκονται σὲ χέρια Ἀγγλων. Ἡ συνολικὴ ἀξία τῆς Ἀγγλικῆς περιουσίας στὴν Κίνα ἀνέρχεται σὲ 300 ἐκατομμυρίων λίρες στερλινῶν· Ἡ ἐθνικὴ κυβέρνησις τῆς Καντῶν πρέπει νὰ ἀναγνωρισθῆ ὡς μοναδικὴ κυβέρνησις τῆς χώρας· οἱ ἄλλες κυβερνήσεις στὴν Κίνα εἶναι ὀργανα τῶν ξένων ἱμπεριαλιστικῶν Κρατῶν (Ἀγγλία, Ἰαπωνία, Ἡνωμένες Πολιτεῖες). Ζητοῦμε νὰ πάψει ἡ ἀποστολὴ στρατευμάτων· ζητοῦμε μᾶς πράγματα, νὰ πάψει ἡ ἀποστολὴ στρατευμάτων· ζητοῦμε μᾶς ἔρευνα ἀμερόληπτη γιὰ τίς σφαγὲς τῆς Σαγκάης, Χάικης, καὶ Βὰν Σιέν. (Κίνα.)

— Κ. τ. λ. κ. τ. λ.

Αὐτὴ εἶναι ἡ εἰκόνα τῆς καταστάσεως στὶς πιδ μεγάλες ἀποικιακῆς καὶ μισοαποικιακῆς χώρες ὅπου βαρύνει ἡ κυριαρχία τῆς Ἀγγλίας, τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν, τῆς Γαλλίας, τῆς Ἰαπωνίας καὶ τῆς Ὀλλανδίας.

Ἀλλὰ οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν καταπιεζομένων ἀποικιακῶν λαῶν δὲν περιορίσθησαν μόνο στὸ νὰ παρουσιάσουν παράπονα, καὶ νὰ ἀγανακτήσουν πλατωνικά· ἔχουν διατυπώσει καὶ αἰτήματα· ἐδειξαν τὸν σωστὸ δρόμο ποὺ πρέπει νὰ ἀκολουθηθῆ γιὰ νὰ πραγματοποιηθῆ ἡ ὀλοκληρωτικὴ ἀπελευθέρωσις: Ἡ καταστροφὴ, ἡ ἐπιμετῶν μὴ δένεισις τοῦ παγκόσμιου ἱμπεριαλισμοῦ, ποὺ κρούβει μετὰ τοῦ τὴν ἐκμετάλλευσιν, τὴν κλοπὴν, τὴν σκληραβεία, τὴν σκληρότητα, γιὰ τοὺς ἀποικιακοὺς λαοὺς. Ὡς τὰ τώρα ἱμπεριαλιστικὰ κράτη ἐξεσήκωναν τοὺς ἀποικιακοὺς λαοὺς τὸν ἕναντίον τοῦ ἄλλου, καὶ τίς ἐργατικὲς μᾶζες τῆς Εὐρώπης ἐναντίον τῶν καταπιεζομένων ἀποικιακῶν λαῶν. Τώρα ὅμως οἱ ἀποικιακοὶ λαοὶ πρέπει νὰ ἐνωθοῦν μεταξὺ τους καὶ συγχρόνως νὰ δώσουν χέρι καὶ νὰ ἀγωνισθοῦν μᾶς! μὲ τίς ἐργατικὲς μᾶζες ὄλου κόσμου, καὶ νὰ συγχροτήσουν ἕνα ἐνιαῖο μέτωπο κατὰ τοῦ διεθνῆ ἱμπεριαλισμοῦ, γιὰ τὴν ἐθνικὴν ἀπελευθέρωσιν τῶν καταπιεζομένων λαῶν.

Τὸ Συνέδριο δὲν παρέλειψε ἐπίσης νὰ δοξάσει τὴν κινεζικὴν ἐπανάστασι. — Ἡ Νέα Κίνα ξεῦρει, ἐδήλωσε ὁ διάσημος συγγραφέας Ἀνρὺ Μπαρμπις, κάτω ἀπὸ τὰ φρενιτωδῆ χειροκροτήματα αἰθοῦσης, ὅτι ὑπερασπίζοντας τὰ δικαιώματά της ποὺ ἔχει στὴν ὑπερασπίζει καὶ τὰ δικαιώματα ποὺ ἔχουν καὶ οἱ ἄλλοι καταπιεζόμενοι λαοὶ στὴ ζωὴ. — Εἴμαστε ὑπὲρ τῆς Κινέζικης Ἐπανάστασις κατὰ τοῦ Ἀγγλικοῦ ἱμπεριαλισμοῦ. Σὲ περίπτωσιν πολέμου μεταξὺ Ἀγγλίας καὶ τῆς κυβερνήσεως τῆς Καντῶν εἴμαστε μὲ τὸ μέτωπο τῆς τελευταίας — ἐδήλωσεν ὁ ἀντιπρόσωπος Ἀνεξαρτήτου Ἐργατικῆς Κόμματος.

Τὸ Συνέδριο ἐκήρυξε τὸ ἐνιαῖο μέτωπο, σὲ διεθνή κλίμακα, ἀποικιακῶν λαῶν καὶ ὄλων τῶν καταπιεζομένων λαῶν ἀπὸ τὴν μεριὰ, καὶ τῶν ἐργατῶν καὶ χωρικῶν ὄλου τοῦ κόσμου ἀπὸ τὴν ἄλλη μεριὰ. Ἐκήρυξε μὲ δυνατὴ φωνὴ ὅτι χωρὶς τὴν ἐθνικὴν ἀπελευθέρωσιν, οἱ ἐργατικὲς καὶ οἱ χωριάτες δὲν μποροῦν νὰ ἐλευθερωθοῦν ἀπὸ τὴν οἰκονομικὴν ἐκμετάλλευσιν, ὅτι ἡ ἐθνικὴ ἀπελευθέρωσις δὲ θὰ εἶναι πλήρης χωρὶς τὴν ἐλευθέρωσιν τους ἀπὸ τὸν καπιταλιστικὸ ζυγὸ, καὶ πὼς ἡ ἐθνικὴ ἀνεξαρτησία δὲ θὰ μπορέσει νὰ πραγματοποιηθῆ ὀλοκληρωτικὰ παρὰ μόνο μὲ τὴν ἐνωσιν τῶν ἐθνικῶν δυνάμεων, τῶν ἐργατικῶν καὶ χωρικῶν.

Τὸ Συνέδριο ἐμνημόνευσε μὲ εὐγνωμοσύνη ὅτι ἔκαμε ἡ Σοβιετικὴ Ἐνωσις, στὴν ὅποια ὀφείλεται τὸ ζῦντημα τῶν ἀποικιακῶν λαῶν καὶ ἡ πορεία ὄλη τῶν γεγονότων· ἐμνημόνευσε μὲ θαυμασμὸν ὅσα ἔχει κατορθώσει ἡ Ρωσικὴ Ἐπανάστασι.

* * *

Ἐνα μεγάλο ἔργο ἔχει γίνει στὶς Βρυξέλλες. Οἱ συνέπειες δὲ θὰ ἀργήσουν νὰ ἐκδηλωθοῦν. Ὡς δῶκε τὸ Συνέδριο αὐτὸ ἀκόμη ὠθησι, πιδ δυνατὴ στὴν ἐπαναστατικὴν ὀρμὴν τοῦ κινέζικο λαοῦ, ποὺ θὰ κατορθώσει στὸ πιδ μικρὸ χρονικὸ διάστημα νὰ κινήσῃ ἕνα τελειωτικὸ κτύπημα κατὰ τοῦ Ἀγγλικοῦ ἱμπεριαλισμοῦ. Θὰ ἐνθαρρύνει τοὺς ἀποικιακοὺς καὶ μισοαποικιακοὺς λαοὺς ἀγῶνα τους, οἱ ὅποιοι βέβαιοι γιὰ τὴν ὑποστήριξιν τῶν ἐργατικῶν μᾶζῶν ὄλου τοῦ κόσμου, θὰ δυναμώσουν τίς προσπάθειές τους κατὰ τῶν καταπιεσθῶν τους. Θὰ δυναμώσει στοὺς ἄλλους καταπιεζομένους λαοὺς.

της Εύρωπης την πίστη στον προσεχῆ θρίαμβο τῶν ἰδεωδῶν
Εμεῖς οἱ καταπιεζόμενοι λαοὶ τῆς Βαλκανικῆς, χαιρετίζομε τὸ
τῶν ἀποικιακῶν καὶ μισοαποικιακῶν λαῶν καὶ τῶν ἐργατικῶν
ὄλου τοῦ κόσμου. Διότι, ἡ ὑπόθεσή τους, εἶναι καὶ δική μας
ἔσθλη. Ὁ ἀγῶνας τους κατὰ τοῦ παγκόσμιου ἰμπεριαλισμοῦ, εἶναι
δικός μας ἀγῶνας. Ἡ συντριβὴ τῶν ἰμπεριαλιστικῶν δυνάμεων

σημαίνει ἐπίσης καὶ ἀπελευθέρωση τῶν βαλκανικῶν λαῶν. Διότι
εἶναι οἱ ἴδιες δυνάμεις ποὺ πνίγουν καὶ αὐτοὺς τοὺς λαοὺς καὶ μᾶς.
Εἶναι ὁ παγκόσμιος ἰμπεριαλισμὸς ποὺ μέσω τῶν βαλκανικῶν του
πρακτόρων — τῆς φασιστικῆς κυβερνήσεως στὰ βαλκανικὰ Κράτη καὶ
τὸ χρηματιστικὸ κεφάλαιο — μᾶς πιέζει ὡς ποὺ νὰ μᾶς βγάλει
τὸ αἷμα, μᾶς πνίγει, μᾶς κἀνει νὰ ἀσφυκτιοῦμε.

A. Bl.

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

LASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

FATA MORGANA

Osam godina, da u nacionalnoj državi S. H. S. vlada samovoljni
grube sile, da velikosrpska buržoazija stoji stvarno uz nesa-
mena gesla Nikole Pašića, koji je u toj mješavini naroda poznavao
„Srbe triju vera“ i koji je vjerovao u vječnost kajmakčalan-
priče i albanske tragedije. Tu su ideologiju prihvatili radikalni
stodršci i tko nije — bilo iz gluposti bilo iz interesa — vjerovao
nepobjedivost velikog Vožda, tomu su batine i kundaci pokazivali
čičku mudrost i razjasnili smisao „bjelinskog programa“, da su
ovakovu državu stvorile „olovne kuglice“, a da nikakva volja
ne može promijeniti samovoljno utvrđene programe i puteve
srpske hegemonije. Tomu bi se cilju morali — *volens nolens*
pokoriti svi narodi u Jugoslaviji, u prvom redu Hrvati i Mace-
donci. Macedonaca poznat je čitavom svijetu, on je zadivio u same
srpske satrape, kojima se u prvom redu radilo o imperijali-
stičkim snovima, o zauzimanju čitave doline Vardara i zemljišta, koje
ostire do macedonskog prirodnog izlaza do Soluna. Za taj
imperialistički cilj moralo se pod svaku cijenu uzdržati tezu, da
Macedonija ne postoji, a da u „Južnoj Srbiji“ živi samo srpski narod.
Ime „Macedonija“ bio je već državni zločin, a tko bi javno
kaže, da je „Macedonac“ to mu nije glava bila sigurna. Policijski
sistem usrećio je tu nesretnu zemlju, da u svakom selu
žandarmerijska stanica, a sistem je zamišljao, da će žandarmi
biti „prosvjetitelji“, kakvi uprav sistem i trebaju i koje
sistem i omogućuje.

Promjenjuju se imena, koja od pamtivijeka tamo postoje, a
imaju se narodu i uporabu materinskog jezika. Činovnički ološ
je to okupacijono područje i uzdržavanje tog pokvarenog
na, drugi je i teški teret na leđima jadnog naroda s kakvim je
om radio ovaj zavojevački sistem, doznajemo iz izvještaja
slantana cjeloukupne S. H. S.-žandarmerije generala Tomića, da
žandarmerijska služba u „Južnoj Srbiji“ odlična: da treba povećati
stanica

načinom i drugim putem htio je režim uništiti otpor
Sentimentalni politički vodje hrvatskog naroda dočekaše dan
ljenja velikim oduševljenjem i pozdraviše predstavnike srpske
i srpske političare sa velikim usudjenjem u nadi, da je
era robovanja, da je hrvatski narod prestao biti samo figura
političkom šahu u rukama austro-ugarske diplomacije. Oni su
da je padom monarhije prestao hrvatski narod, da bude
politike i da će unići u novu kombinaciju kao ravnopravan
je će prema svojoj kulturnoj i ekonomskoj snazi suradivati
našati sa ostalom braćom izgradnji „demokratske, socijalne i
ne jugoslavenske države“. Nastalo je brzo razočaranje i čita-
„B. F.“ poznato je, kojim su načinom velikosrpski vlastod-
zabili tu neosnovanu iluziju naivnih hrvatskih građanskih poli-
Oni su upotrebljavali sistem pljačke, otimanja, terora kao i u
niji, batina i kundak i ovdje su bila prosvjetna sredstva na
u redu. Ali sve to nije bilo dosta. Razoružani hrvatski narod
ivom Stjepana Radića nije ni mislio na oružani otpor, nego
ratio načelo „pasivnog otpora“ i izbjegavao svaki dodiv na
anicima hegemonističkih vlastodržaca.

to im je trebalo ubiti sve kulturne, političke i socijalne insti-
koje su Hrvati posjedovali, koje su oni kroz vjekove od
rijatelja očuvali, da vide, kako nestaje i zadnji oslonac, na
se oni mogli osloniti u svojoj borbi proti imperijalistu, gdje
la njihova riječ na obranu svojih prava. I prvi je na redu
atski sabor na starodrevnom Markovom trgu u Zagrebu. Taj
saborisao od pradavnih vremena i u ono doba, kada je
ivazije Turaka Hrvatska spala na tri županije: zagrebačku,

krizevačku i varaždinsku. U „spravišću“ tog sabora čuvali su se
redoviti zapisnici od početka 14 vijeka, taj se je sabor borio proti
imperijalizma stare Austrije i Ugarske i stalno naglašavao svoja
„realna i virtualna prava“. U njenu se je očuvala svijest narodnog
suvereniteta, jer je ustrajno branio svoju tezu „da država ne pro-
pisuje zakone državi“ i kad je bio krnj neprestano je dozivao hrvat-
skom narodu u pamet, da je on sada „ostatak ostataka nekad slav-
nog hrvatskog kraljevstva“. Vlast hrvatskog bana izlazila je iz vlaste
sabora, pak zato i brani sabor bansku vlast proti presizanju tudjina:
„Hrvatu je ban — kralj.“ Uz sabor postoje starodrevne hrvatske
županije, koje vrše lokalnu samoupravu, u kojima narod suvereno
učestvuje, daje sebi zakone, bira svoje činovnike. Gotovo sva upravna
državna vlast vrši se preko županija. One su bile osnovica i kasnijeg
narodnog preporoda. Kao najniža organizacijona jedinica bila je kod
Hrvata općina. Općinsku autonomiju branili su Hrvati najljubomornije,
jer su znali, od koliko je važnosti slobodna općina u borbi proti
autokratizmu. Temelj narodne slobode bio je za hrvatski narod u
demokratskoj općini, oni su se sa tom ušćuivanom autonomijom naj-
više i ponosili. I udarac velikosrpskih vlastodržaca uz ostale biće
imao je pogoditi hrvatski narod baš u sree, imao je uništiti njegovu
svijest o političkoj njegovoj slobodi i pomesti svaki trag njegove
političke nezavisnosti. I zato je odmah raspušten hrvatski sabor i
hrvatske županije, a ne mjesto slobodno izabranih općinskih vijeća
zacariše se vladini komesari, uzeše u ruke upravu i imetak općina
i počеше haračiti po volji svojih gospodara na užao i zaprepastenje
prestrašenog naroda.

Poznate su sve peripetije, koje je prošao ovaj hegemonistički
režim, da dopre do svog cilja, da uništi svijest hrvatskog naroda,
da se on prizna za „pleme troimenog naroda“ i da prizna tvrdnju
Nikole Pašića o „Srbima triju vjera“. Uza sva djavolska nastojanja,
svu pljačke i otimačinu, sve namete i jade, sav teror i tlačenje —
otpor hrvatskog naroda ostao je živ i nepokole bio. Može se naprotiv
kazati, da je baš taj teror i taj barbarski, nekulturni nasrtaj imao za
posljedicu, da se je hrvatski narod osjetio samoga sebe, sjetio se
svoje prošlosti i odlučio se na borbu za novu, bolju budućnost. Taj
živi narodni otpor nije ostao nezapažen kod velikosrpskih hege-
monista i oni htjedohše, da sa sebe donekle zbace pred vanjskim
svijetom odgovornost za derutno stanje, u koji oni sa svojom poli-
tikom pljačkanja i deranja dovedohše čitave pokrajine i čitave narode
u „velikoj i moćnoj oslobođenoj domovini. I zato provedohše izbore
za „oblasne skupštine, u kojima će svašta doći na vidjelo, samo ne
će se moći vidjeti djelo narodne samouprave. Jedan razlog političke
naravi, zašto su napokon raspisani i provedeni oblasni i zbori bio
je i taj, da narodima u S. H. S. državi vlastodršci bace prašinu u
oči, kako u oblasnim skupštinama narod ima punopravni tip samo-
upravnih tjelesa, kako će u njima suvereni narod na demokratski
način odlučivati o najvažnijim svojim potrebama i kako će tako na
vidljiv način doći na površinu politička zrelost naroda. Ali tko po-
gleda iz bližega strukturu ovih oblasti i oblasnih skupština, opaziti će
na prvi pogled, da je to samo varka, da tu nema ni trunke samo-
upravnog vladanja. U takvim skupštinama najvažniju riječ ima
veliki župan kao predstavnik centralne državne vlasti i ministra
unutrašnjih poslova. Bez njegova pristanka ne važi nikakav za-
ključak, on nameće dnevni red po svojoj volji i svaki njegov
predlog mora doći najprije na pretresanje, on stvarno može po na-
logu svojih gospodara, da sabotira svaki sistem nepoćudni rad obla-
sne skupštine i oblasnog odbora. Finacijske odredbe pokazuju jasno,
kakvu je šprdnju htio sistem učiniti iz samoupravnog prava naroda
preko ovakovih oblasnih skupština. Centralizam odnio im je sva
finacijska sredstva, a stavio im u dužnost da grade i popravljaju
puteve i mostove, da podižu željeznice i ustanovljuju parobrodarske
linije, da se brinu o narodnom zdravlju i u tu svrhu uzdržavaju bol-
nice, da podupiru narodnu prosvjetu i zato grade škole, da podupiru

industriju i trgovinu, da preko općina obavljaju masu poslova za vojničke i policijske potrebe države, a da pri tom posvete osobitu brigu narodnom gospodarstvu i bunu se za poljoprivredu, marvogojstvo, ribarstvo, včarstvo i t. d. bez kraja i konea. Premda je vlada već u listopadu 1926 odlučila, da će oblasne skupštine započeti svojim djelovanjem na 23 veljače 1927 ona se nije ni pobrinula za njihovo financiranje. I da ironija bude što veća, ona je deset dana nakon konstituiranja tih skupština poslala svakoj za čitav taj djelokrug poslovanja „pozajmicu“ od 400.000—800.000 Din. Tim bi oblasne skupštine morale uzeti na sebe bez ikakvih sredstava najveći dio poslova moderne socijalne i ekonomske državne uprave.

* * *

Beogradski vlastodršci htjedoše sa takovim samoupravama ubiti s jedne strane u narodima uspomene na njihovu političku i ekonomsku nezavisnost, a s druge strane zbaciti sa sebe odgovornost za socijalno i kulturno propadanje nekoć, visoko naprednih i prosvijećenih pokrajina u sadašnjoj S. H. S.-državi, jer oni uzese u

ruke sva državna financijska sredstva, da sebe obogate i da uzdržavaju faktore, koji njih podržavaju — to jest vojsku i policiju. Ali taj trik beogradskih pretorijanaca nije uspio! Narod je prozreo tu igru velikosrpske buržoazije i on kroz tu fatu morganu gleda sliku svoje bolje budućnosti. Taj pokušaj, da se putem policijskih samouprava narod oduči od svog suverenog prava, da zaboravi na svoj ideal može se mirno kazati, da je potpuno propao. Već na prvom sjednici zagrebačke oblasne skupštine svi su članovi evocirali historično-političke uspomene, upozorili na to, da je tu zasjedao hrvatski politički sabor i izrazili čvrsto uvjerenje, da će se tu opet sastati hrvatski sabor. Narod je popratio vijecanja prve zagrebačke oblasne skupštine povicima: „Živila slobodna hrvatska republika!“ Sistemu nije pošlo za rukom da u osam godina terora i krvološtva uguši ideale hrvatskog naroda, pa ni „fata morgana“ samouprava nije ga prevarila i odalečila od njegovog nepokolebivog ideala. *U pomoć ostalih potlačenih naroda poštići će i hrvatski narod sigurno svoj ideal — republiku i federaciju!*

Krešimir Ivačić

FEDERATIJA BALCANICA

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR ASUPRITE DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

20 de ani dela Răscoalele Țărănești

În Martie s'au împlinit 20 de ani dela răscoalele țărănești din 1907. Nu vom înșira aici pricinile acestei ridicări memorabile a milioanele de țărani români împotriva asuprirei lor de către boeri și ciocoi. Aceste pricini sunt astăzi prea cunoscute. O parte dintr'însele pot fi aflate și în articolele pe care *Federația Balcanică* le publică, începând cu No. 61, sub titlul „Chestiunea agrară și țărăneasă în România“. Vom mai adăoga la cifrele de-acolo numai câteva altele, deosebit de caracteristice. Aici vrem numai, cu prilejul acestei de a douăzecea aniversări a răscoalelor, să tragem tabloul de sânge al lui Martie 1907.

La sfârșitul veacului trecut atât de mare era mizeria țaranului român, încât în județul Bacău țărani tocniți ca muncitori agricoli pe moșile boerești căpătau 5 parale pe zi; în alte județe, mai „fericite“, 15—30 bani. Un grup de tineri studenți români a ținut această stare de robie bătând atunci o medalie cu inscripția „5 parale pe zi“. În ajunul lui 1907 300.000 țărani locuiau în bordee făcute în pământ, peste o jumătate de milion în bordee făcute pe pământ, însă din lut. Budgetul unei familii de țărani compusă din 5 suflete, calculat de răposatul economist și sociolog C. Dobrogeanu-Gherea, se ridica la 50 de bani pe zi. Într'o comună din jud. Vlașca la 2706 locuitori existau în totul 3 vaci de lapte. Statistica oficială vorbea, pentru perioada 1894—1904, de un milion și un sfert de pelagroși; numai anul 1904 singur a dat 44.000 de noi bolnavi. Din 100 de țărani 88 erau analfabeți. Din 974.139 de țărani contribuabili, numai 93.000 aveau drept de vot direct, restul de peste 880.000 votau indirect unul pentru 50. Din 293 de deputați și senatori colegiul țărănesc (90% din populație) alegea numai 38, dar cei „aleși“ erau totdeauna oamenii moșierilor sau moșierii înșiși.

Este ușor de înțeles că ura țaranilor împotriva stăpânirii boerești și ciocioești era în asemenea împrejurări nemărginită și nu putea fi întrecută decât de setea lor de răzbunare. Astfel un cântec popular spunea:

*Foaie verde barlaboi,
Oleo-leo spurcat ciocoi,
De te-aș prinde'n sat la noi
De piele să te jupoi
Și din pielea ta sămi fac
O teacă de măzărac.*

Iar o variantă a aceluiaș cântec spunea:

*Aș mânca foi de stejar
Și-aș bea sânge de tatar,
Aș mânca făguri de roi
Și-aș bea sânge de ciocoi...*

Primăvara anului 1907 părea să fi fost aleasă de țărănimea română pentru a-și stinge această sete seculară de răzbunare și foamea nu mai puțin epică de pământ, de libertate și de trai omnesc. Anul însă nu a fost ales din întâmplare. În acea vreme — Februarie-Martie 1907 — răscoalele țărănești din Rusia, cari se

aprinseră acolo din 1906 în legătură cu revoluția dela 1905, se stinseseră încă complect și mai dăinuiau încă în câteva zeci de gubernii. Pilda țărănimei ruse a stat, fără nici-o îndoială, în fața ochilor țaranilor români, atunci când aceștia au pus mâna pe topor pe coasă și pe sticla de petrol, și porniră spre conacul boeresc.

Răscoalele țărănești dela 1907 nu au fost o mișcare revoluționară organizată, centralizată și conștientă condusă, ci s'a asemănată cu jacheriile din țările apusene în vremurile ce au premers revoluției burghize. Răscoalele au pornit din nordul Moldovei și au fost, sub instigația antisemiților, îndreptate în primul moment contra arendașilor evrei. Dar foarte repede răscoalele au luat un caracter social, țărani nemișcând nici-o deosebire între arendași evrei și greci, sau între moșierii români de viță. Ca para de foc într'un lan uscat, răscoalele s'au întins în câteva zile fulgerător dela un capăt la celălalt al țării — dela Dorohoi la Mehedinți. Mai pestetot țărani, înarmați cu topoare, furci, coase, ciomege și sticle cu petrol, porniră în masă, tineri și bătrâni, nu rareori și femei și copii, spre orașe — ca spre centrul reprezentând pentru țaran stăpânirea, unde-i vine jandarmul și perceptorul, unde locuiește și benchetierul moșierului și arendașul, de unde-i vine exploatarea și infometarea, spre centrul de unde deci pornește pentru țaran tot răul de care el și ai săi suferă. În multe părți țărani răsculați au dat foc conacurilor și magaziiilor boerești, pe-alocurea au dat foc numai regiștrilor de datorii și actelor de stăpânire ale moșierului, ca să distrugă astfel orice urmă a atârării lor față de boeri și a „drepturilor boerești asupra pământului și asupra țaranilor. Unii arendași sau oameni ai moșierilor au fost bătuți, dar omorâți de către milioanele de țărani răsculați nu au fost în total decât *vre-o 15 persoane*, printre cari și un ofițer care dăduse ordin soldaților să tragă în țărani, lucru pe care soldații îl refuzară.

Represiunea însă a fost sângeroasă și crudă până la paroxizmul. Ministrul de interne pe-atunci era Ionel Brătianu și ministrul de război generalul Averescu. Cu infanterie, cavalerie și artilerie și cu ajutorul unor companii speciale au fost uciși 11.000 de țărani răsculați și nerăsculați, dar mai ales uciși după ce răscoalele începuseră, deci nu în timpul luptelor, executați fără judecată și fără cercetare, numai după listele făcute de arendași și de moșieri. Sate întregi au fost rase cu tunul depe suprafața țării. Jață câteva pilde:

Deputatul Rădulescu serie, că la Corcova (Mehedinți) au fost împușcați primarul și popa, cari nu luaseră parte la răscoală. În al sat au fost împușcați 5 țărani numai pentru că au vorbit despre răscoală. Într'un al treilea sat fură împușcați țărani după ce s'au predaseră. Satul Oprisor a fost bombardat cu tunul, deși nu luase parte la răscoală. Au mai fost bombardate satele Bălăcița și Grădinița. „Armata, serie d. Rădulescu, s'a purtat foarte bine, a fost în mântuire... Cecece e însă de regretat, e excesul ofițerului, cari au ucis și stălcit în bătie pe nenorociții căzuți în mâinile sale, prinși asupra faptului, ci în urmă... Cecece e mai oribil, este faptul năvăl înfântat de ofițerime în comuna Gârla-Mare, tribunal compus din doi greci cărciumari, doi ispravnici ai moșiei și cinci sâmburi, cari hotărâu cu voturi de moartea celor arătați de un sat și altul. Așa a fost împușcat Stan Bărbat, noul primar ales, și 15 nenorociți.“ În satul Pătelele, proprietatea prințului Stirbey,

16. 1907. Ion Pârjol, rănit și aflat la spital, a fost scos de-acolo și împușcat lângă un gard.

Dosarele acestor orori au fost luate de către Brătianu și transportate parte la domiciliul său privat, cea mai mare parte însă la palatul regal, al marelui complice, de unde nimeni nu le a mai putut căpăta, nici chiar deputații cari au vrut să interpeleze guvernul ce s'au succedat de-atunci; dosarele sunt ținute și astăzi secrete, atât de oribile sunt grozăviile ce se ascund între cartoanele lor. În manifestul său către armată regele Carol spunea după „potolirea” răscoadelor: „O inimă caldă vă mulțumește și cu bucurie și deplină încredere privesc la armata mea, care s'a arătat la înălțimea menirii ei.” În realitate au fost însă destule cazuri, când soldații au refuzat să tragă, deși pentru a le ușura „îndeplinirea menirii” guvernul a trimis pe cei din Muntenia să ucidă în Moldova, și vice-versa. Toți aceștia au fost condamnați la muncă silnică pe viață, și zac și acuma încă în ocnă, „regele țărănilor”, cum își zice regele Ferdinand, refuzând în repetite rânduri amnistierea lor.

1907. Ion Pârjol, rănit și aflat la spital, a fost scos de-acolo și împușcat lângă un gard.

1907. Ion Pârjol, rănit și aflat la spital, a fost scos de-acolo și împușcat lângă un gard.

I. Mateescu

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

Селџачки покрети и национално питање у Југославији

I.

Балканом понова круже ратнички поклици империјалиста и шовиниста. Италијо-југословенски сукоб око Албаније прети да понова запали Балкан, који још носи оно историски кобно «буре барута», и да братске народе Балкана баца у међусобно небратско клање. Пожар рата прети да се рашири и даље, и припремају велики империјалисти за даље своје циљеве. Италије стоје енглески империјалисти који, помажући Италију, упиру своје стреле на Совјетску Русију и отпочињу стезаљне непријатељског ланца око не.

Али онај ко има први да поднесе страхоте новог рата, да приноси на жртву капиталиста и империјалиста нове хиљаде и отогине хиљада своје деце, јесте Балкан, јесу балкански народи које су власници продали разним империјалистичким силама.

Имаће да падну понова поглавито селџачке масе, као што су падале и у прошлим људским кланицама на Балкану, јер војске балканских држава састављене су 90% из селџачких синова, потчињене нације, којих је много и у послед рата посталим слободним националним државама, претрпеће двогубе патње, што су и раније грнеле.

На ратне покличе великих империјалиста балканске капиталистичке владе показују исто држање као и пред прошли европски рат: очекују наређења од својих великих господара са циљем, нека од једног нека од другог, пада поведу на клање балканске народе један против другог.

Југословенска буржоазија, као одговор на надирање Италије у Албанију и преко ове на Балкан, устаје «у одбрану» Албаније — коју је неколико пута до сада хтела да задави и са другим империјалистима распарча, говори о идеји балканске федерације — коју је толико пута до сада угушивала у крви балканских синова Балкана.

А селџачке масе и широко масе потлачених нација Балкана? Њихов се заједнички громки протест не чује данас. Селџачки покрети потчињених нација неспособни су да данас заједнички иступе, већ се топе или у буржоаске демократско-

падифистичке воде или у међусобне братоубилачке борбе. Велику идеју слободе балканских народа «Федерација балканских република» високо издигне међу националним покретима само револуционарни одред срчаних бораца око Балканске Федерације. Али је тај одред још мали да брзо, како то садањи историски моменат захтева, спасоносну идеју у дело проведе. Њему треба да приђу сви они који пате од националног потлачавања и капиталистичке експлоатације, да му приђу и да е њим створе јединствени национални револуционарни фронт. Удруженим силама морају са овима делати и селџачки покрети, јер господарења буржоазија потлачава највише селџачке масе и национално, и политички и економски.

И кад је реч о Југославији, о којој у овоме чланку хоћемо да говоримо, селџачки покрети у њој морају да схвате да је и њихов спас у Федерацији Балканских Република, и то република у којима ће они који привређују, селџак и радник, играти најглавнију улогу. Они имају за дужност не само да срцем прихвате ту идеју, већ и да се мишицама енергично боре за њу. Исто тако, национални покрети у Југославији и овога пута када Балкану прети опасност, како од великих страних тако и од малих домаћих империјалиста, стањени су пред питање хоће ли узети оружје у руке за своју слободу, или за интересе капиталиста, монархија и милитаристичких клика.

Ми видимо да се и једни и други покрети у Југославији још не јављају. Место њих говоре њихова буржоаска вођства, говоре не селџачким, не слободњачким, не балканским језиком, већ језиком који је туђ масама на челу којих стоје. Стјепан Радић, вођа једног од најјачих селџачких и национално-селџачких покрета — Хрватске Селџачке Странке — изјављује да место службе француском империјализму треба прићи у службу енглеским империјалистима. Вођство другог великог селџачког покрета, српског Савеза Земљорадника заговара такође пријатељску политику према империјалистичког Енглеској и, под притиском селџачких маса обнову односа са Русијом. А једно и друго вођство сматра да ће помоћи селџаштво правени савез са монархијом и примајући власт из њених руку. Нигде ни ни код хрватских федералиста Трумбићевих, ни код црногорских федералиста Вулестићевих ни на другим странама, нема одлучног и смелог иступања националних и селџачких групација под буржоаским вођством, нема истицања борбе за идеју националног ослобођења и Балканске Федерације, за идеју која је данас, пред изгледом за рат, у највећој мери акутна! Једини борци који данас унутра у Југославији смело иступају јесу:

револуционарни раднички покрет и радничко-сељачки блокони у Далмацији и Хрватској.

Зашто сељачки покрети не показују схватање своје историјске улоге? Учинићемо један кратак преглед главних сељачких покрета у Југославији и потражити одговора.

Сељачки покрет у Србији. Пре европског рата нишчевао је у самим почетцима свога формирања. На чело покрета покушавали су се ставити банкротирани буржоаски политичари, те још више убрзали његово распадање. Отуда се може узети да политички сељачки покрет постоји у Србији тек после Европског Рата а под вођством Савеза Земљорадника. Крајем 1918 и у току 1919 г. покрет је нагло нарастао. Нему су преступале сиромашне и средње сељачке масе упропаћене ратом, преполовљене у страшној европској кланици. То је био један природан, нормалан протест маса, против капиталистичке и милитаристичке политике српске буржоазије, која, ради својих и монархистичких интереса, није водила ни најмање обзира ни о животима ни о имањима сељачких маса. То је био изразити протест против целокупне државне политике српске буржоазије, протест сличан протесту сељаштва у Бугарској који је, под Стамболијским, довео земљораднички покрет на власт. Не треба заборавити да је и сељачки покрет у Србији већ у првим почетцима својим био загрејан симпатијама за бугарски земљораднички покрет, а нарочито за сељаштво у Совјетској Русији и одушевљавао начину на који је ово ослобођено од ropства и дошло на управу земље. Из тога покрета један знатан део приступио је 1919 и 1920 г. комунистичком покрету и гласао на изборима за комунисте.

Али сељачке покрет у Србији није имао сељачке идеологије, нити је имао вођства израслог из његове средине. Он је стајао пред тим двама великим питањима у време када је буржоазија стрепила за своју власт и трудила се да је на све могуће начине одржи у својим рукама. Буржоаски српски политичари ушли су брзо у овај сељачки покрет, ставили му се на чело не да му израде сељачку идеологију, већ да му полако даду своју буржоаску идеологију и да сељачку бујицу, која је претила да сруши буржоаску трoшну кулу, окрену у страну и сачекају док протутњи поред њих.

Место сељачког карактера, српско вођство дало је покрету српски националистички карактер, а увлачењем у покрет српских сељака из Босне овај српски карактер појачавао се често до непријатељског става према осталим нацијама у Југославији. Место идеје о једној сељачкој држави, у заједници са радничтвом, које као и сељаштво трпи експлоатацију капиталиста, вођство је кроз неколико година, и у парламенту и у целокупном свом политичком раду, било стуб капиталистичке и милитаристичке државе. Место права нација на слободу и на самоопредељење, вођство је од сељачког покрета — који такође тежи ослобођењу од ropства капиталу — направило помагача српске хегемонистичке владавине. Вођство је прогласило неприкосновеним лупешки Версајски Мир, гласало за Видовдански Устав који је санкционисао национално поробљавање, помогло при доношењу злогласног закона о заштити државе управљеног против целокупне радничке класе и свих напредних ослободилачких покрета. . . . А аграрну реформу вођство Савеза Земљорадника није истакло као борбену парољу за сиромашне сељачке масе, већ је спречавало сељаке у свима покушајима радикалног решавања аграрног питања и заваравало их заједно са буржоазијом законом о аграру који ће буржоаски парламенат даровати сељацима. . . .

За читав период од неколико година српски сељачки покрет, услед политике свога вођства, играо је објективно једну контрареволуционарну улогу и против својих сопствених интереса као и против интереса потлачених радничких и сиромашних сељачких маса свих нација у Југославији. Али се ипак за то време, а нарочито за последње две три године, у сиромашним сељачким масама тога покрета извршило постепено освећивање и израђивање људи из средине самога покрета који су увиђали сву штетност и злочин досадашње политике Савеза Земљорадника. Упоредо са рашћењем економске кризе и уопште кризе целокупне државне политике а нарочито кризе пољопривреде, наступило је живо кретање сељачких маса и у Савезу Земљорадника и ван њега, како у осталим сељачким покретима, тако и у редовима сељака из буржоаских партија. Пред појавом беде и потпуног пада у ropство зеленашком капиталу и банкама, сељаштво се почиње питати како да се помогне.

На то питање дали су одговор леви елементи, поникли из само средине српског сељачког покрета. Иступили су пред масе, развијали су барјак борбе против буржоазије и режима, извели су правилан став осталих сељачких и националних покрета и изјавили мишљење да Савез Земљорадника треба да буде савезник тим ослободилачким покретима. . . .

Отуда данас запажамо да Савез Земљорадника, и поред жалосне политичке прошлости, прикуља око себе не само српске сељаке већ и сељачке сиромашне масе других нација. По својим присталицама он није данас српски покрет, већ добрим делом покрет и других сељачких маса. Зaslуге за то не леже

на Савезу, већ у људима изашлим из сељачке средине који теже да од Савеза направе борбену организацију и истинскога противника капиталистичког и хегемонистичког режима у Југославији. Пораст Савеза Земљорадника налази своје објашњење у социјалном диференцирању међу сељачким присталицама свих буржоаских партија и прилажењу сиромашних сељака на ону опозициону страну где има изгледа да ће се повести озбиљна борба против богаташа и угњетача.

Међутим — буржоаско вођство Савеза Земљорадника остало је исто. Оно је приморано да чини уступе према расположљивој маси и чини их само да се одржи на свом месту. Али оно ни сада није променило у основним линијама своју буржоаску, државотворну, уставобранилачку политику. Оно чека момент да постане не главна борбена организација за ослобођење сељаштва испод ropства капиталу, милитаризму и монархији, већ главна владајућа партија у данашњој капиталистичкој версајско — видовданској Југославији — а под окриљели монархије и милитариста.

Зато ми данас, када истичемо потребу јединственог фронта сељачких и националних покрета у Југославији, када подижемо судбоносни значај по будућност балканских народа, по будућност најпре сељачких маса ако се поведе успешна борба сељачко-националних покрета против навале страних империјалиста, — зато ми морамо и сељачким масама Савеза Земљорадника указати на прикривену улогу њиховог вођства и предстојећу нову превару и издају од стране овога.

Ми довикујемо српским сељачким масама: угледајте се на ваше другове у Хрватској и Далмацији! Стварајте радничко-сељачки блок! Помажите активно националне покрете и тражите помоћ од њих! Уздигните високо парољу федерације балканских радничко-сељачких република!

Балкану прети опасност од империјалиста, то значи прети опасност на првом месту вама сељацима. Браните Балкан удруженим снагама свих сељачких и националних покрета Српски и балкански сељаци, бранећи Балкан, браните сами себе!

Светски империјализам и нови ратови

Далени Исток и Балкан. Улога Велике Британије. Суштина Итало-Југословенског спора

Београд, крајем марта.

Капиталистичка и империјалистичка Европа пуном паром припрема после десетогодишње «паузе» нов и страховит понов човечанства. Послератна ситуација у знаку сталне и перманентне кризе у области капиталистичке економије, развија се постепено ка све јачем поопштравању класних супротности и диференцијација и снажењу фашистичко-милитаристичке реакције на другој страни. Била би највећа заблуда помислити данас још у могућност дефинитивне стабилизације светског, а по готово континенталног капитализма. А у колико је уопште и могао да се у извесној мери нивелише, он је то извршио по цену класних борби бацајућу се свом жестином капиталистичке и империјалистичке крволочности на светски пролетариат, на колонијалне народе и потлачене нације. Према томе није погрешно тврдити да је непосредно по закључењу Версалског Мира између победоносних и побеђених капиталистичких сила настао рат друге врсте, рат класни, рат између угњетача и угњетених. Ненаоружан пролетаријат и колонијални народи Сирије, Египта, Марока, Индије, Индонезије и Кине крваре од после Европског Рата на овамо да реше проблем стабилизације капитализма или његову пропаст.

И што се све више светски империјализам оружа модерним оружјем на копну, води и ваздуху, налази на својачи отпор милиона и милиона пролетера и стотине милиона угњетених колонијалних народа који се све чвршће групишу у једном за свагда учине крај империјалистичкој најезди «културног» и «високо цивилизованог» западног капитализма.

У првом реду погађа ова ослободилачка борба колонијалних народа — Велику Британију. Њен опстанак као најмоћнија међу најмоћнијим угњетачима колонијалних народа а по готово њен престиж љуба се страховито. И сви покушаји да се спасе оно што се спасити може свршавају се поразом. Први је ударац дошао од стране доминија: Канада, Јужне Африке и донекле Аустралије. Буржоазије именовани доминија осетиле су се довољно снажне и куражне да навесте Лондону своју блиску независност од Лондона, а у противном и потпуно оцепљење. Затим 7 месечни штрајк рудару А трећи и најважнији удар јесте ослободилачка борба Кине заузеће Шангаја 21 марта о. г. од стране национално-револуционарних армија кантонаца, чиме је погођена ахилова пета британске империје.

се вратимо у Европу. Нема сумње да се питања новог рата мора тражити у **степену распадања** енглеске империје. Игра се вратоломна ва банке игра и зато је Велика Британија, империјалистичка и реакциона Енглеска ишла у рат са верним савезником и, нашла га је у лицу фашистичке Италије Бенита Мусолинија.

Мусолини је примио савез у уверењу да ће у савезу са Немачком успети да оствари империјалистичке тежње италијанског фашизма и васкренути римска цезаровска империја у случају слома моћне му савезнице.

Успешна борба и успех кинеске националне револуције, реде део светске револуције и зато Енглеска гледа могуће начине да помоћу њених савезника **нападне Совјетску Унију**, ту граничну тврђаву радника и сељацима да тамо лежи највећа опасност империјалистичког капитализму уопште и то што раније, док се још није пројавила **радничко-сељачка Кина, док није букнула Индија.**

Енглеска искористићавајући вешто супротности између јединих капиталистичких држава придобила Пољску и мање балтичке државе за своје злочиначке планове: напада на све могуће начине да изађе хинденбурговској држави у сусрет; зато је дала слободне руке фашистичкој држави да прекорачи на Балкан; зато се укида «међу савезничком војна контрола у хорџијевој Мадарској. Зато се Бугарску дају зајмови. Али не само то, она и финансијски свесрдно подржава те горе наведене државе, у згодан час када се Француска налази у тешкој финансијској кризи. Благодарни тој држави коју Француска преживљава она је успела да истисне из Балкана империјалистичку политику са Балкана добрим тимом и да са Италијом заједнички постане меродавна за политички развој на Балкану.

У овом случају је потпуно јасно и држање Енглеске у италијано-југословенском спору који последњих дана избио око Албаније и који више мање да пређе у отворен сукоб. Први је метака Италија, ратификујући конвенцију о Бесарабији и тим самим санкционисана анексија Бесарабије на дипломатски ниво. Чекао се одјек. У међувремену погорша се ситуација на Балкану. Источно и Италија позивајући се на своје право из Лондонског уговора упути свима великим силама ноте да се припрема монархије С. Х. С. и о намерама исте да

организује побуну у Албанији у намери да окупира исту. Атмосфера пуна електрицитета, светска јавност одједном упула очи из Шангаја на Тирану и Београд. Тежак ситуације бачено је на Балкан, онај исти Балкан из 1914 г. . . . Мобилизација у Албанији, концентрација трупа на албанској и италијанској граници и обратно од стране Италије и Албаније. . . . Империјалистичка штампа подељена у два тора на Париз и Лондон пуни своје ступце за и против.

Сензације и открића у југословенској и италијанској штампи, дипломатски демарши и ноте у Београду, Риму, Паризу. . . Мусолини ћути. . . Нинко Перић, министар спољних послова даје изјаву за изјавом у парламенту и преставницима штампе како нико у монархији С. Х. С. и не помишља на рат а камо ли да се припрема упад у Албанију. Предлаже великодушно анкету.

Нас, који пратимо догађаје у монархији С. Х. С. и који познајемо биће њеног империјализма, нису изненадили ови ратнички покличи из Италије и из Југославије. Ми знамо да се **и једни и други** журно припремају на узајмо обрачунавање — може бит да се по ратној спреми само нису сустигли. Монархија С. Х. С. хоће пошто пото да буде бар у неколико доминантна на Балкану — то јој Италија квари, у томе што се везала и што се везује са свима суседима монархије С. Х. С., на штету исте. Италији се жури, она чека идући згоднији моменат, када то и Енглеској буде конвенирано, која ју је у целој овој акцији отворено помагала.

А донде шта? Може ли се ратна опасност избећи? Не. Она је ту, она је на прагу. Питање је коме ће конвенирати да опали први метака. Споредно је у Шангају, на албанско-југословенској или на југословенско-италијанској граници. Рекли смо у уводу око чега се ради, реч има г. Чемберлен.

Наш је задатак да укажемо у чему је суштина ратне опасности која је тако блиска и страшна. Ми морамо да будемо на висини своје револуционарне дужности и спремни да још у своме зачетку такав један братоубилачки, злочиначки и империјалистички рат претворимо у ослободилачки рат потлачених нација и радног народа вароши и села — а против домаћег и страног угњетавања. Пробудити и освестити широке радне масе у монархији С. Х. С., указати им сву тежину стања у коме се налазимо, не би ли ратоборни империјалисти прошли на Балкану као и у Шангају.

Димитрије Јовановић

Потлачени сиромашни сељаци, радници и грађани!
читајте, растурајте и вршите пропаганду

за

„БАЛКАНСКУ ФЕДЕРАЦИЈУ“

Орган народних мањина и потлачених народа Балкана

Бомба, динамит сақлар. زوالی قاری او کیزلی شیری کورنجی
 چو جغنی، نه وینی، پارقی دوشونه رک آغلامغه باشلار، ذاتا تکمیل
 نه وی قاریسیله چولوخی، چو جغیله، قیزیله، اوکوزیله یومیله
 ساعت چالیشمده نه مکانی چیقارامیور. بو حاله برده قومیه
 برده حیات دردی علاوه ایدیگز، برده قومیه آرمق اوزار
 ژاندارمه، ضبطیه اشکنجه سنی علاوه ایدیگز، ایدیگزده
 کویلی ایچون آغلییکز، نه وت بز قورتوله جغز، ترکی قووا
 ماكدونیاده روم قالمایه جق، صرب قالمایه جق، آرنאוڈ
 هیچ، بتون بوملتار کوکندن قازینه جق، اسکی بیوک
 جانلانده جق، ایشته بو بیوک خیالار بالقانده یوز بیگلرجه
 کیردی. بالقانده الی سته دنبری هپ قان آقدی، یانغین
 فریاد . . .
 (مابعدی وار.)

اسلاو تریبونری، اوردولری پلوپونسه قدر کیرمشلر، تکمیل بالقان
 دینلی، یارم آطه سنی خبط ایشلر، نه . . . اونک ایچون شمدی ماكدونیاده
 هرکس بلغار اولمیدر. اورتده بهانه پره تکس می ایستر سیکز پک
 چوق. اول ترک استبدادن باشلار، ترکلرک کور اولاسی دره بکی
 اداره سی برنجی سبب اولدی. بویلا مکتبلرده تحصیل کوره ن کنج
 بلغارک دماغنه ایشله دیلیدی، چغنیله، چوغنیله اوغراشان نجیب
 معصوم بلغار کویلیسنک قولاغنه آقتیلدی، زوالی نک راحتسی
 بوزولمغه باشلادی، اخشام اوستی بورغون، بی تاب وجودیله ایصلاف
 اییسه لری اوجانی باشنده قورونورکن بتون کون ایشیله اورسه نمش،
 چرپالانمش، وجودینی دیکله ته جکنه کویده بیلم هانکی اوطه یه کیزلیجه
 کلن قومیه نک دردینی دیکله مکله کیده جک اونک تعلیماتی آله جق
 اونک ده ایریجه ویرکینسی ویره جک، بدبخت کویلی! تیز یورکلی
 وکیلی! ملتی قور تارمق ایچون چالشمق لازم در، نه وینه کیزلی سلاح،

بالتقان فدہ راسیونی

ہر اون بش کوندہ انتشار ایدر

بالتقان اقلیتلرینک و مظلوم ملتلرینک مجموعہ سیدر

بالعموم بالتقان لسانلرنده یازیلیمقده در

ماکدونیایا خاطراتی مظالم صحنہ لرندن

ماکدونیایا انتریقہ لرندن

(بیوک یونانستان، بیوک بلغارستان، بیوک صربستان)

(اونبرنجی مکتوب)

روم اولسہ ییدیلر یونانستانک اوزمانکی بیوک اورانوری دہ موستن
ماکدونیایلیری اجنبی نظریہ یاقازدی، بو بیوک روم پاریودی
ہللاده محاربه لری دوام ایتدیکی مدتجه ماکدونیای قرالی فیلیب حقدہ
سویلدیکی سوزلرہ مملکتده پارییودلق حسنی او یاندیرمشدی، فیلیبی
روم ملتک، روم وطنک الہ بیوک دشمنی اولہرق کوسترمشدی۔
اونک ایچون فیلیب، فیلیبک تبعہ سی ماکدونیایلیر روم دکلردی اونلر
بلغاردیلر۔ سلاور VI، VII نجی عصرده یعنی بیک بشیوز، بیک درتیوز
سنہ اول بالتقانه کلشلردر۔ او وقتلر بالتقانه حاکم اولان بیرانسلاہ
بلغارلر بیوک محاربه لری یامشلردر۔ اوننجی عصرده بر بلغار چاری کلش
بتون ماکدونیایلی، البانی، ارناؤدی، تکمیل روم ایلمینی ضبط ایتش،

ماکدونیای قارداش!

واکی ایکی مکدومبدہ بزم باشمزہ کلن فلاکتلردن، خستہ لقلردن،
یونانستان خستہ لغدن بحث ایتش و بویوزدن زوالی، معصوم
چہ انسان قانی دوکولدیکنی اکلامشدم، بیوک یونانستان یایاجغز
تقرہ اووہ لریته قدر بیکرجه ایشی، صنعتکار کویلیتک حانہ
... بوکوندہ بیوک بلغارستان خستہ لغدن بحث ایدہ جگم۔
تعلق پرییودلرینی سزہ اکلامہ جگم، ماکدونیای دیمک بلغارلق
ر، روملرک بورادہ ہیچ حتی یوقش، فیلیب، علیکساندر روم
بلغار ایتش اسکی ہللاده محاربه سنی یاپان (اسکی یونانستانلہ
بیسالیلرک یابدقلمری محاربه لردر) روملرچی ایدی؟ او ماکدونیایلیلر

Adresse du journal
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement
6 mois 0.25 et 3 Schil. pour l'Autriche
5 et 60 cents pour tous pays restes

Texte français (1237—1248)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique

Frantichek Krejci — Josef Hora

Paul Louis: La politique de l'Italie ruine la Petite Entente

D. Vl.: Les Balkans à nouveau en danger de guerre

I. Mateescu: 20 années depuis les émeutes paysannes en Roumanie

Marcel Walter: Le Congrès des verkhovistes et fascistes macédoniens en Bulgarie

Melingos: La soupe républicaine en Grèce

Douchan A. Dretzoun: Démonstration de l'équation politique: Yougoslavie = Grande Serbie

A. Loudogoroff: De nouvelles arrestations en Dobroudja

G. K.: La question de l'amnistie en Bulgarie et l'opinion publique européenne

Les députés anglais Wallhead et Greenfell et la terreur en Bulgarie

L'arrestation du Dr P. Vitcheff et de dix de ses amis

Autour de l'interdiction faite à M. Cachin de traverser la Suisse

La réaction dans les Balkans: Faits et événements

Texte allemand (1249—1251)

Dimitri Jovanovitch: Der Weltimperialismus und neue Kriege

G. Kazanovsky: Volle Amnestie für die bulgarischen politischen Gefangenen und Emigranten

Texte albanais (1251—1252)

Dedi: Shqypnija dhe konflikti italo-jugosllav
Ç' thotë Fan Noli?

Texte bulgare (1252—1256)

Апри Барбос: Човешките сенки в ромънските затвори

Н. Б. Кандиев: Добруджанци и заема за бежанците

П. Карски: На гроба на Димо Хаджи Димов — „Хаджията“

Марсел Валтер: Конгреса на македонските вжрховисти и фашисти в България

Texte grec (1256—1259)

Α. Βλ.: Ένα αντιιμπεριαλιστικό Συνέδριο των Βρυξελλών

Texte croate (1259—1260)

Krešimir Ivčić: Fata morgana

Texte roumain (1260—1261)

I. Mateescu: 20 de ani dela Răscoalele Țărănești

Texte serbe (1261—1263)

Н.: Селачки покрети и национално питање у Југославији

Димитрије Јовановић: Светски империјализам и нови ратови

Texte ture (1263—1264)

макдонија خاطراتی مظالم صحنہ لرندن — اونبرنجی مکتوب